

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LE
TRAVAIL DES ENFANTS
EN ALLEMAGNE
ET
SA RÉGLEMENTATION LÉGALE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le 27 Mai 1911, à 1 h. 1/2.

PAR

Pierre MARTIN

LICENCIÉ, ÈS-LETTRES

DIPLOMÉ DE L'ÉCOLE DES SCIENCES POLITIQUES

Président : M. JAY.

*Suffragants : { MM. SOUCHON } professeurs.
 PERREAU }*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, rue Soufflot, et rue Toullier, 13

1911

LE
TRAVAIL DES ENFANTS EN ALLEMAGNE
ET
SA RÉGLEMENTATION LÉGALE

LE
TRAVAIL DES ENFANTS

EN ALLEMAGNE

ET

SA RÉGLEMENTATION LÉGALE

PAR

Pierre MARTIN

Docteur en droit

LICENCIÉ ÈS-LETTRES

DIPLOMÉ DE L'ÉCOLE DES SCIENCES POLITIQUES



PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, rue Soufflot, et rue Toullier, 13

1911



Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

Entre toutes les matières auxquelles s'étend l'action protectrice de l'État moderne, le travail des enfants est peut-être celle où son intervention rencontre le moins de résistance. Les législations ouvrières commencent presque toutes par l'interdiction de tel ou tel travail au-dessous de tel ou tel âge : la pitié qu'inspire un être faible prépare et provoque l'œuvre du législateur ; mais la question n'est pas aussi simple qu'elle paraît au premier abord, et le grand nombre des intérêts en jeu la complique étrangement.

Il y a en premier lieu l'intérêt des patrons qui généralement s'intitule dans la discussion « intérêt de l'industrie nationale ». Evidemment la réglementation du travail des enfants nuit aux employeurs, et quand l'État l'entreprend, il peut craindre de mettre les industriels du pays en état d'infériorité vis-à-vis de la concurrence étrangère. Cet argument qui fut très puissant à l'origine perd un peu de sa valeur aujourd'hui : l'expérience n'en a pas démontré l'exactitude absolue et les mauvais effets des mesures à

prendre semblent devoir être atténués par des ententes internationales.

Il y a ensuite l'intérêt de la classe ouvrière : est-il légitime de supprimer ou de limiter l'emploi qu'une famille pauvre fait de ses enfants et de la priver des ressources que leur travail lui procure ? Est-il juste d'empêcher que des enfants viennent en aide à leur mère veuve ? Quel est d'ailleurs l'intérêt de l'enfant lui-même ? Vaut-il mieux l'habituer jeune aux fatigues du métier et aux âpretés de la vie, ou au contraire ménager ses forces pour un temps où elles seront capables de fournir un rendement supérieur et un salaire plus rémunérateur (1) ?

Enfin l'État ne saurait rester indifférent au problème. Si d'une part il est intéressé au développement d'une race forte, il l'est également à la fécondité des ménages et au progrès des nombreuses familles. Or récemment un député (2) pouvait affirmer à la tribune du Reichstag que, dans les classes pauvres, le père considère comme un véritable capital ses enfants dont le travail lui procure un revenu supplémentaire ; plus ils sont nombreux, plus le béné-

(1) Cf. Rapport du Dr Gehrig (de Berne) au congrès de Zurich en 1897 : « L'ouvrier dégénéré fournira un mauvais travail, son salaire diminuera, ses enfants affaiblis déjà par l'influence de l'hérédité devront travailler davantage encore et se développeront plus mal. »

(2) Séance du 24 avril 1902. Reichstagsverhandlungen, p. 5029. C. Dr Muller.

fice est grand. N'est-il donc pas à craindre qu'en amoindrissant ce bénéfice, on ne décourage la procréation d'enfants : de quoi le législateur doit-il plutôt se préoccuper, de la quantité ou de la qualité des individus ?

Ces diverses raisons s'opposaient à la réalisation immédiate d'une réglementation complète. Aussi, au lieu de s'imposer d'un seul coup à l'exploitation des enfants prise dans son ensemble, la réglementation en gagna de proche en proche les principales formes : il semble que relativement au travail des enfants la législation allemande ait partagé sa course en trois étapes dont elle a déjà franchi les deux premières.

Sans doute ce n'est là qu'une apparence et l'on ne saurait croire que le législateur d'Outre-Rhin ait ainsi divisé sa tâche dans le temps ; mais sous cette réserve on peut distinguer avec lui les enfants occupés à l'usine ou à l'atelier, ceux employés dans l'industrie à domicile, le commerce et les petits métiers de la rue, et ceux qui travaillent aux champs. Le travail des premiers est l'objet d'une réglementation dont l'expression dernière se trouve dans le Code industriel de 1891 modifié en 1908. Les seconds furent l'objet d'une loi plus récente, celle du 30 mars 1903. Quant aux petits ouvriers agricoles l'amélioration de leur sort est remise à une date ultérieure, la réglementation de leur travail rencontre une violente opposition. Aussi après avoir exposé, dans leur déve-

loppement et leur état actuel, les lois qui régissent les deux premières classes, il ne reste à présenter pour cette dernière que des faits et des discussions.

CHAPITRE PREMIER

HISTOIRE DE LA LÉGISLATION PRUSSIENNE JUSQU'EN 1871

—

I

L'ENQUÊTE DE 1824

La nécessité de protéger les enfants employés dans l'industrie remonte aux abus qui marquèrent, dans les premières années du XIX^e siècle, l'essor du machinisme naissant. Le promoteur de ces mesures fut M. d'Altenstein, ministre de l'Instruction publique en Prusse (1).

Un singulier incident manifesta leur opportunité. En septembre 1818 le gouvernement de Dusseldorf signalait avec éloge dans son rapport périodique la généreuse initiative d'un bourgmestre et industriel rhénan qui avait à ses frais organisé une école où les enfants employés dans sa fabrique se reposaient

(1) De 1817 à 1839.

à tour de rôle en apprenant la lecture, l'écriture et le catéchisme. Le roi de Prusse Frédéric-Guillaume II approuva cette idée et félicita publiquement l'industriel.

Malheureusement le mouvement démocratique de 1819 éveilla des soupçons contre les écoles libres. M. d'Altenstein chargé d'une enquête à leur sujet se souvint de l'école précitée, et voulant la proposer comme modèle à tous les patrons allemands demanda au gouverneur de Dusseldorf un rapport plus détaillé. — Or entre temps la vérité s'était faite sur la prétendue charité de ce philanthrope : il n'était qu'un exploiteur d'enfants et imposait à cent quarante de ses petits ouvriers onze heures de travail nocturne qu'il payait deux ou trois silbergroschen (vingt ou vingt-cinq centimes) ; quant à cet enseignement dont l'idée avait séduit le ministre, il se limitait à une heure ou deux par jour.

M. d'Altenstein entra dans une violente colère. De concert avec M. de Bulow il blâma de cette méprise le gouvernement de Dusseldorf, et lui ordonna d'interdire le travail de nuit aux enfants qui n'auraient pas quatorze ans.

Mais le ministre de l'Instruction publique rêvait d'aller plus loin que cette disposition toute particulière et locale. Certain d'être appuyé par son collègue, il songeait à une réglementation législative et générale. Pour la préparer, il ordonna une enquête.

Par une circulaire du 28 juin 1824 (1) il adressait une sorte de questionnaire aux gouvernements de Trèves, Aix-la-chapelle, Cologne, Coblenz, Dusseldorf, Minden, Breslau et Liegnitz qui étaient alors et sont toujours les grands centres industriels de la Westphalie. Ce questionnaire était relatif à l'âge des enfants employés, au genre, à la durée, aux conditions de ce travail, à sa nécessité économique et à ses conséquences physiques, intellectuelles et morales. Les gouvernements étaient en outre consultés sur les mesures propres à enrayer le mal.

Leurs réponses, reçues dans le courant de 1825, présentent les faits sous un jour des plus sombres. A Iserlohn le tableau est particulièrement navrant.

« Dans d'étroits et obscurs cabanons (2), au milieu d'un air empesté, presque toujours assis et contraints au moyen des pires traitements, les enfants travaillent de 6 heures du matin à 8 heures du soir, ça et là même pendant la nuit. Ils sont pâles et maigres, ils ont les glandes enflées, le visage boursoufflé, les yeux chassieux, la tête couverte d'éruptions. Leur nourriture consiste en pommes de terre et en chicorée bouillie, leurs principaux divertissements sont le jeu, le tabac, l'eau-de-vie, les pratiques les plus immondes, les rixes; d'ignobles chansons

(1) G. Auton, *Op. cit.*, p. 8 sqq.

(2) Gunther Auton, *Op. cit.*, p. 45. — Agahd, *Kinderarbeit*, p. 6.

font l'accompagnement ordinaire de leur travail. Quant à leur instruction, si par hasard on y songe, elle occupe le soir une heure ou deux. »

A Coblenz dès sept ans, dans le district d'Aix-la-Chapelle dès cinq ans, des enfants sont attelés aux métiers des filatures. La durée de leur travail atteint quatorze heures avec une pause pour les repas. C'est en Saxe que la condition des enfants semble la moins mauvaise, dans les provinces rhénanes qu'elle semble la pire. Quoi qu'il en soit, ce qui distingue entre eux ces rapports, c'est la diversité des maux qu'ils signalent. A Arnsberg, la limaille de bronze empoisonne les enfants, à Cologne la poussière des soieries leur fait cracher le sang, à Erfurth, dans les clouteries, la position du corps leur rétrécit la poitrine, et dans les fabriques d'épingles, par crainte de laisser se rouiller les produits, on enferme les petits ouvriers dans des chambres surchauffées et hermétiquement closes.

Sur la raison d'être de cette lamentable exploitation, tous les rapports sont unanimes : du côté des parents c'est la misère, du côté des patrons, c'est la concurrence de l'étranger (1).

Quant aux dispositions à prendre, la plus grande variété règne dans les rapports. Tantôt c'est une abstention complète, tantôt ce sont des motions déri-

(1) Gunter Auton, *Op. cit.*

soires. Cologne, par exemple, réclame que les enfants soient mis à l'école dès cinq ans, une année d'études « bien comprises » leur assurerait — (à cet âge !) — une instruction suffisante (1), et dès six ans ils entreraient à la fabrique. Tantôt encore c'est un minimum d'âge qui est réclamé, tantôt un maximum d'heures de travail. En outre, quels écarts entre les chiffres proposés ! Relativement à l'âge, les rapports varient entre six et neuf ans, relativement à la journée de travail entre six et douze heures.

Rien de bien fécond ne serait sorti de ce chaos d'idées, si certains rapports n'eussent exprimé les premiers principes d'une législation sérieuse et très suffisante, au moins pour un début :

1° *L'introduction d'un double minimum d'âge*(2): neuf ans pour l'admission en fabrique, quatorze ans pour l'admission au travail complet ;

2° *La division des mineurs de quatorze ans en deux équipes* (3) qui travailleraient chacune une moitié de la journée et consacraient l'autre à leur instruction scolaire ;

3° *L'intervention médicale*(4) qui se manifesterait

(1) Gunter Auton, *Op. cit.*, p. 25 : « La plupart des enfants sont aptes dès cinq ans au travail scolaire, une année d'études bien organisée suffit à leur instruction, ils pourront donc être admis assez jeunes dans les fabriques. »

(2) Proposition du gouvernement d'Arnsberg.

(3) Proposition du gouvernement d'Arnsberg.

(4) Proposition de Magdebourg.

par la délivrance de certificats nécessaires pour l'admission au travail. Ce dernier principe, auquel la législation française a fait plus d'honneur peut-être qu'il ne mérite, n'a jamais obtenu un grand succès dans la législation allemande. Son grand défaut est de rendre toujours possibles les certificats de complaisance. Aussi le gouvernement de Dusseldorf qui avait prévu cet écueil, proposait-il de compléter ce contrôle par l'institution de commissions locales (1). Ces commissions eussent réuni les diverses autorités compétentes, c'est-à-dire le bourgmestre, un conseiller municipal, un ecclésiastique, le directeur de l'école, le juge de paix et deux délégués des chambres de commerce (2). Il y avait dans ces propositions un programme très intelligemment conçu et, si M. de Bülow était resté ministre du Commerce, ces idées eussent probablement pris corps dans une loi ; mais sur ces entrefaites M. de Bülow avait été remplacé (3) par M. de Schuckmann, qui devait être l'adversaire obstiné de M. d'Altenstein.

(1) Proposition du gouvernement de Dusseldorf.

(2) Pour la réduction des règlements d'ateliers ces commissions devaient s'adjoindre un ouvrier « intelligent ». Gunther Auton, p. 25.

(3) A la suite d'une fusion entre le ministère de l'Intérieur et le ministère du Commerce.

II

LES EFFORTS DE M. D'ALTENSTEIN ET LA RÉSISTANCE DU
MINISTRE DU COMMERCE.

M. de Schuckmann ne comprenait pas aussi bien que son collègue à l'Instruction publique la nécessité d'une race vigoureuse et le droit de l'enfant à être protégé. Son attention se portait plutôt sur la balance du commerce. Or à cette époque, l'exportation croissante des produits fabriqués attestait la prospérité de la grande industrie allemande. M. de Schuckmann s'en constitua le gardien jaloux (1), et pour ne pas porter atteinte aux bénéfices des producteurs il chercha à leur conserver intact l'usage d'une main d'œuvre peu coûteuse. Le conflit inévitable des intérêts matériels de la nation avec le développement physique et moral de la classe ouvrière se personnifia dans l'opposition entre ces deux ministres.

Cette opposition fut longtemps sourde et comme inavouée. M. de Schuckmann, pour ne pas heurter de front les espoirs de son collègue, usa d'abord de procédés dilatoires et prétendit qu'il n'y avait pas

(1) Gunther Auton, *Op. cit.*, p. 30.

urgence. Un conseiller particulier des finances n'avait-il pas récemment affirmé que les enfants occupés dans les filatures westphaliennes « se distinguaient par leurs couleurs florissantes des pâles petits Berlinoïses ? » (1).

Aussi pouvait-on attendre sans grand dommage les résultats d'une nouvelle loi anglaise sur le travail des enfants qu'un conseiller allemand était allé étudier sur place.

Cependant M. d'Altenstein espérait toujours, et même, dans une circulaire de mars 1826, promettait à bref délai une réglementation légale que l'année passa sans apporter.

Une pétition du gouverneur de Mersebourg ranima la question ; c'est alors que M. d'Altenstein, comprenant qu'il ne pouvait plus compter sur son collègue, se décida à agir par ses propres moyens et dans le domaine de sa compétence. Il érigea l'école en protectrice contre la fabrique.

D'après la loi prussienne l'obligation scolaire commençait dès l'âge de cinq ans ; seul le directeur de l'école pouvait en accorder une dispense provisoire, seul il pouvait en prononcer la libération, quand il jugeait suffisante l'instruction des écoliers. M. d'Altenstein prescrivit aux maîtres de maintenir fermement leurs prérogatives et pour la première fois les

(1) Gunther Auton, *Op. cit.*

appela à un rôle qu'ils devaient plus tard jouer avec tant d'éclat (1).

Mais si ingénieuse que fût cette mesure, elle n'était néanmoins qu'un pis-aller auquel M. d'Altenstein se résignait sans doute avec peine, quand il lui vint un secours inattendu : celui de l'autorité militaire.

M. le lieutenant général de Horn constatait dans son rapport annuel que le contingent pouvait à peine être levé dans les districts industriels alors qu'il était surabondant dans les districts agricoles. Le roi s'émut de cette révélation. Il écrivit à ses ministres : « Je puis d'autant moins approuver de tels abus que la génération future sera plus faible encore que la génération précédente. Je vous confie le soin de rechercher au plus vite quelles sont les mesures propres à réagir contre cet état de choses et de m'en avertir aussitôt. »

La volonté du roi ne brisa pas la résistance de M. de Schuckmann, mais la rendit plus manifeste. Comme son collègue le pressait de rédiger le rapport demandé par le roi, il répondit assez aigrement qu'avant de réfréner le surmenage dans les fabriques, il serait bon de l'éviter dans les collèges où les nouveaux programmes d'enseignement épuisaient les enfants de la bourgeoisie. Puis il fit trainer en

(1) Gunther Auton, *Op. cit.*, p. 32.

longueur le rapport (1) qui ne fut pas remis avant 1832.

Mais l'obstination du ministre du Commerce ne devait plus être bien longtemps un obstacle aux généreuses ambitions de M. d'Altenstein. En 1832, M. de Schuckmann devenu très vieux se retire et le champ reste libre aux projets de son collègue. Cependant il semble hésiter et, près de toucher au but, il s'arrête. Il veut connaître exactement les résultats de la loi anglaise de 1833 et, en attendant qu'ils se soient manifestés, procède par circulaires et ordonnances sur l'obligation scolaire.

En 1836 de nouveaux événements réveillent son ardeur (2). M. de Bodelswyngh, premier président de la province du Rhin, a soumis aux États de cette province un projet sur le travail des enfants, et les États, sur la proposition de M. Schuchard (3), ont voté une pétition au roi. Le 21 décembre 1838 une Commission composée de M. de Bodelswyngh, d'un

(1) Sans doute le choléra, la révolution de juillet, la négociation de l'Union douanière purent retenir l'attention de M. de Schuckmann, mais pas au point de lui faire oublier toute préoccupation de réglementation ouvrière puisqu'entre temps il prenait une ordonnance prohibant le « *truk-system* ».

(2) Gunther Auton, *Op. cit.*, p. 41 et suiv.

(3) Industriel à Barmen. L'opinion publique était alors très émue d'un gros scandale qui avait éclaté dans une filature de Barmen, treize fillettes de dix à quatorze ans ayant été victimes d'un surveillant, dans des conditions particulièrement odieuses (G. Auton, *Op. cit.*).

représentant du ministre des Finances et d'un représentant du ministre de l'Intérieur examine cette proposition et rédige un projet qui devient le règlement du 9 mars 1839 (1).

III

LE RÈGLEMENT DE 1839.

Le règlement de 1839 (2) est le premier texte de réglementation ouvrière relatif à l'enfance, le point de départ de toute la législation ultérieure. Ses dispositions peuvent être ramenées aux principes suivants :

1° *Le minimum d'âge est fixé à neuf ans pour l'admission à la fabrique, à seize ans pour le travail complet ;*

2° *Entre neuf et seize ans, la journée est limitée à dix heures et le travail interdit après 8 heures du soir et avant 5 heures du matin. Les dimanches et jours de fête doivent être fériés. Des pauses d'une durée totale de 1 h. 1/2 doivent être accordées, dont l'une à midi, d'une heure ;*

(1) Ce texte dont le titre exact était « Règlement sur le travail des jeunes ouvriers dans les fabriques » eut force de loi dans tous les pays de la monarchie prussienne.

(2) *Gesetzsammlung*, 1839, p. 156-158.

3° *Pour entrer à la fabrique, les enfants doivent avoir fréquenté pendant trois ans l'école, ou bien prouver qu'ils savent lire et « commencent » à savoir écrire. Toutefois les patrons peuvent s'affranchir de cette condition en instituant dans leur entreprise un enseignement primaire ;*

4° L'exécution de la loi est assurée par la *police locale*. Pour faciliter le contrôle le patron doit dresser la liste de ses petits ouvriers, l'afficher dans les salles de travail et la présenter à toute réquisition ;

5° Le cadre de ces dispositions peut d'ailleurs être élargi, l'autorité administrative garde le droit d'édicter au point de vue sanitaire et moral toutes les mesures qui lui sembleraient nécessaires (1).

Le règlement de 1839 fut sérieusement appliqué. Si dans certains cas les autorités locales commirent quelques maladresses, néanmoins leur action fut généralement efficace (2) et l'autorité centrale fit également preuve de fermeté. Aussi quand, alarmé de certains scandales, le ministre demande un rapport sur les résultats de la loi, ces rapports — celui d'Iserlohn en particulier — ne ressemblèrent en rien à ceux de 1825. Une amélioration considérable était

(1) A. 40.

(2) Certains gouvernements, ceux de Minden et de Mersebourg entre autres, avaient établi les commissions locales proposées en 1825 par le rapport de Dusseldorf.

constatée dans la condition des enfants des classes laborieuses (1).

Pourtant, en lui-même, le texte de 1839 n'était qu'un essai et présentait au moins deux graves raisons d'insuffisance :

La première était cette faculté laissée aux patrons de substituer à l'enseignement officiel un enseignement privé dont la durée quotidienne n'était pas fixée.

Le gouvernement eut beau répéter dans maintes circulaires qu'il entendait faire donner aux enfants des fabriques une instruction réelle et sérieuse, des abus nombreux se produisirent ; dans une fabrique, l'enseignement donné aux enfants se bornait à sept heures de classe par semaine. Le règlement de 1839 n'était donc pas assez explicite ; l'affaire de 1818 avait pourtant révélé ce qu'on pouvait attendre de l'initiative patronale laissée sans contrôle.

En outre la police ordinaire était insuffisante pour assurer le respect du règlement. Certaines municipalités le comprirent d'elles-mêmes et instituèrent ces commissions locales proposées en 1824 par le gouvernement de Dusseldorf. Mais quand bien même on eût étendu leur compétence au district, un peu de complaisance était à craindre de ces Commissions purement gratuites ; aussi certaines

(1) Gunther Auton, *Op. cit.*, p. 70.

villes (1) demandaient la création d'inspecteurs du travail.

Sur ces deux points le règlement de 1839 devait être — au moins dans une certaine mesure — complété par la loi du 16 mai 1853 (2).

IV

LA LOI DE 1853.

Le souffle révolutionnaire de 1848 attira l'attention des gouvernements sur la nécessité des lois sociales. En mai 1851 M. de Heydt, ministre de l'Intérieur, procéda à une enquête auprès des gouvernements et des provinces. Ces enquêtes avaient particulièrement manifesté l'inefficacité du contrôle et l'insuffisance des mesures prises pour assurer l'instruction primaire des enfants.

Un projet de loi élaboré par les délégués des ministres intéressés, fut soumis au Parlement (3) après

(1) Breslau entre autres.

(2) *Gesetzsammlung*, 1853, p. 225-227.

(3) Un contre-projet fut présenté par un grand industriel d'Ellembourg. « Il est, alléguait-il, des milliers de parents qui ne sont pas assez robustes ou ne trouvent pas assez d'ouvrage pour subvenir aux besoins de leur famille. Ne serait-ce pas une cruauté que de leur interdire d'employer les forces jeunes de leurs enfants ? Il est des milliers de familles, privées de leur chef, où la veuve n'a

consultation et avis favorable des chambres de commerce et des corporations marchandes (1). Il devint la loi de 1853.

La limite d'âge est portée de neuf à douze ans. C'est là sans doute un progrès sensible, mais il devait fatalement être amené par l'évolution normale de la législation.

Ce qui fait le nouvel intérêt de cette, loi c'est le perfectionnement du contrôle et l'établissement d'une proportion entre le temps donné à la fabrique et celui donné à l'étude.

Dès 1825, le gouvernement d'Arnsberg avait demandé la division des enfants en équipes qui seraient occupées alternativement. La loi de 1853 rendit possible cette répartition et ce roulement par l'institution pour les enfants de douze à quatorze ans, d'un régime nouveau de demi-temps. Le projet de la commission

plus que des orphelins sans ressource et qu'elle ne peut nourrir. Ne serait-il pas trop dur de dire à ces veuves : vous n'enverrez pas vos enfants dans les fabriques et vous serez privées de leur aide ? Si l'État avait ce droit, il aurait d'autre part le devoir de fournir du travail aux valides et des ressources aux impotents, et cela il ne peut le faire. » A ce langage d'autres orateurs opposèrent une réfutation non dépourvue d'éloquence : « Nous n'avons pas le droit d'augmenter notre production en minant la santé des enfants..... ; le sang des enfants souille cette richesse. Une année de ce travail prématuré leur enlève peut-être dix ans de leur vie d'homme. » (Discours de M. Reichensperger). G. Auton, *Op. cit.*, 96.

(1) Le projet fut approuvé par trente et une sur trente-six chambres de commerce.

limitait leur travail industriel à sept heures et les astreignait à trois heures d'école. Ces sept heures que coupait une pause d'une demi-heure, pouvaient être effectuées le matin ou le soir de telle sorte que l'autre moitié de la journée restait libre pour l'instruction et le repos. Certains députés demandèrent bien qu'une heure fut retranchée à l'école et accordée en plus à la fabrique, mais comme un maximum de huit heures eût empêché le roulement des équipes, le gouvernement maintint son projet et le Parlement alla même plus loin. Avec le maximum de sept heures et les deux récréations, le travail des enfants s'étendait sur une durée de quinze heures, et l'on craignait que cette durée ne fût, par suite de la solidarité industrielle, imposée aux ouvriers adultes. Cette considération fit abaisser le maximum à six heures.

Six heures de travail industriel, trois heures de travail scolaire, semblaient constituer pour l'enfant de douze à quatorze ans une journée normale où les jeux et les exercices en plein air pourraient encore trouver place.

Quant au contrôle il est assuré par une triple série de mesures :

1° L'obligation, imposée aux patrons en 1839, de dresser et d'afficher dans leurs ateliers la liste de leurs petits ouvriers est complétée par celle de communiquer tous les six mois cette liste à la police locale ;

2° Les patrons ne peuvent recevoir dans les fabri-

ques que les enfants munis d'un livret de travail qui est décerné par la police locale et qui mentionne le nom, l'âge, la religion, les conditions de scolarité du jeune ouvrier ;

3° Conformément au vœu de certaines municipalités, il est créé à Arnsberg, Aix-la-Chapelle et Cologne, des inspecteurs du travail.

Sans doute cette institution n'eut pas, à son origine en Allemagne, le développement qu'elle y a pris depuis et qu'elle possédait déjà en Angleterre. Mais c'est un progrès très considérable, au moins pour le principe, qu'il y ait dans trois grands centres industriels, des fonctionnaires chargés spécialement de veiller à l'exécution de la loi.

En outre, les pénalités édictées en 1839 sont aggravées, particulièrement par l'interdiction pour les contrevenants d'employer aucun enfant à l'avenir.

Cependant la loi de 1853 resta quasiment lettre morte (1). OEuvre d'un mouvement très noble, mais issu d'une révolution étrangère, votée d'enthousiasme par un Parlement qui renchérit encore sur le texte proposé, elle devait, après la chute de cet enthousiasme, se heurter à une résistance d'autant plus vive qu'elle trouvait en haut lieu un tacite encouragement ; car à M. de Heydt succède M. de Bismarck, ennemi déclaré de toute législation ouvrière.

(1) Holzendorffs Rechtslexicon. Tome I, p. 397.

Sous son patronage tacite, les abus reprennent de plus belle. A Dusseldorf, l'administration trouve trop courte la journée de six heures vu « l'extraordinaire précocité des enfants dans les centres industriels ». A Arnsberg, l'inspecteur du travail n'est pas remplacé et son poste reste vacant. A Aix-la-Chapelle, on voit lutter « comme un lion » cet « excellent homme » de Pieper, inspecteur du travail, qui allait, en hiver, aux portes des usines disséminées sur l'Eiffel, attendre pendant de longues heures, dans la neige, la sortie des petits ouvriers que la mauvaise volonté des patrons avait empêché d'inspecter. Ses rapports de 1858-1860-1864-1868 sont le simple et touchant récit de sa pénible campagne contre les patrons. Quand il se rend dans une usine, tout un attirail de grelots annonce son approche, les portiers ont la consigne de ne pas le laisser pénétrer avant qu'on ait prévenu le chef ; un jour, aussitôt qu'il se présente, on congédie tout le personnel afin que l'inspection soit vaine. Quant aux abus ils sont constants et recommencent de plus belle dans chaque fabrique dès qu'il a tourné le dos. En 1864, dans une verrerie, il constate qu'une équipe d'enfants entre au travail à minuit, les petits ouvriers ne savent pas écrire leur nom. Cette exploitation de l'enfance, cette résistance à la loi, est appuyée par les autorités municipales. Seule la supérieure du couvent « du pauvre Enfant-Jésus » cherche quelque adoucissement à tant de misère.

Elle donne aux petites ouvrières un peu d'enseignement domestique moyennant une rétribution de 1 thaler 1/3 demandée aux patrons par année et par enfant, et à peine suffisante pour couvrir les frais. Pieper essaye de généraliser cette initiative, mais il n'y parvient pas et il succombe enfin après onze années d'efforts et de luttes, vrai martyr de la cause des enfants.

CHAPITRE II

HISTOIRE DE LA LÉGISLATION ALLEMANDE JUSQU'EN 1891.

I

L'ENQUÊTE DE 1874.

En août 1866 la Prusse avait fondé la Confédération de l'Allemagne du Nord. Le 24 février 1867 Guillaume I^{er} ouvrait solennellement à Berlin le premier Reichstag de cette Confédération. Le désir commun fut que l'on unifiât la législation industrielle dans les divers états confédérés ; le chancelier décida alors de faire cette unité sur les bases d'un nouveau code industriel qui devint en 1869 (1) celui de la Confédération, en 1871 celui de l'Empire.

Or le ministre du Commerce n'avait pas compris dans son projet de Code industriel les mesures relatives aux jeunes ouvriers des fabriques. Le Reichstag,

(1) Reichsgesetzblatt, 1869, p. 245-282.

d'accord avec le chancelier, voulut les y faire rentrer, si bien que l'ordonnance de 1839 complétée par la loi de 1853 fut introduite dans le Code industriel de la Confédération, puis de l'Empire (1). Elle n'y gagna pas d'être mieux appliquée. Aucune de ses prescriptions n'est observée, ni le minimum d'âge, ni le maximum d'heures. En certains endroits les douze ou quatorze heures de travail imposées aux enfants sont rendues plus pénibles encore par les quatre heures de marche qu'ils doivent faire pour se rendre à l'usine. Devant le débordement croissant des infractions (2) les inspecteurs du travail sont impuissants bien que leur nombre ait été augmenté par la création de nouveaux postes à Berlin et en Silésie. Quand ils se présentent dans une filature où sont employés des enfants de sept ans, raconte un institu-

(1) La loi de 1853 permettait au ministre de la Police, des Finances et de l'Hygiène publique, de prendre toutes les mesures que pourraient nécessiter la santé et la moralité des enfants employés dans les fabriques (A. 40 ; v. p. 46). Plusieurs ordonnances avaient été rendues en vertu de cet article, et en particulier celle de 1846 qui interdisait l'emploi des enfants au-dessous de seize ans à la construction des chemins de fer et celle de 1854 qui l'interdisait dans les mines et les occupations dangereuses. Le Reichstag n'introduisit pas ces dispositions dans le code de la Confédération et de l'Empire.

(2) Cf. rapport de l'inspecteur d'Arnsberg, cité par Strede. Du 1^{er} juin 1872 au milieu de novembre 1874 il releva dans 526 fabriques 2,780 contraventions, dont 87 relatives à l'âge d'admission, 586 à la durée du travail, 130 aux pauses, 45 au travail de nuit, 46 au repos dominical, 347 aux listes d'atelier, 1,130 au livret ouvrier.

teur Saxon (1), on s'empresse de conduire les petits ouvriers au grenier pour les y cacher entre des ballots de marchandise.

Ces abus ne tardent pas à émouvoir l'opinion et le parti des enfants groupe les éléments les plus disparates : en Saxe les journaux socialistes du « royaume rouge » mènent campagne contre l'indulgence de la police envers les patrons délinquants. En 1872 le journal catholique et conservateur de Cologne *Concordia* institue une enquête. En Bavière (2), le synode protestant se plaint que l'obligation du repos dominical soit lettre morte. A l'action combinée de ces partis politiques et de ces confessions religieuses si diverses se joint l'effort général du corps enseignant. En outre, une influence nouvelle se manifeste, celle de « l'Union pour la politique sociale » qui tient sa première assemblée en 1874 à Eisenach.

D'autre part, chez les patrons attaqués, la résistance s'organise. Les chambres de commerce, celle de Plauen entre autres, accusent la loi d'être inapplicable et demandent qu'elle soit rapportée ou adoucie (3). En compensation, elles proposent une régle-

(1) Stieda. *Deutschlands socialstatistische Erhebungen*, p. 249.

(2) *Concordia*, 20 juin 1872, p. 200.

(3) Elle demande que la journée des enfants de douze à quatorze ans soit portée de six à sept heures et qu'on supprime pour les jeunes ouvriers de quatorze à seize ans le repos dominical et la journée de dix heures. (*Rapport sur le travail des enfants dans les fabriques*, du 23 septembre 1872, p. 5).

mentation plus rigoureuse dans les autres métiers, hors de la fabrique.

Parfois la lutte entre les deux partis devient tellement vive que le ministre doit intervenir. Le gouvernement n'est d'ailleurs pas moins divisé. Tandis que les ministres et en particulier M. d'Achenbach, sont prêts à seconder l'effort du parti réformiste, le chancelier de Bismarck lui est hostile : « Je considère comme une erreur, écrit-il à M. d'Achenbach, de croire qu'on peut résoudre les difficultés que soulèvent les rapports entre ouvriers et patrons par la création d'une classe de fonctionnaires, source de nouvelles complications bureaucratiques (1). »

Mais sa mauvaise volonté n'arrête pas l'impulsion générale.

Dès le 30 avril 1873 le Reichstag avait voté une grande enquête sur le travail des enfants et des femmes et le 21 janvier 1874 le Conseil fédéral avait confirmé ce vote.

Cette enquête ne fut à vrai dire qu'une consultation administrative. Tandis qu'en Angleterre, dans les cas semblables, une commission parcourt le pays et saisit les faits dans leur réalité concrète, les fonctionnaires allemands se contentèrent d'envoyer un questionnaire aux patrons, aux membres du clergé, aux chambres de commerce, aux autorités scolaires,

(1) Herkner. *Arbeiterfrage*, p. 149.

rarement aux ouvriers qu'on taxait « d'incompétence (1) ».

Mais malgré ces diverses raisons d'imperfection, les résultats de ce referendum contiennent les données très précises d'une discussion sérieuse du problème et dégagent toutes les conséquences possibles de la réforme sur la condition du prolétariat, sur l'avenir de l'industrie et celui de la patrie allemande.

Où est le véritable intérêt de la classe ouvrière au point de vue tant de l'instruction professionnelle que du budget familial ?

Le rapport de Palatinat découvre un grand avantage à ce que l'enfant soit mis de bonne heure au travail : sa formation technique en dépend ; dans la verrerie surtout il importe que l'ouvrier fasse des débuts précoces ; car à un âge plus avancé il ne s'habituerait plus aux fatigues du métier et se rebuterait plus vite.

Au contraire le rapport de Breslau considère que l'instruction professionnelle est facilitée par une instruction primaire poussée un peu loin. Les avantages retirés de cette instruction compensent les sacrifices que la famille a consentis en se privant pendant quelques années du salaire de l'enfant.

Ces sacrifices seraient-ils d'ailleurs si considérables ? Les rapports de Königsberg Stettin et Arns-

(1) Stieda, *Op. cit.*, p. 208.

berg craignent que la situation de la famille ouvrière ne devienne intolérable si l'enfant ne lui apporte plus son aide. D'autre part toute une série de districts prussiens — surtout dans le nord de la Prusse — estiment qu'en excluant de la fabrique les enfants de moins de douze ans, on ne risque pas d'abaisser le revenu familial, au-dessous du nécessaire, le salaire des enfants n'étant qu'un salaire facultatif, « un salaire d'appoint ».

Quant à l'industrie nationale, les plaintes et les appréhensions sont très vives, en particulier dans la verrerie, l'industrie des allumettes et les forges qui, plus que toutes les autres branches de production, semblent redouter une aggravation des mesures législatives. Elles considèrent en premier lieu le prix de la main-d'œuvre et l'économie réalisée par l'emploi des enfants. Cet emploi doit être non seulement toléré, mais encore laissé libre de toute restriction : la création d'un régime spécial pour les enfants entrave considérablement le travail des adultes ; dans la verrerie par exemple, l'interdiction de l'occupation nocturne des petits ouvriers entraîne sa suppression pour les grands ; les fabricants se plaignent que leur production ait, de ce chef, diminué de moitié, des mesures plus rigoureuses les désarmeraient vis-à-vis de la concurrence étrangère. Dans d'autres industries — les industries textiles par exemple — c'est l'obligation des repos qui est incriminée : la cessation du

travail des enfants arrête celui des adultes et les patrons se voient forcés de violer la loi.

D'autres rapports au contraire, tels ceux de Dantzig et de Marienwerder, affirment que le remplacement des enfants par des adultes n'entraînerait pas une augmentation bien considérable du prix de revient et que cette augmentation serait compensée par une plus grande habileté technique des employés. S'élevant enfin au-dessus des intérêts matériels, ces rapports estiment que l'essentiel est de ménager les énergies physiques et intellectuelles de l'enfant afin de constituer une race ouvrière vraiment puissante.

II

LE CODE INDUSTRIEL DE 1878.

Les résultats de l'enquête ne parvinrent qu'en 1877, dès le courant de février et dès avril des propositions diverses furent déposées à la Chambre. Mais malgré cette hâte le projet ne put être discuté à cette session qui allait expirer. Il fut repris dès le début de la suivante, soumis à une commission de vingt et un membres, discuté au Reichstag du 4 au 8 mai et voté définitivement le 18. Il reçut la sanction impériale le 17 juillet.

L'importance de cette loi réside surtout dans les

mesures qu'elle prit en faveur des ouvrières, et dans le commencement de réglementation qu'elle inaugura pour le travail des adultes (1).

Ces dispositions furent d'ailleurs bien timides et l'opinion qui prévalut dans l'ensemble fut de n'apporter à la liberté de l'industrie qu'un minimum de restrictions strictement nécessaire.

Ainsi, relativement au travail des enfants, la loi de 1878 ne modifie pas l'économie générale de la loi de 1853. L'âge d'admission demeure fixé à douze ans et la journée de l'enfant, limitée comme par le passé, reste partagée entre l'école et la fabrique.

Toutefois un léger progrès est réalisé par l'interdiction, pour les enfants au-dessous de neuf ans, non plus seulement du travail *régulier*, mais encore de *tout travail* à l'usine. D'autre part un principe nouveau est formulé, celui d'un pouvoir quasi-discretionnaire laissé au Conseil fédéral quant à l'application de la loi. Ce pouvoir, que les lois ultérieures devaient confirmer et qui à l'heure actuelle subsiste encore, fut l'objet d'attaques violentes. Il n'en constitue pas moins l'un des caractères les plus originaux de la législation allemande.

(1) La loi de 1878 prescrivit en leur faveur le repos hebdomadaire.

III

LES DÉBATS PARLEMENTAIRES DE 1878 A 1891. — LA CONFÉRENCE DE BERLIN.

En somme, l'essor économique de l'Allemagne après 1870 n'apporta pas à la condition des petits ouvriers une amélioration bien sensible, on en a une assez triste preuve dans les enquêtes que firent entre 1870 et 1880 les instituteurs de Hambourg.

Le 14 janvier 1885 (1), les députés Hertling, Schorlemer et Lieber, déposaient au Reichstag le projet d'une réglementation plus étroite du travail des enfants. Mais la Commission qui examina ce projet ne sut pas se mettre d'accord. Le seul point sur lequel les membres purent s'entendre fut ce principe très vague et très général « qu'une industrie ne peut se maintenir quand son apparence florissante dissimule la misère d'enfants qui n'eurent jamais de jeunesse ». Les projets les plus divers — et les plus hardis — se firent jour dans cette Commission : M. Lieber proposait d'élever l'âge d'admission à quatorze ans et le socialiste Grillenberger voulait étendre cette limite, non seulement à l'industrie,

(1) Agahd, *Kinderarbeit*, p. 12.

mais à n'importe quel métier. M. Hertling souhaitait une nouvelle réglementation légale du travail des femmes et des enfants et M. Buhl réclamait une enquête générale sur toutes les occupations de l'enfance à l'usine et hors de l'usine.

Quant au Gouvernement, il ne veut rien entendre, et ce bel élan n'aboutit à rien.

A la session suivante nouvel effort tenté par M. Halben (1). Sa proposition est étouffée dès la commission.

En 1887 une nouvelle commission se réunit, un nouveau projet est adopté par le Reichstag en séance plénière. Et encore, au prix de quelles luttes ! « Un travail modéré et bien choisi repose l'enfant de l'école » dit-on, et l'on agite le spectre de la « misère des veuves » : le Conseil fédéral repoussa le projet.

Cependant l'exploitation des enfants augmentait sans cesse.

En fait l'attente du législateur fut déçue. On avait espéré que le travail des enfants diminuerait de lui-même, que la réglementation légale découragerait les patrons : c'est le contraire qui se produisit ; en 1886 dans tout l'empire allemand — l'Alsace et la Lorraine exceptées — 21,053 enfants travaillaient dans les fabriques. Deux ans après leur nombre s'élève à

(1) Agahd, *Kinderarbeit*, p. 43. Halben demandait que les enfants au-dessous de quatorze ans ne soient admis au travail ni dans les fabriques, ni dans les ateliers.

22,913, soit une progression de 1,860. De 1888 à 1889 dans le duché de Bade seulement l'accroissement est de 37 0/0 (1).

Théoriquement l'exploitation des enfants trouve d'ardents défenseurs. En Saxe le procureur du roi demande, dans l'intérêt de sa patrie, que les enfants soient admis dès dix ans au travail de la broderie mécanique. D'autres prétendent que pour certains travaux ils sont indispensables à cause de leur petite taille (industrie du coton par exemple).

Les puissantes raisons de principe sont de nouveau mises en branle. Un grand industriel (2) a beau démontrer qu'en épargnant le travail des enfants on n'augmentera pas d'un tiers pour cent le prix de revient, la terreur de la concurrence étrangère paralyse toute action législative. On invoque d'autre part l'éternel intérêt des familles sans considérer que l'exploitation des enfants déprécie le salaire du père.

D'ailleurs l'hostilité de Bismark à la réglementation du travail était encore exagérée par ses tendances protectionnistes. Mais l'heure approchait où cette formidable opposition allait disparaître. En 1890, les élections ne se firent pas ainsi qu'il l'aurait désiré. En outre le 4 février, l'empereur Guillaume II avait lancé dans ses fameuses missives la proclama-

(1) Herkner. *Zur Kritik und Reform der deutschen Arbeitsgesetzgebung*. Brauns Archiv. III.

(2) M. Rössike.

tion d'un programme réformiste, et sans doute l'antagonisme entre les idées de la « monarchie sociale » et celles du chancelier fut une des raisons de son départ.

Au lendemain de ce départ se réunissait la Conférence de Berlin dont l'objet était la réglementation internationale du travail. Cette idée d'une entente entre les nations, afin que chacune d'elles puisse améliorer le sort de ses travailleurs sans avoir à redouter la concurrence des autres, avait été en 1887 imaginée par la Suisse. Mais jamais encore elle n'avait pu être mise en pratique — en partie à cause de l'opposition allemande. Brusquement l'Allemagne consentit en 1890 à prendre part à une conférence dont le siège devait être à Berne, et même elle demanda qu'il fût transporté à Berlin.

L'un des objets de cette conférence -- qui s'ouvrit sous les auspices les plus favorables et avec l'approbation du Saint-Siège — était précisément la réglementation du travail des enfants et des femmes. L'Allemagne se distingua par la hardiesse et la netteté de ses vues.

L'influence de la conférence de Berlin ne tarda pas à se manifester sur l'activité législative d'Outre-Rhin. Le 6 mai de la même année le chancelier de Caprivi déposa au Reichstag deux projets dont l'un devint la loi d'arbitrage entre ouvriers et patrons, l'autre le nouveau Code industriel.

D'autre part, les socialistes avaient dressé un projet différent qu'ils déposèrent deux jours après celui du gouvernement, mais qui ne fut pas mis en discussion devant le Parlement, M. Grillenkerger ayant déclaré au nom de son parti que les socialistes ne le feraient intervenir que sous forme d'amendements.

Enfin les délégués de « l'Union centrale des industriels allemands » assemblés le 28 mai 1890 à Francfort, et le 24 novembre à Berlin, rédigèrent et firent remettre à chaque parlementaire leurs observations sur le projet du gouvernement.

Celui-ci, après une première lecture les 17, 19 et 20 mai 1890, fut soumis à une Commission de vingt et un membres dont le rapport, dû à M. Hitze, fut remis le 17 janvier 1891. La seconde délibération — interrompue par la discussion du budget — fut terminée au début de mai. Le nouveau Code industriel allemand, définitivement voté le 8 mai, fut promulgué le 1^{er} juin et entra en vigueur le 1^{er} avril 1892.

CHAPITRE III

RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL DES ENFANTS DANS LES FABRIQUES D'APRÈS LE CODE DE 1891

La réglementation du travail des enfants dans les fabriques a, en 1891, une histoire déjà longue. Son évolution forme une expérience d'un demi-siècle. Au cours de cette expérience, enquêtes et congrès ont dégagé certains principes qui n'ont pas tous passé dans la législation. Le code de 1891 leur fait meilleur accueil et réalise un progrès notoire sur le code de 1878 dont il complète et précise les dispositions. Les mesures qu'il prescrit forment un ensemble de réglementation toujours en vigueur en Allemagne et dont les lois ultérieures n'ont pas modifié en elles-mêmes les règles principales. Cet ensemble comprend d'abord un principe général qui est l'obligation pour tous les chefs d'entreprise occupant des ouvriers âgés de moins de dix-huit ans de prendre toutes les dispositions relatives à la santé et à la moralité qu'exige l'âge de ces travailleurs. Les autorités de

police peuvent prescrire toutes les mesures nécessaires pour assurer l'exécution de cette règle.

Ce principe général (1) dont l'élasticité n'a d'égale que l'incertitude — est complété par une série de prescriptions plus précises.

I

L'ÂGE D'ADMISSION (2).

La question de l'âge d'admission est intimement liée à celle de l'obligation scolaire. D'une part l'école constitue la meilleure protection contre l'usine, d'autre part le travail scolaire ne peut être vraiment fécond s'il doit coïncider avec le travail industriel. « Pour accomplir son office, l'école primaire doit partager la souveraineté avec la famille et non avec l'atelier ». Cette vérité fut longtemps méconnue. Les lois de 1853 et de 1878 divisaient la journée de l'enfant de douze à quatorze ans, entre l'étude et l'usine. Les proportions de ce partage étaient fixées à six heures de travail industriel et trois heures de travail scolaire, L'enfant achevait donc son instruction tout en travaillant à la fabrique.

(1) A. 420 c. et 420 d.

(2) A. 435.

Dès 1874, ces dispositions avaient été critiquées : le rapport d'Aldembourg signale que les petits ouvriers soumis à ce régime ont pour leur instruction aussi peu de temps que d'inclination. On se demande en effet quel résultat pouvaient avoir trois heures de classe sur l'intelligence d'enfants de douze ans, fatigués par six heures d'usine.

Ce système défectueux fut cependant encore soutenu devant la Conférence de Berlin par le Danemark qui le pratiquait et s'en déclara satisfait. La délégation allemande, au contraire, protesta la première contre la législation de son pays et présenta une proposition tendant à exiger pour l'admission à la fabrique l'achèvement de l'obligation scolaire. Malgré le Danemark, malgré l'Angleterre qui trouvait cette réforme plus propre à figurer dans une loi scolaire (*Éducation Act*) que dans une loi industrielle (*factory act*), la proposition allemande fut acceptée par la conférence et figura à titre de vœu dans son protocole final.

Le législateur de 1891 s'y conforma. A la limite absolue de douze ans imposée par la loi de 1878, il substitue une limite à la fois plus lointaine et plus contingente. Il prescrit l'âge minimum de treize ans ; mais cette limite est reculée pour les enfants qui, à cet âge, ne sont pas libérés de l'obligation scolaire (1).

(1) L'idée de subordonner l'admission au travail à l'achèvement

Or la durée de cette obligation n'est pas la même dans toute l'Allemagne. Elle cesse à treize ans dans les pays du Sud (Bavière, Wurtemberg), à treize ans et demi dans les provinces rhénanes, à quatorze ans dans les pays du Nord. Aussi ne peut-on pas dire qu'il y a en Allemagne un âge d'admission : il y en a plusieurs, ou plutôt il y a une condition d'admission qui ne se produit pas au même âge dans toute l'étendue de l'empire. Une telle diversité n'est pas sans inconvénients, mais il n'appartient pas au pouvoir central d'y remédier ; car aux termes de la Constitution, la loi scolaire est de la compétence exclusive des États particuliers.

Quant à réaliser l'unité sur l'âge de quatorze ans — qui correspond à la plus grande durée de l'obligation scolaire (2) — cette solution exposerait les enfants qui en sont libérés dès treize ans, à une année de pernicieuse oisiveté, ou plutôt les condamnerait au travail à domicile plus dangereux encore. Cette considération fit échouer en 1885 le projet Hertling et en 1890 l'amendement socialiste qui tendaient à interdire tout travail au-dessous de quatorze ans (1).

de l'obligation scolaire s'était déjà manifestée en 1824, dans le rapport de Magdebourg.

(1) *Rapport de la commission*, p. 85. — *Reichstags Verhandlungen*, p. 2337.

(2) Sauf dans quelques petits États où elle se prolonge jusqu'à quinze ans.

II

L'ÂGE D'ADMISSION AU TRAVAIL COMPLET (1).

Si la législation de 1891 a reculé dans l'intérêt de l'école l'âge d'admission à la fabrique, elle ne modifia pas l'âge d'admission au travail complet que la loi fixait à seize ans. Il fut bien question pendant les débats d'élever cette limite. Le baron de Münch et les socialistes soutinrent des amendements en ce sens. L'un proposa dix-sept ans, les autres dix-huit. Ce dernier chiffre est celui de la loi anglaise, dont l'exemple fut invoqué. Mais la Conférence de Berlin s'était montrée moins exigeante et conformément à son vœu, la Commission ainsi que la majorité du Reichstag, décida de maintenir le statu quo. Elle craignit en effet que l'élévation demandée ne forçât les patrons soit à refuser d'embaucher de jeunes ouvriers, soit à limiter en même temps la journée de travail des adultes.

(1) A. 135.

III

LA JOURNÉE DE TRAVAIL (1).

Dès l'origine de la législation prussienne, la journée de travail avait été limitée pour les enfants à un certain nombre d'heures. La loi de 1878 les distinguait en deux catégories, ceux de douze à quatorze ans ne pouvaient être soumis qu'à six heures de travail industriel, pour ceux de quatorze à seize cette durée était portée à dix heures.

Ce dernier chiffre ayant été admis par la Conférence de Berlin fut reproduit sans difficulté par la loi de 1891 en ce qui concerne les enfants de quatorze à seize ans ; mais cette loi ayant élevé à treize ans l'âge d'admission et par suite diminué le contingent de la première catégorie, était-il préférable de la maintenir avec son régime de six heures ou, au contraire, d'assimiler aux petits ouvriers de quatorze à seize ans les enfants de treize à quatorze ?

Cette dernière solution aurait peut-être facilité leur placement. On pouvait craindre en effet que pour ce contingent forcément réduit, les patrons ne voulussent pas organiser un régime spécial et ne

(1) A. 133.

refusassent d'occuper les enfants qui ne travailleraient pas dix heures. Le projet du gouvernement tenait compte de cette éventualité. Aussi bien qu'il maintint en principe la distinction contenue dans la loi de 1871, il prévoyait l'exception suivante :

« Par décision du Conseil fédéral peut être autorisée dans certaines branches de fabrication l'occupation d'enfants au-dessous de treize ans, dans les mêmes conditions que les jeunes gens entre quatorze et seize ans, sauf pour le patron à fournir un certificat délivré par le médecin et attestant que l'occupation considérée ne peut nuire ni au développement physique ni à la santé de l'enfant. »

Cependant, comme cette exception eût constitué, en faveur des pays où l'obligation scolaire est la plus courte un privilège injustifiable, le parti conservateur du Reichstag n'admit pas une pareille tolérance et le travail des enfants de treize à quatorze ans resta, sans exception, limité à six heures.

IV

LE TRAVAIL DE NUIT ET LES REPOS (1).

La loi de 1891 maintint, mais plus précises et plus complètes, les dispositions des lois antérieures qui

(1) A. 436.

avaient pour objet d'éviter à l'enfant le surmenage physique et de lui assurer les loisirs nécessaires pour l'accomplissement de ses devoirs religieux :

1° Les enfants au-dessous de quatorze ans ne peuvent être employés après 8 heures du soir et avant 6 heures du matin. Cette durée légale de la nuit — fixée à dix heures — paraît un peu courte, et, inversement celle du jour, fixée à quatorze heures, paraît un peu longue. Il est à craindre que la possibilité de répartir sur ces quatorze heures le travail des enfants ne facilite les fraudes et la violation des règles relatives à la journée de travail. Pour cette raison, et aussi dans l'intérêt des adultes, les socialistes demandaient que le travail des enfants fût interdit entre 7 heures du soir et 6 heures du matin. Mais on invoqua l'intérêt qu'il y a, pour certaines industries, à ce que le travail puisse commencer de bon matin et finir dans la soirée afin d'être interrompu pendant la grosse chaleur. Cette considération fit échouer l'amendement socialiste. Mais pour corriger ce qu'avait d'insuffisant la durée assignée à la nuit, la loi de 1891 prescrivit l'obligation entre deux journées de travail d'un repos minimum de dix heures.

2° Des repos réguliers — qui ne sont pas comptés sur la durée du travail — doivent être accordés aux petits ouvriers. Les enfants de treize à quatorze ans qui travaillent six heures ont droit à une demi-heure par jour, ceux de quatorze à seize ans qui travaillent

dix heures ont droit à une heure et demie qui est répartie en trois pauses : une à midi d'une heure, une d'une demi-heure dans chaque moitié de la journée.

L'organisation de ces pauses ne laisse pas que d'entraîner certaines difficultés.

A l'origine elles ne sont pas observées. Les enquêtes de 1878 révèlent que les enfants continuent à travailler pendant leur durée, soit que le patron ou leurs parents les y forcent, soit qu'ils préfèrent eux-mêmes continuer leur occupation plutôt que de s'ennuyer, ou d'aller dehors au froid et sous la pluie.

Le projet de 1878 contenait l'obligation de passer en plein air le temps des pauses. La Commission comprit qu'avec un climat tel que celui de l'Allemagne cette mesure serait impraticable. Elle se contenta de faire voter que les jeunes ouvriers ne pourraient pendant les repos « séjourner dans les ateliers que si les travaux auxquels ils sont employés sont complètement arrêtés ». La loi de 1892 y ajouta « ou si le séjour en plein air est impossible, ou si d'autres emplacements appropriés ne peuvent être, sans des difficultés extraordinaires, affectés à leur séjour ».

Cette rédaction trahit l'embarras du législateur dès qu'il s'agit de déterminer comment et dans quel lieu doivent avoir lieu ces repos. Leur opportunité a été d'ailleurs contestée. M. l'abbé Cetty — le grand organisateur des œuvres ouvrières de Mulhouse —

fit remarquer à M. Hitzé, rapporteur de la loi, qu'ils pouvaient être l'occasion de promiscuités dangereuses. Cette observation ne manque pas d'exactitude ; mais ces promiscuités ont mille autres occasions de se reproduire et somme toute, l'institution des pauses présente plus d'avantages que d'inconvénients.

3° Les enfants doivent être libres de tout travail les dimanches et jours de fête ainsi que pendant les heures fixées pour le catéchisme, la confirmation, la confession et la communion.

V

LES DÉROGATIONS. — LES POUVOIRS DU CONSEIL FÉDÉRAL (1).

Afin de s'adapter mieux à la réalité des faits ces principes peuvent être modifiés dans une certaine mesure par le Conseil fédéral.

Ces dérogations sont de deux sortes : les unes aggravent la protection dans l'intérêt des enfants, les autres en atténuent la rigueur dans l'intérêt de l'industrie.

D'une part, le Conseil fédéral peut interdire totalement ou subordonner à des conditions particulières

(1) A. 439 a.

l'emploi des enfants à certains genres de fabrication spécialement dangereux pour la santé ou la moralité (1).

D'autre part il peut dispenser certaines industries des règles incompatibles avec leur fonctionnement normal.

1° Dans les usines à feu continu, dans les fabriques où l'exploitation ne permet point une division en postes réguliers d'égale durée, dans celles où elle est limitée par sa nature même à de certaines saisons, il serait très préjudiciable que le maximum de travail soit fixé par jour ; aussi le Conseil fédéral est-il autorisé à le déterminer par semaine, à condition de ne pas dépasser trente-six heures pour les enfants au dessous de quatorze ans et soixante pour les jeunes ouvriers de quatorze à seize.

2° Dans le même cas, le travail de nuit peut être

(1) « Quelques industries présentent des dangers particuliers pour le développement physique et la moralité de la jeunesse. Les observations faites par exemple dans les fabriques de cigares, d'allumettes, de préparation du lin, d'aiguilles ont démontré la nécessité d'une protection spéciale. Des expériences semblables ont obligé les législations anglaises et françaises à prendre des mesures analogues. Le projet suit leur exemple en réservant à l'administration, dans une mesure plus modeste, la vérité a le pouvoir de subordonner pour quelques industries l'occupation de jeunes ouvriers à l'exécution de certaines conditions ». Exposé des motifs de la loi de 1878 cité par Gensel das Gesetz betreffend die Abänderung der Gewerbeordnung. (*Jahrbuch für Gesetzgebung, Verwaltung und Volkswirtschaft*, 1878, N. F. II, p. 659).

autorisé, mais à condition de ne pas dépasser dix heures en vingt-quatre heures et d'être interrompu dans chaque équipe par un ou plusieurs repos formant en tout une heure au moins.

En outre, le postes de jour et de nuit doivent alterner chaque semaine.

Les enfants ont ainsi leur repos assuré, et ce « régime » a l'avantage de les habituer tout jeunes aux veillées qu'ils auront à fournir plus tard.

3° Les repos peuvent être également réduits ou supprimés. Cette disposition concerne non seulement l'intérêt des patrons, mais encore celui des ouvriers. Tel établissement est autorisé à employer ses jeunes ouvriers de 7 heures du matin à 5 heures du soir avec seulement deux repos d'une demi-heure à 8 heures et demie et à midi et demi, parce que la plupart habitent hors de la localité et qu'une abréviation des pauses permet de les laisser sortir plus tôt (1).

4° Pour tenir compte enfin des irrégularités de la production et de la surabondance du travail à certains moments de l'année, le Conseil fédéral peut autoriser temporairement une prolongation de la journée de travail jusqu'à treize heures, sauf le samedi. De plus, si cet état de choses doit se maintenir pendant quarante jours, le travail du reste de l'année doit

(1) Cf. Rapport de l'inspection du travail en 1902 dans la *Prusse occidentale*.

être réglé de telle sorte que la moyenne quotidienne des heures de travail ne dépasse pas la durée normale fixée par la loi.

Tels sont les pouvoirs du Conseil fédéral d'après la loi de 1891 qui les a augmentés. Celle de 1878, en effet, exigeait l'homologation du Reichstag, le Code de 1891 n'exige plus que la communication à cette assemblée.

Reste le cas d'une catastrophe. L'action du Conseil fédéral risquerait d'être alors trop lente, c'est l'autorité administrative qui a compétence, ou bien le chancelier, si la perturbation de l'ordre normal doit dépasser une certaine durée.

VI

FORMALITÉS IMPOSÉES AUX PATRONS (1).

Le système de contrôle organisé par la loi de 1853 au moyen de formalités imposées aux patrons a été perfectionné par les lois ultérieures. Depuis le Code de 1891 il comprend, outre l'obligation du livret ouvrier (2) qui est maintenue, des dispositions plus complètes :

(1) A. 138.

(2) Le livret ouvrier n'a pas seulement pour objet d'assurer le contrôle de la loi, mais encore de soumettre l'enfant à une plus étroite dépendance vis-à-vis de ses parents. La nécessité de cette

1° Le patron doit afficher dans tous les lieux où travaillent des enfants non seulement la liste de ces enfants, mais les dispositions légales qui les concernent.

2° Avant d'occuper des enfants, les patrons doivent en faire la déclaration à la police locale. Cette déclaration doit contenir toutes les indications nécessaires pour définir clairement le travail des enfants : nature, jour et heures de ce travail, repos qui l'interrompt. Une fois cette déclaration faite, le patron ne peut plus rien modifier à la situation qu'elle prescrit, sans en donner avis à l'autorité.

dépendance s'était manifestée dans les années qui précédèrent la révision du Code industriel; on avait pu s'alarmer à juste titre de l'autonomie économique et sociale que le métier conférait à l'enfant. Les socialistes qui avaient toute raison d'encourager cette tendance d'émancipation protestèrent contre le maintien du livret dans la nouvelle loi. Mais le reste du Reichstag crut devoir prendre la défense de l'autorité familiale et aggrava encore les dispositions précédentes.

D'après le Code de 1891 le livret n'est accordé que sur la demande, ou avec l'autorisation du père ou du tuteur. Il est vrai que si le père refuse son consentement sans motif suffisant et au détriment de l'enfant, l'autorité communale peut y suppléer.

Le livret est confié au patron qui le garde, doit le présenter à toute réquisition, et le restituer en cas de rupture du contrat de travail. Cette remise du livret doit être faite au père de l'enfant à moins de seize ans, et même au-dessus de cet âge le père peut toujours demander qu'elle soit faite entre ses mains. D'ailleurs pour garantir l'enfant contre la remise de son livret à un père indigne l'autorité communale peut décider qu'elle sera faite à la mère, à un autre parent ou à l'intéressé lui-même (A. 107 à 114).

A la question du livret est intimement liée celle du paiement

VII

L'EXÉCUTION DE LA LOI.

Ces formalités, la surveillance exercée par l'inspection du travail, et aussi les progrès de la conscience publique, assurèrent au code de 1891 une application sérieuse.

des salaires. Le projet de 1891 contenait l'obligation pour le patron de payer le salaire des enfants entre les mains du père ou du tuteur. Cette disposition fut assez discutée. L'Assemblée de Francfort fit observer que ce paiement ne serait pas toujours facile à effectuer ; elle citait l'exemple des usines Krupp, à Essen, où un cinquième seulement des enfants employés ont leurs parents domiciliés dans la localité ; ils alléguaient aussi le mécontentement qu'une semblable disposition susciterait chez les jeunes ouvriers et rappelaient les grèves récentes. Les socialistes protestaient aussi. Néanmoins la mesure proposée présentait des avantages sérieux et de nature diverse, elle séduisit les parlementaires pour des raisons différentes : Hitze y voyait un moyen de resserrer les liens de la famille, Gutfleisch un moyen d'atténuer les inégalités que créait entre les jeunes ouvriers la différence des multiples lois sur la capacité en vigueur dans l'empire allemand. Il pouvait se faire par suite de cette multiplicité de lois que deux enfants du même âge, travaillant à la même fabrique, fussent soumis à des législations différentes pour le paiement d'un même salaire. Pour ces raisons il fut résolu qu'on laisserait aux communes ou aux associations communales le droit de décider si le salaire serait ou non versé directement aux enfants sur consentement écrit des parents ou au vu de l'accusé de réception fourni par eux de la dernière paye. (A. 119 a. al. 2, n° 2).

Sans doute elle ne fut pas sans rencontrer d'abord quelques résistances. En 1894, à Münster, dans un grand chantier, des enfants de treize ans travaillent dix heures par jour « et le petit nombre des contraventions qu'on a pu dresser relativement aux pauses et à la durée du travail ne prouve pas que des violations de ce genre soient des exceptions » (1).

Les sanctions sont d'ailleurs mollement appliquées.

Dans une fabrique de pierres ponceuses, à Coblenz, un ouvrier employait deux écoliers après la classe à tailler des pierres ponceuses (2), il leur donnait 2 m. 20 pour 1,000 pierres et recevait, lui, 5 marks pour veiller à des travaux secondaires. Le propriétaire de la fabrique et l'ouvrier furent condamnés, l'un à 50 marks, l'autre à 30. Dans une scierie de bois des enfants de treize ans étaient occupés — malgré un règlement d'atelier rédigé légalement — de dix à onze heures par jour. Le propriétaire de l'usine et le chef d'atelier furent condamnés l'un à 6 marks, l'autre à 3. Un fabricant de cigares pour avoir employé plus de six heures des petites filles de six ans n'a eu qu'une amende d'un mark.

Malgré la modicité de ces amendes, les patrons s'ingénient à y échapper. Dès les enquêtes de 1874,

(1) Agahd, *Kinderarbeit*, p. 21.

(2) *Ibid.*

ils protestent contre les sanctions dont ils sont l'objet. Ils allèguent, si un enfant est exploité dans leur fabrique, la faute des parents qui souvent les trompent eux-mêmes sur l'âge de l'enfant. Cette assertion est parfois vérifiée par les faits, mais outre qu'il est facile aux patrons de prendre des informations plus sérieuses sur l'enfant qu'on leur présente, leur responsabilité est l'unique moyen de rendre la protection efficace. Aussi est-elle maintenue par le Code de 1891.

Mais les patrons ont trouvé divers moyens de tourner la loi : — ou bien ils traitent à forfait avec les parents ; si le travail est exécuté par les enfants, c'est l'affaire des parents et même il n'y a plus infraction puisque le droit des parents n'est pas limité ; — ou bien le contrat de travail est rédigé de telle sorte que les parents s'engagent à payer eux-mêmes les amendes encourues (1).

Enfin l'inspection du travail ne trouve pas toujours auprès de l'administration les secours qu'elle aurait pu en attendre.

Parfois même les bourgmestres donnent l'exemple de la désobéissance aux prescriptions légales en délivrant aux tout jeunes enfants non pas

(1) Hélène Simon, Rapport sur le travail des femmes et des enfants dans la collection. *Schriften der Gesellschaft für soziale Reform.*

des livrets ouvriers qu'ils ne sont pas en âge d'obtenir, mais des cartes de travail (1).

Néanmoins, malgré ces inévitables infractions, la loi de 1891 eut des résultats presque immédiats, et plus complets peut-être encore que n'avait espéré le législateur (2).

Dans un premier mouvement de mauvaise humeur, — dont témoigne amplement une enquête privée, entreprise au lendemain de la loi, — certains patrons

(1) Agahd, *Kinderarbeit*, p. 23. Ces cartes de travail qui étaient délivrées sous le régime de la loi de 1878 aux petits ouvriers en core soumis à l'obligation scolaire avaient été abandonnées par la loi de 1891.

(2) Nous reproduisons ci-dessous la statistique des enfants occupés dans les fabriques entre 1886 et 1897.

ANNÉES	GARÇONS	FILLES	TOTAL
1886	»	»	21.053
1888	»	»	22.913
1890	17.254	10.231	27.485
1892 [mesures]	7.315	3.897	11.212
1893 [transitoires]	3.520	2.181	5.911
1894	2.682	1.577	4.259
1895	»	»	4.327
1896	3.343	1.969	5.312
1897	3.570	2.281	6.151

La progression notable qui se manifeste entre 1895 et 1897 et qui se maintient encore actuellement est due à la prospérité de l'industrie allemande et au manque d'ouvriers adultes (*Soziale Praxis*, 1897-98, n° 4).

se sont débarrassés de leur personnel d'enfants pour éviter les difficultés d'organisation qu'entraînait la réglementation de leur travail. Ils semblent peu à peu être revenus de cette première impression, et actuellement on ne saurait dire que la loi de 1891 entraîne le chômage des petits ouvriers.

CHAPITRE IV

DES ÉTABLISSEMENTS SOUMIS AU RÉGIME DES FABRIQUES EN 1891

Les restrictions qu'apportaient à l'exploitation des enfants la fixation d'un âge d'admission et la réglementation des heures de travail étaient loin en 1891 de constituer une protection intégrale du petit travailleur (1). Le commerce, la pharmacie, l'occupation dans les spectacles sont formellement exempts d'une réglementation qui, née de la grande industrie et du machinisme, reste confinée à son objet primitif. Quand la loi de 1853 s'incorpora au Code industriel de 1869, ses règles, au lieu d'être étendues à tous les établissements soumis au Code, restèrent des mesures d'exception (2). Elles

(1) A. 154.

(2) En dehors de ces dispositions exceptionnelles, le Code industriel contient certaines règles générales concernant le travail des mineurs, qu'on ne peut considérer comme des mesures de protection proprement dites. Ces règles sont relatives à l'instruction professionnelle et à la bonne conduite des petits ouvriers :

1^o Tout directeur d'entreprise (A. 120) occupant des mineurs de

formèrent un titre de « dispositions particulières spéciales » à une certaine classe d'entreprises dont le type original est la fabrique.

dix-huit ans, doit leur laisser le temps nécessaire pour suivre les cours d'une « école de perfectionnement ». Ces écoles correspondent à peu près à nos écoles professionnelles. Les communes et associations communales ont le droit de les instituer et d'obliger les jeunes ouvriers à les fréquenter jusqu'à dix-huit ans. Le Code industriel de 1878 contenait ce principe, et celui de 1891 le précisa. La seule restriction que subisse le droit des communes est l'interdiction de faire coïncider les heures de ces cours avec celles du service divin principal, ou avec celles fixées par l'autorité ecclésiastique pour le catéchisme et la réception des sacrements.

2^o La sujétion où l'obligation du livret ouvrier maintient l'enfant vis-à-vis de sa famille, est accrue dans son intérêt, par une sorte de pouvoir moral dévolu au patron. Pour s'assurer autant que possible qu'il sera digne de ce rôle, le Code industriel défend à tout individu ayant perdu ses droits civils d'employer des mineurs de dix-huit ans (A. 106). Quant à la façon dont s'exerce cette autorité du patron, le projet du gouvernement en 1891 permettait aux chefs d'entreprises d'inscrire, avec l'assentiment d'une Commission ouvrière permanente, dans leur règlement intérieur, que les petits employés devront se conduire conformément aux règles de la morale.

Cette disposition fut violemment attaquée par les socialistes. M. Bebel trouvait excessif qu'on investît d'un contrôle sur des enfants étrangers un homme qui peut-être n'avait pas su élever les siens propres. La garantie des Commissions permanentes lui semblait illusoire. Enfin cette sorte de tutelle qui, d'après le projet, durerait jusqu'à vingt et un ans, lui paraissait incompatible avec le droit de grève accordé à partir de dix-huit ans. Pour cette raison, les libéraux cédèrent sur la question de l'âge et la tutelle patronale ne fut prolongée que jusqu'à dix-huit ans. (Cette disposition a trouvé son application dans l'ordre de travail publié par l'Association de la rive gauche du Rhin).

I

LES FABRIQUES.

Jamais le terme de « fabrique » ne fut défini (1).

Il y eut là, du reste, à l'origine, une intention très nette du législateur, qui a préféré maintenir dans la loi de 1853 l'élasticité d'un mot indéterminé.

Les lois suivantes, même celle de 1891, ne furent pas plus explicites, si bien que, jusqu'à une date très récente, la notion de fabrique résultait uniquement de la pratique administrative et judiciaire. « Les fabriques, écrit M. de Landmann, appartiennent à cette catégorie d'exploitations industrielles consacrées à la manipulation, transformation et perfectionnement des matières brutes, des demi-fabricats ou des produits achevés. Communément, une fabrique présente les caractères suivants :

1° Division du travail entre l'activité principalement commerciale de l'entrepreneur et l'activité technique des aides ;

(1) Cf. Ansiaux : *Le travail de nuit des ouvrières* (Ministère du Travail belge). Bruxelles, 1898, p. 188. — Victor Brants, *Le travail des enfants en Allemagne dans la loi et dans le fait* (*Réforme sociale*, 1898, t. VII, p. 362).

2° Division du travail entre les aides ;

3° Grand nombre d'ouvriers ;

4° Développement relativement grand des locaux de travail et des autres installations d'exploitation, — emploi développé des machines ;

5° Intensité de la production.

Il n'est d'ailleurs pas nécessaire que tous ces caractères se trouvent réunis dans une exploitation donnée pour que celle-ci soit considérée comme une fabrique. D'autre part, le fait de produire à l'avance ne prouve rien, car il est des fabriques qui ne travaillent que sur commande.

Tels sont les principes qui semblent se dégager de la jurisprudence : certains les jugent suffisants, d'autres les considèrent comme constituant une interprétation trop étroite de la notion de fabrique. Quoi qu'il en soit, l'incertitude de cette notion prête à des abus. Un bourgmestre de petite ville (1) avait fait déclarer par la municipalité, que sa propre fabrique de miroirs métalliques — occupant 339 personnes, dont 14 ouvriers au-dessous de seize ans — n'était pas une fabrique, mais une exploitation d'artisans (*handwerksmässiger Betrieb*), sous prétexte qu'il n'y employait pas de force motrice naturelle. Il en résultait que le Code industriel ne s'appliquait pas

(1) Rapport de M. Segitz, secrétaire d'un syndicat ouvrier de Nuremberg, cité par Ansiaux (*Op. cit.*).

et que tous les abus étaient possibles s'il plaisait à « l'artisan en chef » de les imposer.

II

LES ENTREPRISES ASSIMILÉES AUX FABRIQUES (1).

Aux fabriques furent assimilées, en 1878, les mines, salines, fonderies, carrières exploitées souterrainement, les forges, chantiers de construction et carrénage, en 1891,— les tuileries, les carrières de pierres et de sable à ciel ouvert dont l'exploitation est permanente.

III

LES ATELIERS.

La loi de 1878 étendit le régime des fabriques aux ateliers où il est fait un usage constant de la vapeur. La loi de 1891 y ajouta ceux où le moteur est actionné par des forces élémentaires (eau, gaz, électricité).

Mais pour ne pas entraver par une décision trop brusque les progrès du petit moteur dans l'industrie de famille, l'application de cette mesure fut différée.

(1) Cf. Rapport du Dr Hitze au Congrès de Paris en 1900.

Le Conseil fédéral fut chargé d'en déterminer la date. Il la décida par une proclamation du 9 juillet 1900. Encore la réglementation qu'il applique à ces ateliers n'est-elle pas absolument celle de la fabrique. Elle distingue entre les ateliers occupant plus ou moins de dix ouvriers. Dans les premiers les dispositions du Code industriel s'appliquent entièrement à part qu'il n'y a plus de différence pour la journée de travail entre les enfants de treize et ceux de quatorze ans. Dans les seconds, quelques adoucissements sont apportés à l'organisation des pauses, celles d'avant et d'après midi peuvent être supprimées pourvu qu'à midi une heure et demie soit accordée.

Quant aux ateliers où il n'est fait usage d'aucun moteur, le régime des fabriques ne leur est appliqué en tout ou en partie que par une ordonnance impériale rendue avec le consentement du Conseil fédéral.

Beaucoup d'ordonnances furent rendues en vertu de cette délégation. Les plus fréquemment citées sont celles du 4 mars 1896 et du 31 mai 1897 (1).

La première concerne les ouvriers de la boulangerie. Leur situation était des plus pénibles : on vit un jeune ouvrier travailler de 10 heures du soir au lendemain matin ; puis il portait du pain, dormait de 2 h. de l'après-midi à 5 h. 1/2, reportait du pain et travaillait jusqu'à 8 h. du soir. Il ne se reposait que de 8

(1) *Reichsgesetzblatt*, 1897, p. 459.

à 10 heures. Une enquête de la Commission de statistique ayant révélé la fréquence de ces abus, l'ordonnance du 4 mars 1896 limita la journée de travail des jeunes ouvriers à dix heures la première année, onze heures la seconde, et exigea entre deux journées consécutives de travail un repos minimum de 8 heures.

L'ordonnance du 31 mai 1897 (1) rendue à la suite d'une interpellation au Reichstag et d'une enquête de la Commission de statistique ouvrière étend la réglementation de l'emploi des femmes et des enfants aux ateliers de confection et de lingerie (2).

Seul l'atelier de famille échappe à la compétence de la loi et à l'action des ordonnances. Les ateliers où le père n'emploie que les membres de sa famille sont libres de toute réglementation et leur immunité est complète.

Les socialistes comprirent de suite la gravité de cette exception. Dès la première lecture MM. Auer et Grillenberger protestèrent contre elle et à la seconde lecture M. Molkenbuhr exprima cette crainte que le travail des enfants, — chassés de la fabrique par l'élévation de l'âge d'admission ou par la réglementation légale, — ne se réfugiât dans ces ateliers où son exploitation était libre de toute entrave. Cette

(1) *Reichsgesetzblatt*, 1897, p. 439.

(2) A. 154, alinéa 4.

exception était, d'après lui, la ruine de cette loi. Mais le rapporteur, M. Hitze, invoqua en sa faveur des raisons de droit et des raisons de fait : « d'une part le législateur ne doit pas s'immiscer dans les rapports entre enfants et parents, d'autre part la surveillance présenterait de trop sérieuses difficultés. Convaincue par ces raisons la Commission adopta les conclusions de M. Hitze et ne crut pas devoir franchir le seuil de la famille, cette limite respectée alors par toutes les législations.

CHAPITRE V

ÉMIGRATION HORS DES FABRIQUES DU TRAVAIL DES ENFANTS

Pour être vraiment féconde, la réglementation du travail des enfants aurait dû être uniforme. En pareille matière toute exception paralyse l'effet de la règle. L'inégalité que contenait le code industriel entre les fabriques et les autres établissements détruisait l'effet d'une législation pourtant très suffisante en soi. Comme les socialistes l'avaient prévu, le mal n'est pas enrayé, mais transporté dans d'autres domaines. Le travail des enfants a émigré de ces fabriques où il était interdit avant treize ans et limité jusqu'à quatorze. Traqué par la loi il s'est réfugié soit dans ces industries, ateliers et professions où le régime commun du code industriel ne risquait qu'une action timide, soit dans celles dont il s'interdisait volontairement l'entrée par respect pour la vie de famille et la liberté individuelle.

Les conditions techniques de l'exploitation permirent à certaines entreprises de se métamorphoser

au point de perdre complètement leur caractère de fabrique et d'échapper par suite à une réglementation gênante. « J'ai remarqué de nouveau cette année, écrit en 1892 l'inspecteur de Reuss, que dans les petites fabriques le nombre des enfants avait diminué dans une proportion étonnante, mais je me suis rendu compte que ces petites fabriques qu'on avait ainsi cru ruinées avaient en réalité augmenté leur importance par une organisation habile du travail à domicile (1). » Certaines entreprises firent preuve d'une souplesse étonnante pour tourner la loi.

Des patrons louèrent à leurs ouvriers les chambres de leurs établissements qui devinrent ainsi des ateliers de famille, vrais phalanstères du *Sweating system* (2). Ailleurs un fabricant de soies congédie son personnel, installe dans les logements de ses anciens ouvriers de petites machines et de petits électro-moteurs de 1/6 H P avec l'éclairage électrique. Tous ces appareils sont entretenus par la fabrique, ils peuvent fonctionner de 6 heures du matin à 10 heures du soir.

(1) Cf. Rapport de Mersebourg en 1895 : « Malheureusement nous ne pouvons nous dissimuler qu'une grande partie des enfants enlevés à la fabrique passent dans l'industrie à domicile. » Et de Minden même année : « Le nombre des jeunes ouvriers occupés dans les fabriques de cigares est tombé de 2,391 en 1891 à 1,169 en 1895. Cette diminution est largement compensée par l'extension de l'industrie à domicile pour laquelle malheureusement je ne puis donner de chiffres précis. »

(2) Rapports divers de l'inspection du travail, 1895.

Mais qu'importe que la journée légale soit dépassée ? la loi ne pénètre pas dans ces ateliers de famille » (1).

Même si la fabrique n'eût pas pu se déguiser avec cette promptitude et cette perfection, l'exploitation des enfants eût trouvé mille autres occasions de se réaliser dans les multiples à côté de l'activité professionnelle où il serait bien difficile de distinguer une classification rigoureuse, mais qu'on peut néanmoins répartir en deux grandes catégories : l'industrie en chambre et les petits métiers de la rue ou des lieux publics.

Il est certaines formes d'industries particulièrement arriérées, aussi nocives pour l'organisme qu'abrutissantes pour la pensée. En 1892, il est établi par le rapport berlinois (2) de l'inspection du travail que des enfants âgés de moins de cinq ans sont occupés à coller des sacs.

« Ils travaillent dans l'après-midi de 2 à 7 heures, souvent cette durée est prolongée d'une ou deux heures. Pendant les vacances, ils sont employés du matin au soir. Leur salaire hebdomadaire oscille entre 80 pfennigs et 3 marks. »

Le rapport ne peut déterminer combien d'autres enfants sont occupés à domicile et se contente de

(1) Rapport des inspecteurs de Wurtemberg, 1898, cité par le *Vorwaertz*, n° du 22 avril 1899.

(2) Cité par Agahd, *Kinderarbeit*, p. 20.

déplorer que l'état de la législation ne permette pas de s'opposer à une aussi longue durée de travail.

Il est d'autre part des professions mal définies qui « circulent entre les cellules de la vie économique », des métiers qui n'en sont pas, qui ne sembleraient pas devoir solliciter ni retenir l'effort d'un adulte, mais qui épuisent les forces d'un enfant.

Dans beaucoup de ces brasseries allemandes, véritables cercles de joueurs de quilles, un enfant passe une partie de sa nuit à relever, après chaque partie, les quilles abattues et à proclamer le résultat. « Toutes les neuf ! Le Tambour ! Le Grenadier ! » (1). Les joueurs sont bien loin de considérer ce petit service comme un travail, et le père explique dans son jargon bas-allemand : « Un grand bonheur pour le petit ! Il a de la « veine », le gaillard, d'avoir si vite gagné une belle pièce. » A l'heure où cet enfant a fini son travail, un autre enfant commence le sien. Au petit jour, — qu'il fasse beau ou mauvais temps, — une lanterne à la ceinture, un panier de pain sous le bras, il sort de la ville et après vingt minutes de chemin s'arrête à une villa, il sonne deux, trois fois, attend longtemps, enfin la porte s'ouvre et la domestique prend livraison et le petit s'éloigne pour continuer ainsi jusqu'à l'heure de l'école.

Et le petit camelot, le petit vendeur de journaux

(1) Agahd, *Kinderarbeit*, p. 50.

et toutes ces professions qui n'en sont pas, et n'en deviennent que plus dangereuses !

« Dans une grande ville de Poméranie, la police rencontrait souvent des enfants encore soumis à l'obligation scolaire qui étaient occupés pendant la nuit à plier des journaux dans le bureau d'expédition d'un quotidien. L'inspecteur du travail se déclara incompetent, l'article 135 du Code industriel n'était pas applicable en ce cas parce que les bureaux d'expédition, — étant indépendants de l'imprimerie du journal, — constituaient une entreprise de commerce distincte (1) ».

La diminution du travail des enfants dans les fabriques qui suivit la loi de 1891 est donc compensée, hors des fabriques, par une augmentation considérable que signalent tous les rapports de l'inspection. En 1893 a lieu un recensement professionnel. D'après ses résultats (2), 215,000 enfants travaillent

(1) Agahd, *Kinderarbeit*, p. 20.

(2)	PROFESSIONS	GARÇONS	FILLES	TOTAL
A.	Agriculture	94.121	41.004	135.125
B.	Industrie	30.618	7.649	38.267
C.	Commerce	3.506	1.790	5.296
D.	Travaux divers	325	1.487	1.812
E.	Armée et Marine et			
F.	Services publics, carrières li- bérales	867	86	953
G.	Domesticité	848	32.653	33.501
	Total	130.285	84.665	214.954

en Allemagne : dont 38,000 sont occupés par l'industrie. Sur ces 38,000, 4,300 seulement le sont dans les fabriques. Avec les petits ouvriers des établissements et ateliers assimilés aux fabriques, la protection ne s'étend guère à plus de 5 ou 6,000 enfants (1).

Ce recensement professionnel n'était qu'une donnée insuffisante, mais il démontrait clairement la nécessité d'une consultation plus ample. Le chancelier de Hohenlohe l'ordonna par une circulaire du 9 décembre 1897 (2). Malheureusement cette enquête ne fut pas partout effectuée de la même manière, ici elle fut confiée à la police, là aux instituteurs, et la différence est telle entre les résultats obtenus de ces deux façons qu'il en faut bien attribuer une partie considérable à la différence d'intelligence et de soin entre les enquêteurs. Ainsi en Bavière, où ce fut la police qui opéra, le pourcentage est trouvé de 1,88 ; dans le duché de Bade, où ce furent les instituteurs, il est de 9,74. Ecart analogue entre Brême et Lubeck. En outre dans certains

(1) Ce nombre a été accru depuis l'ordonnance de 1900 de tous les enfants qui travaillent dans les ateliers à moteurs mécaniques.

(2) Cette enquête était très difficile à faire. Le docteur Rudiger, de Potsdam, pouvait dire avec quelque raison qu'il était impossible « à l'administration comme aux gendarmes » de connaître exactement le nombre des enfants qui travaillaient dans l'Empire. Agahd, *Kinderarbeit*, p. 18.

Malgré leur insuffisance, nous reproduisons ci-après les résultats

pays tels que le Wurtemberg, les investigations furent limitées à quelques districts. Les enquêtes

de l'enquête officielle (*Vierteljahreshefte zur statistik des deutschen Reichs*, IX, 3, p. 97 sqq.).

EXPLOITATIONS	GARÇONS	FILLES	Sans indication de sexe	Pourcentage total
A. Industrie ***.....	»	»	»	57,64
1. Jardinage, horticulture..	»	308	»	
2. Elevage, pêche.....	»	511	»	
3. Mines et usines.....	»	468	»	
4. Industries des pierres et de la terre.....	»	12.890	»	
5. Métallurgie.....	»	14.358	»	
6. Machines et instruments	»	4.914	»	
7. Industries chimiques....	»	8.509	»	
8. Industrie forestière.....	»	329	»	
9. Industrie textile.....	»	143.710	»	
10. Industrie du papier....	»	8.970	»	
11. Industries du cuir.....	»	2.944	»	
12. Bois et sculpture sur bois.	»	41.801	»	
13. Industrie alimentaire....	»	27.643	»	
14. Industrie du vêtement et du nettoyage.....	»	40.997	»	
15. Industrie du bâtiment....	»	4.225	»	
16. Indust. polygraphiques..	»	718	»	
17. Industries d'arts....	»	101	»	
18. Autres exploitations ind.	»	1.423	»	
B. Commerce.....	7.507	4.540	5.576	3,31
C. Transports.....	2.614	163	514	0,51
D. Restaurants, débits de boissons.....	12.737	2.168	6.695	4,06
E. Service de distribution....	67.188	36.966	31.676	25,52
F. Service de courses et commissions.....	23.321	2.134	10.454	6,75
G. Autres exploitations.....	6.281	2.387	3.419	2,21
Total.....	191.496	107.676	233.411	

Nous faisons observer qu'à l'époque où fut dressée cette statistique, l'ordonnance impériale de 1900 n'est pas encore intervenue pour exclure des ateliers à moteurs mécaniques, les enfants au-dessous de 13 ou 14 ans.

officieuses et privées des instituteurs contiennent des données plus précises et plus complètes.

Les premières eurent lieu à Hambourg. Puis des investigations semblables — mais moins profondes — avaient été faites à Altenbourg, en Saxe, à Stettin, etc. Mais en général leurs résultats avaient été condamnés à l'oubli, soit qu'on les ait laissés dormir dans des archives, soit qu'on les ait égarés dans des journaux pédagogiques.

La statistique dressée en décembre 1904 par l'instituteur Agahd eut un retentissement plus considérable et parut à Berlin dans plusieurs journaux d'opinions diverses. Elle reçut même une sorte de sanction officielle. Le président du gouvernement de Postdam ordonna aux instituteurs de combattre le mal de toutes leurs forces, soit en organisant des conférences aux parents, soit en surveillant la régularité des enfants à l'école, et le questionnaire dont s'était servi M. Agahd fut proposé comme modèle à une statistique plus étendue portant sur toute la banlieue de Berlin.

En 1897, le Comité de direction de « l'Association des instituteurs allemands » décida une enquête générale et recommanda le même questionnaire aux diverses associations provinciales.

L'originalité de cette statistique fut qu'on ne voulut pas dresser une moyenne globale. On comprit toute l'importance des moyennes locales, mais comme

une fragmentation exagérée des résultats n'aurait eu aucun intérêt, on les groupe suivant trois divisions principales en distinguant :

1° Les grandes villes et leur banlieue où la proportion des enfants exploités était de 10 à 13 0/0 ;

2° Les centres industriels urbains où elle était de 30 0/0 ;

3° Les centres industriels ruraux où elle atteignait 80 0/0. C'est donc dans les districts arriérés, dans les bourgades incultes, où la grande industrie ne pénètre pas et n'introduit pas la sévère réglementation des fabriques que s'accumule le travail des enfants.

Outre que l'enquête des instituteurs établit clairement cette importante constatation, elle révèle tout ce que l'enquête officielle avait négligé d'indiquer, âge, sexe des enfants, durée, genre, rétribution de leurs travaux et ces données permettent de tracer l'image d'une situation aujourd'hui atténuée en Allemagne, mais toujours actuelle dans d'autres pays.

CHAPITRE VI

TRAVAIL DES ENFANTS EN CHAMBRE ET DANS LES PETITS MÉTIERS DE LA RUE

—

I

DES CONDITIONS OU S'EXERCE LE TRAVAIL DES ENFANTS.

Dans ces misérables professions où sévit l'exploitation de l'enfance, la facilité des tâches permet d'y affecter des enfants tout jeunes (1). A Charlottenbourg 470, à Dresde 2,012, à Hanovre 473, à Schmöln 797 enfants de six à dix ans exercent un métier lucratif. Dans le haut pays Saxon, il est régulier et normal que les écoliers aient un métier. Il est même habituel que l'enfant soit mis au travail avant l'âge de fréquenter l'école. A Charlottenbourg un petit garçon de quatre ans est employé comme distributeur de déjeuners, à Sonneberg des enfants de

(1) Agahd, *Kinderarbeit*, p. 52 et suiv. *das Gesetz von März*, 1903, p. 4 et suiv.

trois ans passent de longues heures à enfiler des perles. Aussi les exploitateurs trouvent que l'école est une gêne et, non contents de désirer qu'on précipite l'achèvement de l'obligation scolaire, ils osent demander au ministre qu'on en retarde d'une année le commencement.

En attendant cette réforme, le travail occupe tous les instants libres que l'école laisse à l'enfant. Non seulement sa durée est exagérée; car elle dépasse en moyenne plus de trois heures par jour et atteint par semaine soixante heures à Halle, soixante-dix-sept à Charlottenbourg; mais encore elle est prise sur le temps du repos.

A Neuenbourg (Wurtemberg) des enfants sont occupés depuis 3 heures de l'après-midi jusque bien avant dans la nuit à préparer des chaînes de montres en doublé. A Sonneberg, le travail se prolonge dans la plupart des circonscriptions scolaires jusqu'à 10, 11 heures et minuit, dans trois d'entre elles jusqu'à 2 heures du matin et dans trois autres toute la nuit.

A Charlottenbourg, en hiver, vingt garçons commencent le travail à 4 heures, quatre-vingt-cinq garçons et dix filles entre 4 heures et 4 h. 1/2, soixante-cinq garçons et onze filles entre 4 h. 1/2 et 5 heures, quatre-vingt-huit garçons et quatorze filles entre 5 heures et 5 h. 1/2, si bien que deux cent quatre-vingt-douze enfants sont déjà à l'ouvrage avant que

les petits ouvriers des fabriques aient eu le droit de s'y mettre (1).

Pour certains enfants, il faut considérer encore d'autres éléments d'appréciation, soit le trajet qu'ils doivent faire pour se rendre à leur travail et qui atteint parfois 4 kilomètres, soit pour les petits porteurs de pains et de journaux le nombre des escaliers qu'ils doivent monter ou descendre et qui varie entre 20 et 100. A Charlottenbourg cinq cents enfants ont chaque jour 125 escaliers à monter, l'un d'eux en escalade jusqu'à 308 rien que dans la soirée (2).

L'épuisement est encore accru par le cumul des métiers et l'on vit un enfant qui le matin pendant 2 h. 1/2 portait des déjeuners et l'après-midi faisait jusqu'à 9 heures des courses pour un commerçant (3).

L'exploitation de l'enfance ne fait même pas trêve le dimanche. Le dimanche, il n'y a pas d'école, raison de plus pour faire travailler double les écoliers en congé. A Hanovre 550, à Charlottenbourg 864, à Cologne 626, à Breslau 2,000 enfants ne connaissent pas le repos dominical !

(1) *Soziale Praxis* 1894-95, n° 30.

(2) *Soziale Praxis*, 1894-95, n° 30. L'enquête officielle avait le grave défaut de ne s'attacher qu'à la principale occupation et de négliger ce cumul.

(3) *Soziale Praxis*, ibid.

Mais ce qui rend le travail plus épuisant encore, ce sont les conditions où il s'exerce et que condamne la plus élémentaire hygiène. Pour les petits garçons de courses, ce sont les intempéries du climat ; pour les releveurs de quilles, c'est la poussière que soulève le jeu ; pour les enfants occupés à un emploi sédentaire, ce sont les tristes installations de l'industrie à domicile.

« Je prie le lecteur, écrit un médecin (1), d'envisager en pensée avec moi l'une de ces habitations — qui ne sont pas précisément à bon marché et que je ne veux pas considérer comme le seul type des maisons ouvrières, mais dont beaucoup de caractères se retrouvent dans la plupart des autres. Nous nous informâmes d'abord auprès du curé de l'endroit des conditions générales de l'industrie à domicile.

En chemin, il nous donna l'assurance que « dans la localité, les gens ont des logements agréables et que la question de l'habitation ne se pose pas ».

Nous recommençons notre tournée et nous nous arrêtons à la maison d'un fabricant de poupées dont l'apparence ne révèle qu'à moitié le spectacle qui nous attend à l'intérieur. Par la porte basse nous entrons dans une pièce obscure dont l'atmosphère surchauffée est saturée de poussière et où la famille rassem-

(1) Communication du Dr Stillich citée par Agahd, *Kinderarbeit* p. 70. Cette observation a été faite à Effelder.

blée, — qui se compose du mari, de la femme et d'un petit tas de sept enfant, — nous regarde étonnée.

Cette pièce sert à la fois d'atelier, de salle d'habitation et de chambre à coucher pour un enfant à la mamelle. Elle contient 40 mètres cubes d'air à peu près, soit 5 mètres cubes par personne. Les fenêtres sont fermées et impénétrables à l'air embaumé des montagnes voisines. On entretient cette atmosphère poussiéreuse et brûlante afin que les poupées sèchent plus vite, sans cela il faudrait faire plus de feu et le bois est si cher !

Examinons le mobilier. La plus grande place est occupée par une longue table de bois sur laquelle ont lieu le pétrissage et l'impression. Dans un coin, sur une petite table, des pommes de terre cuites à l'eau que ces gens n'ont pas coutume de manger sur une assiette. A part un banc, il n'existe pour ces huit personnes qu'une seule chaise ; dans un autre coin le poêle qui répand cette chaleur insupportable. Le mobilier est complété par un berceau placé au milieu de la chambre et où est couché un enfant pâle... C'est toute l'installation. Pas même une table de toilette. Ces gens se servent d'un plat qui est ensuite utilisé pour la cuisine. Ici, comme dans la plupart des habitations semblables, manque le confort le plus élémentaire de tout groupement humain. »

Tel est le type de l'atelier où travaillent des milliers d'enfants. Leur nourriture n'est pas beaucoup

plus hygiénique. Elle se compose essentiellement de pain et de pommes de terre, mais comme ce régime ne serait pas assez substantiel pour les soutenir pendant les longues veillées, on leur fait absorber de l'alcool, mélangé avec du sucre ou versé sur du pain.

La situation ne paraît pas s'être bien modifiée depuis le commencement du siècle. Il y a quatre-vingt ans, on s'apitoyait — avec raison du reste — sur le petit ouvrier des mines condamné à pousser pendant des heures de lourds wagonnets au fond des puits. Plus récemment, la « chanson de la chemise » partait d'Angleterre et faisait le tour du monde, il semble que la situation des petits allemands, il y a quelque dix ans, répond à ces misères et que, s'il ne fut pas composé à leur intention une chanson pareille, leur sort eût été digne d'en inspirer une.

II

LES CONSÉQUENCES PHYSIQUES, INTELLECTUELLES ET MORALES DE L'EXPLOITATION DES ENFANTS.

Portée à ce degré, l'exploitation des enfants devenait un danger pour la race allemande. Un directeur d'école (1) a dressé la liste de ses élèves qui exercent

(1) M. Tippman, directeur d'école à Chemnitz.

un métier avec une remarque en face de chaque nom. Ce ne sont qu'épithètes de cette sorte : myope, maladif, anémique, pâle, nerveux, neurasthénique, sujet aux douleurs de tête, poitrinaire (1).

Sans doute le surmenage n'est pas, dans bien des cas, la cause unique de tous ces maux, ils résultent peut être d'une série de facteurs divers où l'hérédité alcoolique doit jouer un grand rôle ; mais alors n'est-on pas doublement coupable de ruiner volontairement des santés naturellement si précaires ?

En outre il est des infirmités qui tiennent évidemment au métier, qui sont des tares professionnelles, telle est la scoliose dans les pays d'industrie textile et la myopie partout où règne le travail nocturne (2).

Enfin, comment expliquer, — si ce n'est par une cause aussi générale que l'exploitation des enfants, — le développement anormal, dans les pays tels que le Wurtemberg, de l'épilepsie et de la phtisie (3) ?

La moralité n'est pas moins compromise. Il est des métiers étrangement dangereux pour elle : celui de

(1) Cf. *Soziale Praxis*, 1901-02, n° 50. A Brotenode où de nombreux enfants étaient occupés à l'industrie des boutons, 75 0/0 des écoliers souffraient de gonflements aux glandes du cou et de la nuque. Cette occupation ayant été réglementée par la police locale la proportion tomba à 70 0/0. A Steinbach Hallenberg où le travail des enfants est très développé, 13 0/0 des enfants ont des lésions au cœur, 10 pour 100 ont les pieds plats.

(2) Hélène Simon, *Op. cit.*

(3) Agahd, *Kinderarbeit*, p. 23.

camelot la nuit expose l'enfant à être témoin de scènes ignobles, les petits garçons de café, chasseurs, releveurs de quilles, sont prématurément buveurs et débauchés (1).

La prostitution et le viol des enfants exploités prend des proportions alarmantes, ils sévissent non seulement, pour les filles, dans les écoles de ballets et les professions acrobatiques, mais même dans l'industrie en chambre du tissage (2) où il est maintes fois arrivé qu'un homme travaillant avec une petite éco-lière ait abusé d'elle. Semblablement il n'est pas rare que des petits distributeurs de déjeuner aient été de grand matin flétris par des filles publiques (3).

L'industrie à domicile est peut-être plus malsaine encore. Concentrant l'enfant sur lui-même dans une vie sédentaire, elle développe chez lui tous les bas instincts et toutes les perversions sexuelles.

Aussi la société a bien payé sa faute ! La statistique criminelle berlinoise pour l'année 1891 constate que « dans les pays où l'industrie et l'emploi des enfants sont très développés la criminalité des adolescents est très élevée par rapport à celle des adultes ».

Au synode berlinois de 1895, il fut établi (4) que sur cent prisonniers de la maison de correction de

(1) Agahd, *Kinderarbeit*, p. 80.

(2) Agahd, *Gesetz von 30 märz*, 1903, p. 44.

(3) Agahd, *Kinderarbeit*, p. 82.

(4) Communication du surintendant Schönberner.

Plözensée, soixante-dix enfants ont été occupés pendant leur temps d'école aux petits métiers de la rue ou bien employés comme garçons d'écurie, releveurs de quilles, etc. Le directeur de cet établissement dressa d'ailleurs lui-même une statistique plus détaillée en 1902. Sur les deux cent trente-six garçons et quatre-vingt-treize filles qui y étaient élevés, cent soixante et un garçons et soixante-seize filles avaient déjà exercé un métier. La plus forte proportion se rencontrait pour les garçons chez les releveurs de quilles, distributeurs de déjeuners, etc. (exception faite de l'agriculture), pour les filles parmi celles qui furent employées à la garde d'enfants, au colportage.

Quand bien même les dangers moraux causés par l'exploitation des enfants ne se manifesteraient pas par des délits, ne serait-ce pas déjà un danger suffisant pour l'ordre social que le sentiment de haine et d'envie, — inévitable et maintes fois remarqué, — chez des enfants qui sont astreints aux plus dures fatigues et qui voient leurs camarades jouer devant les fenêtres de l'atelier où ils peinent ? (1).

Enfin quel retard pour la formation intellectuelle du peuple ! L'épuisement rend paresseux. Quelle attention peut-on exiger d'un enfant qui a passé toute la nuit à faire des boîtes en carton ? Les retards en

(1) Agahd, *Das Gesetz von 1903*, p. 43.

classe sont continuel, les absences fréquentes, les devoirs sont bâclés, Dieu sait comme. Les enfants qui ont un métier forment dans les classes une « queue » qui paralyse les progrès de l'ensemble. Peu d'entre eux (10 0/0) arrivent, avant la fin de l'obligation scolaire, à la classe supérieure. Quelques-uns (41 0/0) n'arrivent qu'à la seconde, mais le plus grand nombre (49 0/0) ne quitte pas la troisième. Pour 42 0/0 des élèves, l'école primaire n'atteint pas son but, et à Hanovre on estime que la moitié des enfants a un développement intellectuel inférieur au développement normal.

Une victime fréquente de cet état de choses, c'est l'instituteur (1). Si les inspections donnent de mauvais résultats, il est pris à partie par ses supérieurs hiérarchiques, s'il se montre sévère et punit les enfants dont le travail n'est pas satisfaisant « il se met à dos les familles ».

Le progrès industriel de la nation est même compromis par cet abrutissement de la classe ouvrière. Non seulement il amène la ruine du petit métier (2) et la dispersion de l'artisan, mais encore il porte préjudice à la grande industrie (3). « Il manque aux

(1) Agahd, *Kinderarbeit*, p. 87.

(2) Cf. Fritz Kalle. *Deutsche Zeitund Streitfragen*, XII. Gutachten des Vereins für Sozial Politik.

(3) « D'où vient qu'un tisserand du district industriel de Moscou, Wladimir, ne peut conduire que deux métiers alors qu'un tisserand

ouvriers une formation qui soit à la hauteur des exigences modernes, non seulement une formation économique et technique, mais une formation générale du caractère et de l'esprit. »

Au reste l'Allemagne était trop convaincue qu'elle était « l'œuvre de ses instituteurs » ; que son essor économique et politique était dû à son instruction, pour ne pas réagir contre ce retour à l'ignorance et à la barbarie primitives.

III

LE SALAIRE DES ENFANTS ET L'IMPORTANCE ÉCONOMIQUE DE LEUR TRAVAIL.

Si le travail des enfants est en contradiction flagrante avec de tels intérêts économiques, par quoi est-il justifié et quelle est sa raison d'être ?

Il est des cas où il semble nécessaire en « nature », où il est réclamé par les exigences techniques de la production : à Mulhausen et dans les villages de l'Eichsfels où l'industrie textile à domicile a pris un grand développement, les parents ne peuvent exercer leur métier

anglais en conduit de quatre à six ? Cela tient à la formation intellectuelle de l'un et de l'autre. Au congrès de Moscou il fut établi que le salaire d'un ouvrier instruit dépasse de 30 0/0 celui d'un ouvrier ignorant ». Agahd, *Kinderarbeit*, p. 84.

d'une façon rémunératrice si les travaux accessoires ne sont pas accomplis par des enfants. Mais cette situation est rare et dans la plupart des cas les enfants sont astreints au travail en vue d'une rémunération « en espèces ».

Il n'est pas toujours facile de savoir le prix de ces efforts prématurés. Les statistiques sont souvent muettes sur la question des salaires. Cependant les rapports de Gotha, Meiningen, et Rudolstadt contiennent des chiffres assez éloquents.

En Saxe-Meiningen, dans les cinq communes du canton de Saafeld, le salaire hebdomadaire des enfants oscille entre 2 m. 40 et 4 marks ; dans un cas l'heure est payée 5 pfennigs ; des écoliers pour un salaire quotidien de six heures reçoivent de 1 mark à 4 m. 50 par mois.

En Saxe-Cobourg-Gotha les salaires journaliers varient avec le genre d'industrie entre 3 et 50 pfennigs (1).

(1) Industrie des boutons, en trois endroits 4 et 5 pfennigs, ailleurs 18, 24, 30 pfennigs par jour. — Industrie des poupées, en quelques endroits 10, 12 pfennigs et généralement 18, 24, 30 pfennigs, en quatre endroits 50 à 80 pfennigs. — Industrie des jouets, Gotha 8 à 30 pfennigs. Cobourg 20 à 60 pfennigs. — Industrie des objets en papier, en un endroit 4 pfennigs, généralement 20 à 50 pfennigs. — Vannerie, 13 à 20 pfennigs. — Sculpture sur bois, 20 à 60 pfennigs. — Boulangerie, boucherie, 7 à 40 pfennigs. — Confection, chaussures, tonnage, serrurerie, fabrication de caisses, librairie, 7 à 17 pfennigs. — Reliure, 3 à 20 pfennigs. — Vitrierie, tissage, lainage, 4 à 40 pfennigs. — Fabrication des cigares, 8 à

L'industrie domiciliaire de la région rhénane semble en quelques endroits plus rémunératrice. Cependant à Crefeld 10 0/0 des enfants occupés qui ont neuf ans ne gagnent qu'un mark par semaine. Comme la durée hebdomadaire du travail est environ de quarante-huit heures, le salaire par heure revient à 3 ou 4 pfennigs.

Dans le même pays rhénan, à Kettwig, le bobinage est payé à des enfants de neuf à dix ans environ 5 pfennigs l'heure ; à Coblenz, le paillage des chaises (8 h. 1/2 de travail par jour) 7 à 10 marks par semaine.

En général les garçons sont mieux rétribués que les filles (1). Celles qui sont employées à des travaux domestiques touchent un salaire dérisoire. D'après une statistique de Charlottenbourg, 40 0/0 d'entre elles reçoivent par semaine de 3 à 4 marks, 33 0/0 de 4 à 5 marks, pour un travail de soixante-dix à soixante-douze heures.

38 pfennigs. — Distribution des journaux et autres courses, 3 à 30 pfennigs (Agahd, *Kinderarbeit*, p. 91).

(1) Une statistique dressée par M. Tippmann l'établit clairement :

Dans la 1^{re} classe les garçons gagnent 2.03, les filles 1.56 par semaine.

— 2 ^e	—	1.76	—	1.21	—
— 3 ^e	—	1.33	—	1.30	—
— 4 ^e	—	0.91	—	0.70	—
— 5 ^e	—	0.73	—	0.54	—
— 6 ^e	—	0.52	—	0.30	—
— 7 ^e	—	0.42	—	?	—

La moyenne est donc de 1 m. 55 pour les garçons et de 1 m. 22 pour les filles (Agahd, *Kinderarbeit*, p. 93.)

Quant aux garçons, entre les métiers qu'ils exercent, ceux de distributeurs de déjeuners, releveurs de quilles, garçons de courses, sont les plus lucratifs. Cela ressort clairement des rapports rhénans, westphaliens, poméraniens et autres. A Rixdorf, les petits porteurs de pain reçoivent de 2 à 6 marks par mois, et chaque jour leur premier déjeuner. Les distributeurs de lait touchent de 2 à 3 marks, les distributeurs de journaux de 4 marks à 4 m. 50. Les releveurs de quilles gagnent, salaire et pourboire réunis, — de 5 à 25 pfennigs par heure et l'on cite le cas de l'un d'eux, à Hanovre — qui se faisait au prix d'un épuisement quotidien jusqu'à 30 marks par mois ! (1)

A part cette glorieuse exception, la modicité de ces salaires amène à se demander où vont ces infimes profits.

Dans certains cas l'enfant qui les touche en dispose lui-même. Admirable école d'économie ! a-t-on prétendu. Mais outre qu'on pourrait chercher une pédagogie de l'épargne moins épuisante, l'examen des caisses d'épargne scolaires prouve en effet combien peu le but proposé est atteint (2). En revanche, les marchands de cigarettes et de romans d'aventures peuvent dire quels sont leurs

(1) Agahd, *Kinderarbeit*, p. 92 et 93.

(2) *Sozial Praxis*, IX^e année, n° 51, article de M. Agahd : Travail des enfants et caisses d'épargne scolaires.

meilleurs clients. Les parents excusent ce gaspillage et laissent faire : « le pauvre mioche trime toute la semaine, c'est bien le moins qu'il ait quelques bons moments dans la vie » (1).

Ils ne comprennent pas que la facilité de se payer de tels plaisirs développe chez l'enfant un besoin d'argent qui croîtra sans cesse et risque d'avoir de funestes conséquences. En outre, on pourrait joindre aux inconvénients moraux déjà signalés l'indépendance que donne à l'enfant le fait de toucher un salaire (2). Dès sa première communion il se prend pour une individualité économique suffisante ; il croit être devenu son maître et l'esprit de famille en est sérieusement menacé.

Plus fréquemment ce sont les parents qui touchent les salaires et qui en bénéficient : quelle importance ont-ils dans le budget familial ?

M. de Hohenlohe ne peut croire qu'en dehors de cas très exceptionnels un appoint aussi minime puisse justifier l'exploitation de l'enfance. Au contraire l'inspecteur des fabriques de Gotha — qui a peut-être vu de plus près les milieux ouvriers — considère que cette contribution de l'enfant à l'entretien du ménage est malheureusement nécessaire. De même les rapports de Schwartzbourg Rudols-

(1) Agahd, *Kinderarbeit*, p. 99 et suiv.

(2) *Ibid.*, p. 84. — Sombart, *Sozialer Fortschritt*, I, p. 8. — Agahd, *Gesetz von 1903*, p. 43.

tadt affirment que « de plus en plus, étant donnée l'insuffisance des salaires; le père de famille peut et souvent doit compter avec ce petit apport des enfants qui dans la région est en moyenne de 15 pfennigs par jour ».

Sans doute, dans les enquêtes, maints cas d'exploitation des enfants sont signalés sous des rubriques telles que : père sans travail ; — père maladif et sans travail ; — père malade, huit enfants ; — père paralysé ; — famille abandonnée par le père ; — père ivrogne ; — père aveugle ; — père fou ; — père en prison » (1). Encore cette énumération contient-elle bien des causes de misère dont est responsable le chef de famille, s'il s'était mieux conduit, il aurait épargné le travail de ses enfants. Sans doute encore l'augmentation des petits loyers est une des principales raisons de l'exploitation des enfants.

Cependant il ressort de la statistique de Charlottenbourg que dans onze cas seulement sur 1,026 observés le salaire des enfants est consacré au loyer. Il est vrai que dans les autres cas, bien qu'il ne soit pas attribué spécialement aux frais de logement, il permet peut-être de réaliser sur le budget total une augmentation de recettes destinées à les couvrir.

Mais aussi la même statistique signale l'emploi

(1) Agahd, *Kinderarbeit*, p. 400.

fréquent du salaire des enfants à des dépenses d'habillement, et des observations faites dans le district de Sonneberg (1) permettent de soupçonner qu'un sentiment de coquetterie anime souvent les parents.

D'autre part toute une série de données permettrait d'inférer que l'exploitation des enfants n'a pas seulement pour cause la misère, mais encore la cupidité, l'égoïsme, le manque d'ordre des parents.

A Posen, sur cent enfants qui travaillent vingt-quatre seulement y sont contraints par la pauvreté de leur famille. En outre, ce sont les veuves (2), malgré la modicité de leur ressources, qui semblent le plus portées à ménager leurs enfants.

A Charlottenbourg en 1896-97, sur les 1,130 mères veuves qui figuraient aux listes de l'assistance publique, 161 seulement faisaient travailler leurs enfants. C'est au contraire dans les ménages où le père et la mère gagnent, que la condition des enfants semble la plus dure. La femme, toute à son métier, néglige l'économie et les enfants doivent réparer la brèche.

Parfois même l'Assistance publique encourage l'exploitation de l'enfance au lieu de la combattre (3). elle refuse ses secours dans certaines villes, aux familles qui n'ont pas essayé de leur dernière res-

(1) *Soziale Praxis*, années 1901-02, n° 22.

(2) Agahd, *Kinderarbeit*, p. 96.

(3) Agahd, *Kinderarbeit*, p. 123.

source, le travail des enfants, alors qu'elle devrait au contraire n'inscrire sur ses listes que les familles où les forces des enfants sont ménagées.

Enfin quand bien même le salaire des enfants aurait dans le budget des classes pauvres une place qu'en fait il n'occupe pas, peut-on croire que ce gain matériel suffirait à compenser toutes les funestes conséquences d'un travail prématuré ? On a calculé que dans le Hanovre les 1,620 enfants employés produisaient annuellement une somme de 86,418 marks : qu'est cette somme en regard de la perte de forces irréparable et définitive qu'elle représente ? Ne retrouve-t-on pas, dit M. Agahd, une bonne partie de cette somme figurant au budget de l'État pour l'entretien de ces prisons et hospices que peupleront un jour ou l'autre les victimes de cette exploitation ?

L'intérêt même de la classe ouvrière ne semble pas être d'asteindre les enfants à un travail qui matériellement les empêche et moralement les dégoûte d'apprendre un métier, et dont les salaires pèsent lourdement sur ceux des adultes (1).

Le 2 décembre 1895 il y avait à Berlin 553,676

(1) Cf. Rapport du Dr Gehrig (de Berne) au Congrès de Zurich : « Il est faux de dire que les familles ne pourraient subsister sans le produit du travail de leurs enfants, c'est justement le travail des enfants qui permet aux parents de livrer leur propre travail meilleur marché. Si nous empêchons partout les enfants d'entrer trop tôt dans la lutte pour l'existence, nous forçons les parents à maintenir le minimum de salaire nécessaire à leur entretien. »

chômeurs. En supposant que chacun d'eux avait une famille d'au moins deux personnes, le total s'élève donc à 1 million $\frac{2}{3}$ d'êtres humains sans ressources (1). Or au même moment 250,000 enfants travaillaient à gage. En 1902, dans les faubourgs de Berlin, le chômage s'étendait à 75,000 ouvriers, le demi-chômage à 4,000 et à la même époque 20,000 petits berlinois touchaient un salaire.

Evidemment la suppression de leur travail n'en eût pas fourni à tous les chômeurs, mais il semble bien qu'elle eût remédié au mal et qu'en tous cas on tourne dans un cercle vicieux ; la modicité des salaires force les parents à faire travailler leurs enfants, et le travail des enfants déprécie encore le salaire des parents. La loi ne ferait-elle pas œuvre bienfaisante en supprimant la première des deux alternatives qui constituent ce cercle ?

(1) Schussler, *Die Lösung der Sozialen Frage*, Dresde, 1898.

CHAPITRE VII

PRODROMES DE LA LOI DE 1903

L'extension de la protection des enfants hors de la fabrique, que le code de 1891 n'avait pas réalisée, n'était pourtant pas à cette époque une idée absolument inconnue et nouvelle. Elle s'était déjà manifestée lors des enquêtes de 1874 dans les rapports de plusieurs chambres de commerce et même avait inspiré quelques décisions de certaines municipalités. Les ordonnances de police et l'opinion publique avaient donc préparé l'intervention de la loi.

I

LES ORDONNANCES DE POLICE (1).

Dès avant la conférence de Berlin un mouvement de réaction se dessine nettement.

(1) Agahd, *Kinderarbeit*, p. 110 et suiv.

En 1860 le Sénat de Brème interdit sévèrement « d'embaucher des enfants encore soumis à l'obligation scolaire pour n'importe quel genre de travail qui les occuperait avant ou pendant l'heure des classes ».

En 1878 et en 1879 la police de Francfort défend les représentations acrobatiques, le relevage des quilles, le travail dans les débits de boissons, sauf permission de l'autorité scolaire.

A Dresde en 1888 une proclamation du Conseil municipal exige la même formalité pour les représentations théâtrales. L'autorisation doit même être demandée pour chaque cas particulier, une permission générale serait insuffisante.

Des ordonnances semblables, en Saxe (17 décembre 1880) et en Sibérie (19 avril 1891), ont apporté un commencement de réglementation au travail des enfants comme acrobates, releveurs de quilles, colporteurs et chanteurs de rues.

Le mouvement de 1890 et le nouveau Code industriel accentua cette tendance des autorités locales.

A Aix-la-Chapelle, l'emploi des écoliers au relevage des quilles ou au ramassage des flèches du jeu du tir à l'arc est puni d'une amende. Pareille interdiction est faite jusqu'à douze ans à Munden, avec en plus défense de servir des boissons spiritueuses aux petits grooms des cafés.

A Nuremberg l'emploi des enfants aux représentations théâtrales est réglementé.

A Spandau, les enfants soumis à l'obligation scolaire ne peuvent être occupés à distribuer du lait, du pain ou des journaux après 7 heures du soir ni avant 7 heures du matin. Les contraventions sont punies, — chez les parents comme chez les patrons, — de fortes amendes et de prison.

A Hambourg la réglementation est plus complète encore : elle est contenue en deux ordonnances fondées sur les divers articles du Code industriel :

Dans les restaurants et débits de boissons les enfants de moins de douze ans ne doivent pas être employés après 8 heures du soir. Ceux qui ont dépassé cet âge mais qui ne sont pas libérés de l'obligation scolaire ne doivent pas être occupés après 9 heures. Le relevage des quilles par des filles est interdit, il est aussi défendu dans les débits de faire absorber aux enfants encore écoliers des boissons spiritueuses. Au-dessous de douze ans les enfants ne peuvent être employés à distribuer les journaux, le pain et le lait avant 8 heures du matin ni après 8 heures du soir. Passé cet âge, s'ils sont soumis encore à l'obligation scolaire, ils ne peuvent se livrer à ces travaux entre 9 heures du soir et 7 heures du matin.

Cet heureux essai d'intervention municipale prenait un essor toujours plus marqué quand en 1897 la légalité de ces règlements fut contestée (1).

(1) A Berlin les représentants des autorités de police et des auto-

Le juriste Vielhaben l'attaqua dans le *Correspondant de Hambourg* (1) :

« Certainement l'ordonnance du Sénat rencontre l'approbation générale ; il est d'autant plus regrettable que sa promulgation n'ait pas été entourée de plus de soins. Le droit d'édicter de semblables mesures d'après le Code industriel est invoqué à tort par le Sénat :

1° La réglementation du Code industriel ne s'étend pas aux aides et aux apprentis du commerce et il n'est pas douteux que les professions visées par l'ordonnance ne rentrent dans le domaine du commerce ;

2° Si le Code industriel impose à tous les patrons de prendre des mesures relatives à l'aménagement des ateliers et à l'organisation du travail, on ne saurait y comprendre une limitation du temps de travail. Le texte, les travaux préparatoires, les ordonnances édictées par le Conseil fédéral en exécution de cet article, excluent cette interprétation extensive ;

3° Le Code industriel laisse bien place à une réglementation administrative, mais réserve ce droit au

rités scolaires tombent d'accord pour interdire l'emploi des enfants au-dessous de neuf ans comme garçons de courses. A Chemnitz le relevage des quilles n'est autorisé que deux jours par semaine au-dessus de douze ans, et moyennant permission de l'autorité scolaire. Cette permission accordée seulement aux enfants robustes et studieux est retirée dès que l'instituteur voit l'enfant fatigué. (*Soz. Praxis*, années 1898-99, n° 24.)

(1) 1897, n° 318, p. 11.

Conseil fédéral, les autorités des divers États ne peuvent s'en prévaloir. »

L'opinion de Vielhaben était d'ailleurs si bien fondée qu'elle fit jurisprudence. Un père ayant contrevenu à l'ordonnance du Sénat et ayant été condamné en première instance fit appel devant le « tribunal hanséatique supérieur » qui lui donna gain de cause. L'arrêt est ainsi motivé : « en exécution de l'article 120 du Code industriel, le Conseil fédéral et les autorités centrales des divers États pourraient réglementer en matière d' « établissements industriels », mais pour les « métiers » le Conseil fédéral est seul compétent. Etablissements industriels et métiers sont deux choses différentes et la profession des petits colporteurs est un métier (1).

Pareille décision à Iéna. Le tribunal supérieur acquitte un boulanger qui malgré le statut local employait des enfants le matin avant la classe, sous prétexte que « nulle autorité scolaire n'a le droit de surveiller l'enfant pendant ses heures de liberté ».

La conséquence de cette jurisprudence fut que ce mouvement de réglementation découragé s'arrêta.

Mais soudain un revirement se produisit dans la jurisprudence. La chambre de commerce prussienne donna le branle et les ordonnances de police furent considérées comme légales et régulières. Puisqu'elles

(1) *Soziale Praxis*, 1898-99, n° 46.

concernent la vie et la santé des enfants, elles trouvent leur fondement dans la loi sur la police. Elles ne sont pas d'ailleurs en contradiction avec le Code industriel. Il est formellement exprimé par l'article 120 que la réglementation en question est laissée aux législations particulières si le Conseil fédéral et la législation d'empire n'interviennent pas ; or les ordonnances de police peuvent rentrer dans la catégorie des « législations particulières » *lato sensu*.

D'ailleurs un rescrit du ministre de l'Instruction publique (28 janvier 1899) encouragea les gouvernements et la réglementation par voie policière reprit de plus belle.

A Cologne, une ordonnance de police interdit aux enfants de moins de neuf ans le travail hors de leur habitation, et dans leur habitation pendant les heures de classe (1). A Magdebourg (2), à Posen (3), à Francfort (4), des mesures analogues sont prises.

La plus remarquable de ces ordonnances, tant par sa hardiesse que par ses résultats, fut celle que rendit pour Dusseldorf M. de Rheinhaben, alors président de ce gouvernement : elle obligeait les travailleurs à domicile de l'industrie textile et de l'industrie métallurgique, de la lingerie et de la confection, ou

(1) *Soziale Praxis*, 1899-01, col. 224.

(2) *Soziale Praxis*, 1900-01, col. 181.

(3) *Ibid.*, col. 1199

(4) *Ibid.*, p. 289.

de la fabrication des boîtes d'allumettes, qui emploient, moyennant salaire ou toute autre indemnité, des enfants encore soumis à la loi scolaire, à organiser leur exploitation de telle sorte que ni le matin avant l'école, ni à midi entre les classes, ni le soir après 7 heures, les enfants ne soient occupés.

Malheureusement de tels exemples ne se généralisent pas assez : c'est à peine si une centaine de localités allemandes jouissent d'une réglementation analogue. Dans la plupart des cas, les ordonnances de police sont ou bien inobservées ou bien incomplètes.

En Bavière, dans la capitale même, malgré un arrêté, des écoliers servent toute la nuit dans un café.

En Saxe, la réglementation est tellement bénigne qu'on ne la cite que pour mémoire.

En Hesse, elle est dérisoire : elle se limite aux jeux de quilles situés sur la voie publique.

En Saxe-Weimar, des mesures assez heureuses, mais pas de contrôle.

En Saxe-Meiningen, interdiction de certains colportages et du relevage des quilles, mais pas un mot sur l'industrie à domicile.

Enfin, en 1901, les contestations juridiques recommencent (1). Un « Conseil régional » de Schleswig-

(1) *Journal des juristes allemands*, 1902, p. 54.

Holstein avait édicté une ordonnance d'après laquelle nul ne pouvait, — sans permission de la police, — occuper des enfants à des travaux domestiques ou agricoles. Devant le tribunal administratif supérieur un procès s'éleva où le plaignant attaqua la légalité de cette ordonnance. Il la prétendait contraire aux articles 1627 et 1631 du Code civil qui reconnaissent au père le droit de prendre soin de son fils et de lui choisir une occupation. Le tribunal rejeta ces motifs : le droit n'est pas illimité et le père ne peut choisir n'importe quelle occupation chez n'importe qui. Cependant il déclara que l'ordonnance n'était pas valable pour d'autres raisons, en particulier parce qu'elle entraînait en conflit avec la loi sur les domestiques.

Ce nouvel incident démontre plus clairement que jamais l'insuffisance des ordonnances de police : elles n'introduisent qu'une réglementation fragmentaire, purement contingente et souvent contestée. Leur utilité a été de préparer l'opinion, d'habituer les parents à une restriction de leurs droits. Mais, ni au point de la qualité, ni au point de vue de la quantité, elles ne peuvent suppléer à une loi que le public attend et réclame.

II

LA CAMPAGNE EN FAVEUR DE LA LOI.

Sans distinction de parti, la presse est unanime à exprimer l'urgence d'une intervention législative (1). Parmi les journaux économiques, la *Pratique sociale* mène une campagne acharnée. Des unions s'organisent : en 1898 se fonde, sous la présidence de S. Ex. le lieutenant général de Pelet-Narbonne une société pour « la protection de l'enfance contre l'exploitation et les mauvais traitements ». Dans un tract intitulé *Ce que nous voulons*, elle expose son objet avec un vigoureux enthousiasme. L'autorité excite à la cruauté, il importe de défendre l'enfant contre des abus de cette sorte. L'Amérique, l'Italie, la Russie, la France, l'Angleterre surtout offrent le modèle d'associations semblables. A l'œuvre donc !

« Ce qu'ils veulent », c'est servir de lien entre les autorités et leurs pupilles, c'est être le centre où pourront s'adresser tous ceux qui auront à signaler quelque abus et qui n'osent agir eux-mêmes, c'est fonder des asiles, trouver des familles, des ménages sans enfants, des vieilles filles qui consentent à

(1) Agahd, *Kindenarbeit*, p. 401.

recueillir des petits malheureux, c'est aussi prendre de l'influence sur l'opinion publique afin d'obtenir au plus tôt une réglementation (1) légale, c'est enfin marcher directement « contre ceux qui osent, par cupidité, exposer en public des enfants, — ces petites majestés, — à cause de leurs difformités ou de leur adresse particulière ».

L'appel du fondateur est entendu : en 1901 l'Union compte 3,207 membres et a des filiales à Bromberg, Hameln, Partzbourg, Schneidemuhl, Vitzenhausen, Magdebourg. Des sociétés analogues sont organisées dans le Wurtemberg (Union des dames wurtembergeoises), à Chemnitz, à Dresde (Union des amis de l'enfance) (2).

On peut encore citer parmi les œuvres qui menèrent le plus activement campagne l'Union des dames de Berlin, les sections berlinoises et munichoises de la société allemande pour la culture morale, l'Union des institutrices de Berlin, les présidents des groupes de femmes et de jeunes filles pour l'aide sociale, et l'œuvre pour la saine éducation de la jeunesse.

(1) En 1903 fut publié par les soins de cette association un « Conseiller pour la protection de l'enfance » ; elle agit aussi par des rapports publiés, des appels aux unions ouvrières (*Soziale Praxis*, 1903-04, p. 738).

(2) A Chemnitz l'Union des amis de l'enfance dénonce et fait punir les délits (15 cas en 1900), nommer des tuteurs (3 cas) et des curateurs (4 cas) ; ses membres visitent de jour et de nuit les enfants (*Soziale Praxis*, année 1900-01, colonne 908).

Ces diverses sociétés adressent en 1899 une pétition au congrès des villes prussiennes. Elles demandent qu'en attendant l'intervention d'une loi, la réglementation par ordonnance de police soit généralisée.

Ainsi travaillée, l'opinion publique s'émue. Dans les grandes villes, les consommateurs prennent le parti des enfants ; sans doute ils n'y mettent pas la même ardeur qu'en pareille occurrence la population de Saint-Louis et ils ne vont pas jusqu'à boycotter les entreprises. Mais les patrons boulangers ayant déclaré qu'ils hausseraient le prix du pain si le travail des enfants était limité, les clients supportent très bien l'effet de cette menace (1).

D'ailleurs les milieux patronaux eux-mêmes ne semblent pas si hostiles à la réglementation qu'ils l'avaient été et qu'ils avaient la réputation de l'être encore. La chambre de commerce de Sonneberg, tout en prétendant que l'énormité des abus a été exagérée, reconnaît la nécessité d'une intervention législative et en souhaite la réalisation (2).

C'est au sujet des petits métiers de la rue que les protestations des employés sont les plus vives : à Berlin, les patrons boulangers ayant vainement menacé le public expriment aussi vainement leurs craintes au bourgmestre. A Spandau, Mulhausen et

(1) Agahd, *Kinderarbeit*, p. 119.

(2) *Ibid.*, p. 120.

Kiel, ils organisent des meetings, à Hambourg ils s'adressent à l'autorité scolaire qui leur suggère d'occuper au lieu d'écoliers les nombreux jeunes gens qui chôment et qui ne demanderont pas mieux que d'en faire l'emploi. A Berlin, les tenanciers des cafés tournent habilement les ordonnances de police : ils emploient au relevage des quilles le père, et l'enfant n'est plus là que pour l'aider (1).

Malgré cette opposition violente ou sournoise, l'idée de la protection faisait son chemin et prenait corps chaque année davantage.

En 1897 se réunit à Zurich un congrès international de législation ouvrière (2). Ce congrès était ouvert à tous les représentants des associations de travailleurs sans distinctions d'opinions politiques ou religieuses ; mais sur les 386 délégués qui s'y rendirent, neuf dixièmes appartenaient soit au parti socialiste, soit au parti des catholiques sociaux : si bien que dès le début on put redouter des divergences trop accentuées entre ces deux éléments de la majorité. Les appréhensions furent d'autant plus vives qu'aussitôt après que le Dr Gehrig, de Berne, et le Dr Riemann (Bienne) eurent exposé la raison économique et les conséquences sociales de l'exploitation de l'enfance (3) ; la question de la protection se

(1) Agahd, *Kinderarbeit*, p. 119.

(2) *Ibid.*, p. 106.

(3) Séance du 24 août.

trouva mêlée à celle de l'école par le discours de l'abbé Daens (Belgique). Sur ce point surtout on pouvait redouter de violents conflits. La tolérance des catholiques les évita, et ils se contentèrent de réserver les droits de l'enseignement libre. Les congressistes furent d'accord sur la nécessité de prolonger l'obligation scolaire au-delà de ses limites actuelles dans beaucoup d'États, et les délégués autrichiens eux-mêmes semblèrent oublier que dans leur pays c'était la tendance contraire qui prévalait alors.

Mais l'on fut moins unanime pour l'application du principe sur la limite d'âge et le détail de la réglementation (1). Néanmoins, le Congrès de Zurich eut cet heureux effet de ranimer en Allemagne l'ardeur d'une grande force sociale : les instituteurs.

En 1898, ils se réunirent à Breslau en un Congrès national. Ce Congrès émit le vœu que tout travail fût interdit aux enfants encore soumis à la loi scolaire, mais comme cette prétention semblait un peu prématurée, l'assemblée préconisait pour l'instant l'interdiction de tout métier au-dessous de douze ans,

(1) Le comité d'organisation proposait comme limite d'âge quatorze ans, mais la section du comité de préparation chargée de la question trouva cette rédaction trop timide, et pour tenir compte du vœu des députés anglais qui préconisaient seize ans, elle proposa la prolongation de la scolarité et l'interdiction de tout travail avant quinze ans. Malgré l'opposition de l'abbé Daens (Belgique) et de l'abbé Christ (Fribourg), ce texte prévalut et après un scrutin des plus confus fut voté à soixante-sept voix de majorité.

la suppression de toutes les circonstances et excuses qui nuisent au travail industriel ou agricole, l'interdiction d'employer les enfants avant la classe du matin, la réglementation de la journée de travail et la prohibition de certaines occupations. Une seconde assemblée tenue à Chemnitz (1) confirma ces vues et en pressa la réalisation.

Mais c'est surtout par des campagnes individuelles que le corps enseignant provoqua le législateur à agir. L'un de ses membres entre autres, M. Agahd de Rixdorf, fit de la cause des enfants sa spécialité, son idéal, son apostolat, et certainement on peut à bon droit le considérer comme l'ouvrier des premières mesures législatives prises en Allemagne pour étendre la protection en dehors de l'industrie.

Le Parlement semble d'ailleurs tout disposé à suivre une aussi vaillante impulsion.

En 1898 le député Hitze, du centre, dépose un projet sur le travail industriel des enfants. Mais ce projet n'aboutit pas.

En 1899, la discussion du budget de l'Intérieur

(1) Le vœu rédigé par l'assemblée de Chemnitz demande :
 1^o l'interdiction de l'occupation des enfants avant douze ans accomplis ; 2^o au-dessus de cet âge l'interdiction du travail avant la classe, du travail à forfait et du cumul des métiers ; 3^o la fixation d'une durée maxima de travail très courte, même en vacances ; 4^o l'interdiction de certains travaux ; 5^o la prochaine extension de la protection à l'agriculture ; 6^o la collaboration des instituteurs à l'application de la loi.

ramène la question (1). Les socialistes Wurm et Zubeil critiquent les statistiques officielles et proposent l'interdiction radicale de tout travail des enfants avant onze ans. Les nationalistes et les libéraux apportent à la tribune des faits saisissants : dans le district d'Aix-la-Chapelle de quatre à cinq mille enfants sont exploités, dans le haut pays de Reuss des enfants de cinq à six ans sont payés 10 pfennigs l'heure. Le Dr Zwik (indépendant) détruit l'argument pédagogique sans cesse invoqué et démontre que l'occupation prématurée de l'enfant n'a jamais pu servir à son éducation, il proteste contre l'insuffisance des mesures de police, qui sont le seul frein aux abus, et s'élève avec chaleur contre la liberté accordée par les lois à l'autorité du père de famille.

En 1900, nouvelle instance : la Commission chargée d'examiner le projet de loi modifiant le Code industriel présente après son rapport une résolution qui invite les États confédérés à étendre dans leur ressort les dispositions de ce Code à l'industrie à domicile ou à présenter un projet de loi générale.

Enfin, le 14 janvier 1902, en séance de la Chambre, le secrétaire d'État au ministère de l'Intérieur, M. de Posadowosky, annonce qu'un projet de loi réglant le travail des enfants a reçu l'agrément de l'Em-

(1) Agahd, *Kinderabeit*, p. 124 et suiv.

pereur et sera mis en discussion. Deux jours après semblable communication est faite au Conseil fédéral. Au Reichstag cette annonce provoqua une violente explosion de mécontentement du député Schlumberger, qui s'écria qu'elle était un comble de folie, cette soi-disant protection des enfants qui les jetterait à la rue et en ferait des paresseux ! Mais à part cette manifestation que les journaux du lendemain qualifièrent de « grotesque incartade », le gouvernement put se féliciter de l'accueil fait à son projet(1). Sans doute les socialistes ne la trouvèrent pas assez radicale, mais les autres partis de l'assemblée comprirent que la législation en pareille matière ne pouvait guère encore que « tâter le terrain ».

Le projet, après une première délibération sur l'ensemble, fut remis à une commission, et adopté en troisième lecture, le 23 mars. Le 30 il prenait force de loi et entra en vigueur le 1^{er} janvier 1904.

(1) *Soziale Praxis*, année 1901-02, n° 31.

CHAPITRE VIII

LOI DE 1903

—

I

PRINCIPES GÉNÉRAUX.

La solution la plus simple qui s'offrait au législateur de 1903 eût été la généralisation complète des mesures prescrites par le Code industriel pour les fabriques, l'abolition du caractère exceptionnel qu'avait conservé à la loi de 1853, même fondue dans le Code industriel, le souvenir pourtant lointain de son origine.

Cette extension avait déjà été proposée en 1877 par les socialistes (1) et en 1902, quelques députés du centre en reprirent l'idée. Mais la loi de 1903 ne voulut pas aller si loin, et créa une réglementation nouvelle, distincte du régime des fabriques et s'appliquant aux autres professions régies par le Code industriel.

(1) Elle figure dans les programmes socialistes d'Ecfurth.

Le régime créé par la loi de 1903 s'applique donc en propre :

1° Aux ateliers laissés en dehors de toute réglementation (1) et en particulier aux ateliers à domicile. Ceux-ci semblent spécialement visés par cette disposition qui considère comme ateliers « tous locaux servant au coucher, à l'habitation, à la cuisine, lorsque des travaux industriels y sont exécutés » (2) ;

2° Aux entreprises commerciales et de transport, le mot commerce comprenant (3) non seulement la vente en gros et en détail, mais encore le commerce d'argent et de crédit, les banques et les établissements de prêts sur gage, l'édition de journaux, les sociétés coopératives de consommation, et toutes les professions auxiliaires, bureaux de commission ou d'expédition ;

3° Aux représentations et exhibitions publiques ;

4° Aux débits de boissons et aux hôtelleries. Une proposition avait été faite qui ajoutait expressément le relevage des quilles, mais la commission la repoussa, considérant que cette occupation tombait sous la réglementation générale des débits (4) ;

5° A la distribution de marchandises et autres courses.

(1) Même aux ateliers situés en plein air. *Motifs*, p. 23.

(2) *Exposé des motifs*, p. 23.

(3) *Spangenberg*, p. 52, *Rhæmer*, p. 813, *Stæf sel*, p. 39.

(4) *Zwick*, p. 52.

Tel est le domaine de la loi. Elle vise toute occupation des enfants, même occasionnelle, et, pour lui être soumis, leur emploi n'a pas besoin d'être constaté par un contrat de travail (1). La protection s'étend en outre sur tout le territoire de l'empire, quelle que soit la nationalité des enfants considérés.

Le régime inauguré en 1903 pour ces divers travaux se distingue du régime des fabriques par sa modération surtout en ce qui concerne l'âge des enfants. Le Code industriel interdit le travail dans les fabriques jusqu'à treize ans et le réglemente jusqu'à seize ans. La loi de 1903 qui contient plusieurs âges d'admission, ne protège pas la catégorie des « jeunes ouvriers ». Son action ne s'étend pas au-delà d'une enfance considérée comme terminée à treize ans et au lieu de poser ce principe que le travail professionnel et le travail s'excluent l'un l'autre, elle admet leur cumul comme d'ailleurs l'admettait le Code lui-même avant la loi de 1891.

L'innovation principale de la loi de 1903 fut de pénétrer là où aucune autre encore n'avait pénétré. Jusqu'à elle, toutes les lois sociales s'étaient arrêtées au seuil de la famille, la loi de 1903 rompit avec avec cette discrétion traditionnelle et réglementa l'emploi des enfants par leurs propres parents.

Malgré la gravité d'une telle mesure, le pas semble

(1) *Exposé des motifs*, p. 13.

avoir été aisément franchi. Cette partie de la loi ne rencontra guère de résistance et les débats du Reichstag témoignent de la facilité avec laquelle tous les partis admirent ce coup direct porté à la puissance paternelle. C'est probablement à l'horreur des faits révélés par les enquêtes qu'il faut attribuer cette presque unanimité de l'assemblée.

Les députés de la droite reconnaissent bien que l'innovation est hardie, mais ils en proclament la nécessité (1). Ils souhaitent seulement que cette intervention dont ils acceptent le principe soit modérée et aussi peu tracassière que possible. En face du « droit d'autorité des parents » se dresse le « droit de nécessité des enfants », il faut, en sauvegardant l'un respecter l'autre.

D'ailleurs la loi scolaire et son obligation constituent une première limitation de l'autorité paternelle (2), la réglementation projetée n'est au fond qu'un complément de la loi scolaire dont elle est destinée à assurer l'efficacité.

En outre les droits du père de famille ont déjà reçu une atteinte des plus graves avec les lois sur « l'obligation forcée » (Zwangserziehung). Le Code civil allemand prévoit en effet que l'enfant sera retiré

(1) Reichtagsverhandlungen, séance du 23 avril 1902, M. de Richthofen.

(2) Cf. Reichtagsverhandlungen, séance du 13 avril 1902, p. 5020, Dr Zwirk.

à ses parents non seulement si ceux-ci ont commis quelque délit envers lui, mais même en dehors de cette hypothèse, quand l'enfant est « moralement mal élevé ». Ainsi quand un père de famille a fait tout ce qu'il était en son pouvoir pour bien élever son enfant, si ses procédés d'éducation ne réussissent pas et sont proclamés insuffisants par le tribunal des tutelles, l'État a le droit de se substituer à lui.

Cette disposition du Code civil est abandonnée à la libre appréciation des États confédérés qui ont le droit de ne pas la mettre en vigueur. Mais, depuis 1899, un mouvement s'est généralisé parmi ces États pour y introduire cette mesure. « L'éducation forcée » a été introduite en Wurtemberg, en Bavière, en Saxe (1).

Enfin après un siècle et demi de « despotisme éclairé », la conscience allemande était prête à accepter le droit de l'État sur l'enfant et l'un des plus chauds défenseurs de la jouissance paternelle, le reconnaît lui-même : « Dans la mesure où la nécessité se manifeste d'une intervention supérieure parce que la famille ne peut s'acquitter des soins qui lui incombent, ou qu'elle les néglige grossièrement, l'autorité a le droit de s'y substituer. »

Au reste l'intervention du législateur dans la famille est encore très modeste ; si le père employeur

(1) En Prusse loi du 2 juillet 1900, en Bavière loi du 10 mai 1902, en Saxe ordonnance du 16 novembre 1902.

n'a plus son immunité d'autrefois, il continue à bénéficier d'un régime de faveur, la loi distinguant le travail des « enfants étrangers » et celui des « enfants propres ».

Le principe de cette double réglementation fut combattu. Les socialistes voulaient une mesure plus absolue (1). Le centre et la droite, tout en reconnaissant que cette distinction pouvait avoir ses dangers (2), obtinrent qu'elle fût maintenue : l'intervention du législateur dans la famille étant nouvelle devait procéder avec prudence et ménagement (3) et l'on peut considérer les « enfants propres » comme protégés déjà par l'affection et la sollicitude de leurs parents.

II

PROTECTION DES ENFANTS HORS DE LA FAMILLE.

La protection des enfants qui travaillent hors de leur famille comporte la prohibition absolue de certaines occupations et une réglementation plus ou moins sévère des autres.

(1) Deuxième délibération de la loi de 1903, séance du 31 janvier, amendement Baudert.

(2) *Ibid.* Discours de M. Trimborn.

(3) Première délibération. Reichstagsverhandlungen, séance du 23 avril 1902, p. 5017. M. de Herrnsheim.

1° Occupations prohibées (1).

Un certain nombre d'occupations sont interdites soit à cause des efforts qu'elles exigent, soit à cause des dangers qu'elles présentent :

1° La loi prévoit en premier lieu les constructions de toutes sortes, qu'elles soient en hauteur ou en profondeur, celle des routes et des chemins de fer étant comprises dans cette prohibition. Evidemment le pavage doit y rentrer aussi ; mais pour éviter toute incertitude, le Reichstag préféra en faire mention expresse ;

2° Ensuite vient un complément aux mesures déjà édictées relativement aux tuileries et aux carrières à ciel ouvert. Le Code industriel ne s'y applique, à celles-là, que si elles sont stables, à celles-ci que dans le cas où « leur exploitation est continue », ce qui permettait toutes sortes d'abus. La loi de 1903 étend à toutes les autres exploitations de ce genre l'interdiction du travail au-dessous de treize ou quatorze ans ;

3° Le projet prévoyait en outre l'interdiction d'employer les enfants au mélange et à la trituration des couleurs, aux travaux ayant lieu dans les celliers

(1) Article 4, projet, p. 2, 16-18. Rapport de la commission, 13-19. Reichstagsverhandlungen, p. 4999, 7614, 8833.

tels que le rinçage des bouteilles dans les caves, le tirage du vin et de la bière. Le Reichstag y ajoute le ramonage, bien que peu d'enfants y fussent occupés, et les travaux de camionnage connexes aux entreprises d'expédition ;

4° Enfin une liste annexée à la loi énumère une série d'ateliers où le travail des enfants n'est pas permis. Cette liste peut être modifiée par le Conseil fédéral qui doit en ce cas communiquer immédiatement au Reichstag les changements qu'il aura introduits ; le droit du Conseil fédéral de modifier cette liste impliqua celui de la restreindre ; aussi inspira-t-il quelque ombrage aux socialistes ; mais la commission tint à maintenir cette disposition afin que le Conseil fédéral pût supprimer de la liste de prohibition, après en avoir été mieux informé, des industries qu'on y aurait portées à tort (1).

Sans doute, les exploitations visées peuvent comporter des travaux faciles et que le législateur aurait pu autoriser, mais il a craint d'ouvrir la porte aux abus. Même les travaux d'emballage sont interdits aux enfants et seul est permis leur emploi pour les courses (2).

(1) Le fait s'est produit. La chambre de commerce de la petite ville de Villingen dans la Forêt Noire a obtenu que la réparation des montres serait supprimée de la liste des travaux prohibés.

(2) *Exposé des motifs*, p. 16.

2° *Réglementation des occupations permises* (1).

1° L'âge d'admission est fixé à douze ans, sans exception (2).

Les socialistes demandèrent que cette limite fût élevée à treize ans, mais en vain.

2° La loi de 1903 protège exclusivement les écoliers, elle doit songer à leur assurer l'efficacité de l'enseignement scolaire compromis par le travail industriel et se préoccuper de leur instruction autant que de leur santé (3). Aussi non seulement le travail de nuit leur est interdit entre les limites très étendues de 8 heures du soir à 8 heures du matin, mais encore, afin qu'ils n'apportent pas à l'école un esprit déjà fatigué par la distribution de déjeûners ou l'accomplissement de quelque autre ouvrage, la loi défend de les employer avant les classes du matin. De même, non seulement un repos de deux heures doit leur être accordé à midi, mais encore, pour qu'ils aient le temps de se préparer à la classe du lendemain, leur occupation professionnelle ne peut commencer moins d'une heure après l'achèvement de leurs cours.

(1) A. 5 à 11 inclusivement.

(2) *Projet*, p. 2, 18, 20. *Rapport de la commission*, p. 19, 21. *Compte rendu sténographique*, p. 4999 et suiv., 7616 à 7619, 8833.

(3) *Ibid.*, p. 18 et 19.

Les socialistes trouvèrent ces mesures insuffisantes. Ils proposèrent d'allonger le délai d'une heure après l'école et d'interdire tout travail entre la classe du matin et celle du soir. Cette dernière mesure aurait eu le grave inconvénient dans les endroits où la classe du matin finit à 9 ou 10 heures et où celle de l'après-midi commence de 2 à 3 heures de causer une perte de temps considérable.

En outre, l'ensemble de la proposition aurait eu pour conséquence de reporter l'emploi industriel de l'enfant tout à fait à la fin de la journée, à l'heure où il faut allumer les lampes et par suite à un instant mal choisi (1). Aussi le centre et la droite firent écarter cette mesure.

3° La durée journalière de travail est limitée à un maximum de trois heures — quatre pendant les vacances. — Avec les cinq heures de classe et le temps de faire les devoirs, l'organisme de l'enfant est donc astreint pendant l'année scolaire à neuf heures d'application, soit deux de plus que le prescrivent les hygiénistes.

4° L'obligation du repos dominical est absolue, sauf pour les enfants occupés à faire les courses. Ces derniers peuvent travailler deux heures le dimanche, mais à la condition de n'être employés ni

(1) Reichstagsverhandlungen, séance du 23 avril 1902, p. 7618. Rohmer, p. 815.

après une heure de l'après-midi, ni moins d'une demi-heure avant le commencement du service divin principal, ni pendant la durée de celui-ci ;

5° A l'égard de certains métiers, la réglementation est renforcée : dans les débits de vin et hôtelleries, il interdit d'employer les petites filles encore soumises à l'obligation scolaire à cause des dangers moraux qu'entraînerait pour elles le commerce avec les hôtes.

Cette prohibition s'étend aussi aux garçons à l'égard des représentations théâtrales et des exhibitions publiques.

Exceptionnellement, pour les spectacles qui présentent un grand intérêt artistique, les autorités administratives inférieures peuvent autoriser des dérogations après avoir entendu les autorités chargées de l'inspection scolaire (1) ;

6° Enfin certaines formalités sont imposées tant aux employeurs qu'aux parents, afin de faciliter le contrôle de la loi, au moins quand il s'agit d'une occupation régulière et non pas seulement occasionnelle des enfants :

(1) Lors de la délibération de la loi au Reichstag, cette exception, sans être précisément attaquée fut regrettée. M. de Posadowsky exprima le sentiment de gêne qu'on éprouve à voir des enfants sur la scène. Evidemment la question est des plus délicates ; aussi les socialistes s'étonnèrent, peut-être à bon droit, qu'elle fût soumise, même avec le contrôle de l'autorité scolaire, à des autorités administratives inférieures.

a) L'employeur doit faire une déclaration préalable aux autorités de police locale et indiquer la nature de l'exploitation et les locaux où elle s'exerce. Cette formalité a pour objet de le soumettre aux visites d'inspection nocturne pour lesquelles rien ne limite le droit de l'autorité ;

b) Les parents doivent demander la délivrance d'un livret de travail ou du moins y consentir. Ce livret est remis à l'employeur qui le garde et doit le présenter à toute réquisition de l'autorité. Ce système, — calqué sur celui du Code industriel, — permet à la police d'intervenir en cas d'abus ; celle-ci peut en effet, après avoir entendu les autorités chargées de l'inspection scolaire, retirer le livret de tel ou tel enfant et refuser d'en délivrer un nouveau.

Lorsque le contrat de travail est rompu ou qu'il a expiré, l'employeur doit remettre le livret au représentant légal de l'enfant, ou si l'on n'en peut découvrir le domicile, aux autorités de police locale.

III

PROTECTION DU TRAVAIL DES ENFANTS DANS LA FAMILLE.

1° *Détermination des « propres enfants »* (1).

La détermination de ce qu'il faut entendre par « enfant propre » n'allait pas sans quelques difficultés (2). D'une part, il ne fallait pas donner à cette expression un sens trop étroit, ce qui aurait forcé certains ménages à créer deux régimes de travail, l'un pour leurs descendants directs, le second pour les enfants qu'ils pourraient avoir chez eux à divers titres ; — d'autre part il ne fallait pas compromettre l'efficacité de la loi en étendant démesurément les atténuations consenties en faveur des parents.

Au sein même de la famille, sont considérés comme « propres enfants » ceux qui sont parents jusqu'au troisième degré avec la personne qui les emploie ou avec son conjoint. Ce sont donc (3) leurs descendants légitimes directs, leurs petits-enfants, leurs frères et sœurs, neveux et nièces, quand bien

(1) A. 3.

(2) *Projet*, p. 2, 15 et 15. *Rapport de la Commission*, p. 11 à 13. Reichstagsverhandlungen, p. 4998, 5011, 5015, 7612, 8833.

(3) A. 1589, 1590 du Code civil.

même le mariage serait dissous par la mort ou par la séparation. Les enfants naturels ne sont réputés parents à aucun degré avec leur père et n'ont de rapport qu'avec leur mère

Aux enfants ainsi désignés, la loi assimile ceux qui sont adoptés par la personne qui les occupe ou par son conjoint.

Mais à ces deux catégories d'enfants, la loi en joint encore une troisième qui est complètement étrangère à la famille (1).

Il arrive que l'administration, en vertu des lois déjà mentionnées sur « l'éducation obligatoire », retire un enfant à sa famille pour le remettre à une autre. Les pouvoirs du « tribunal des tutelles » sont en pareil cas très étendus. Faut-il, dans cette nouvelle famille, considérer l'enfant ainsi confié comme un « enfant propre » ? — D'une part il est à craindre que le ménage n'accepte l'enfant que pour l'exploiter(2) : les indemnités versées en pareille occurrence sont si minimes qu'on y chercherait vainement la seule raison d'agir de ces gens ; — d'autre part, il importe de ne pas créer dans le ménage en question une telle dualité de régime que les enfants de la maison soient moins bien traités que les autres sous le

(1) Deuxième délibération de la loi de 1903, séance du 3 janvier 1903.

(2) Reichstagsverhandlungen, séance du 23 avril, M. Rössike, séance du 24 avril 1902, p. 5-029 c. Dr Muller.

même toit. Il y aurait pour ceux-là un privilège à rebours si, chez eux et devant eux, des étrangers étaient l'objet d'une protection légale plus complète que la leur et quittaient le travail alors qu'ils y seraient encore astreints. La loi a voulu éviter l'occasion de telles jalousies et se décida pour l'assimilation, mais sous des garanties sérieuses :

1° L'assimilation est soumise à cette condition (1) que la famille ait des enfants et que ceux qui lui seront confiés fassent partie du ménage, soient occupés en même temps et dans les mêmes conditions que les « propres enfants ». Si les deux sortes d'enfants doivent être traités différemment, la loi est fondée à exiger que le régime des enfants étrangers soit le régime normal des enfants étrangers et non le régime de faveur.

2° Mais même sous cette condition, les abus restent à craindre : à savoir qu'un ménage, déjà pourvu d'enfants, n'en recueille d'autres et ne les mêle aux siens qu'afin de jouir des prérogatives attachées à l'emploi « d'enfants propres » et de tourner ainsi la loi. Aussi la loi a-t-elle spécifié que l'assimilation ne se produirait qu'au cas, — relativement rare, — de « l'éducation forcée », — ce qui suppose un jugement du tribunal des tutelles et exclut les cas beaucoup plus nombreux où l'Assistance publique, sans le

(1) Proposition Trimborn, séance du 31 janvier 1903.

jugement cité plus haut, — place un orphelin chez des particuliers.

2° Réglementation du travail de l'enfant dans sa famille (1).

Sous le rapport des prohibitions, il n'y a aucune différence entre les « enfants propres » et les « enfants étrangers », la prohibition vise en effet des occupations dangereuses en soi et qui le seraient autant pour une catégorie d'enfants que pour une autre (2).

C'est relativement aux occupations permises que les parents sont favorisés d'un régime privilégié :

1° La limite d'âge est abaissée à dix ans dans les ateliers et entreprises de commerce et de transport. Encore le Conseil fédéral a-t-il le droit d'autoriser l'occupation d'enfants plus jeunes à des travaux « particulièrement faciles et proportionnés à leur âge » (collage de sacs, triage de café, enfilage de perles, etc.). Combien d'ailleurs, ces travaux « faciles » deviennent vite fastidieux et quelle fatigue ils entraînent à la longue pour le jeune organisme qui y est astreint !

(1) A. 12 à 17 inclus.

(2) *Projet*, p. 4, 22, 23. — *Rapport de la Commission*, p. 28-30. — *Compte rendu sténographique*, p. 5000 et suiv., p. 7619, p. 8833.

2° La fixation d'un maximum d'heures de travail est supprimée. Seules sont maintenues l'interdiction du travail de nuit, l'occupation avant la classe du matin, l'obligation du repos de deux heures au milieu de la journée et du délai d'une heure après la classe du soir :

3° Dans les restaurants et cafés, la prohibition d'employer les petites filles est maintenue, et la limite d'âge reste fixée pour les garçons à douze ans. Mais le législateur a voulu ménager la petite auberge de campagne où les dangers ne sont pas si grands que dans les cafés et restaurants de la grande ville ; aussi dans les localités qui comptent moins de 20,000 habitants, les autorités administratives inférieures peuvent accorder certaines dérogations après avoir entendu les fonctionnaires chargés de l'inspection scolaire, et seulement si le patron n'emploie pas de personnel étranger à sa famille (1) ;

4° L'emploi d'enfants à la distribution de journaux, à la livraison du pain et du lait ou à d'autres courses est délivré de toute réglementation légale. Seulement des ordonnances de police peuvent apporter des restrictions à cette liberté. Quelles restrictions et jusqu'où vont-elles ? la loi omet de les préciser. A défaut de ces ordonnances, le boulanger peut

(1) Les socialistes n'approuvaient pas cette mesure, ils craignaient l'amitié du restaurateur et des employés de l'administration des petites villes.

envoyer son fils porter le pain, la blanchisseuse peut envoyer livrer le linge, comme ils l'entendront et aux heures qu'il leur plaira, — fût-ce pendant la durée des offices religieux ;

5° Les parents qui emploient leurs enfants n'ont aucune déclaration à faire, aucun livret à demander ;

6° Les visites d'inspection ne peuvent avoir lieu la nuit que si les circonstances permettent de soupçonner des infractions à la loi.

Le législateur semble bien avoir songé à supprimer ce régime d'exception quand l'enfant travaille chez ses parents pour le compte d'un étranger. Le cas où des enfants aident leurs parents dans leur tâche ne devait-il pas être distingué de celui où ils ont un métier propre, distinct de celui de leurs parents ? Le législateur voulait bien témoigner plus de bienveillance dans le premier cas, mais il désespère qu'on puisse jamais contrôler, si un enfant qui travaille chez lui travaille pour ses parents ou pour des tiers ; aussi est-il posé en principe que les mêmes règles s'appliqueraient aux deux cas, sauf les deux exceptions suivantes : quand un enfant doit être occupé par ses parents pour le compte d'un tiers :

1° L'âge d'admission reste fixé à douze ans ;

2° L'emploi comme garçon de course reste soumis aux dispositions générales.

IV

L'APPLICATION DE LA LOI.

L'exécution de semblables mesures et le contrôle de cette exécution présentaient des difficultés que le législateur ne se dissimula point. On parla au Reichstag de créer un corps d'inspecteurs spécialement consacré à cette surveillance (1), mais on recula devant les conséquences budgétaires et sociales de cette institution. D'ailleurs les services d'inspection industrielle sont laissés à l'initiative des divers gouvernements confédérés.

L'exécution de la loi est confiée au Conseil fédéral et pour les points qu'il n'aura pas réglés, aux divers gouvernements. Si ceux-ci gardent le silence, la surveillance est exercée (conformément à l'article 139 *b* du Code industriel), c'est-à-dire par l'inspection du travail concurremment avec la police.

En fait, ce furent les gouvernements qui, dans leurs ressorts respectifs, organisèrent l'exécution de la loi, et malheureusement ils s'en tinrent trop sou-

(1) Proposition du centre. Les socialistes demandaient principalement le concours des médecins et des maîtres, les libéraux suggéraient la création d'assistantes féminines à l'inspection du travail (Cf. *Soz. Praxis*, 1901-1902, n° 34).

vent aux dispositions de l'article 139 *b*, alors que l'histoire de la loi nouvelle, son caractère, et son champ d'application tout particulier, exigeraient évidemment un autre organe.

OEuvre des instituteurs, résultat de leurs campagnes, démontrée nécessaire par leurs statistiques, élaborée sur des plans dressés par l'un d'entre eux, enfin intéressant exclusivement l'enfance scolaire, elle semblait d'elle-même indiquer leur collaboration.

Ils s'y étaient d'ailleurs offerts eux-mêmes, et au Congrès de Chemnitz en 1902 avaient exprimé cette espérance qu'on leur donnerait une part à la délivrance des livrets de travail et au contrôle.

L'exposé des motifs de la loi avait clairement justifié cet espoir : « Quand on considère dans quelle mesure les maîtres ont porté leur attention sur cette question, on est bien-fondé à croire que l'intérêt qu'ils y ont pris s'accroîtra encore, lorsque les prescriptions à édicter leur auront donné, vis-à-vis des parents, l'appui officiel dont ils ont besoin. »

M. de Posadowsky avait été plus explicite encore :

« Le meilleur jugement en cette matière ne sera jamais celui des inspecteurs du travail, mais celui des maîtres d'école. »

Aussi quand parurent dans les divers États confédérés les ordonnances d'exécution, les instituteurs s'étonnèrent que ce rôle si fermement promis ne leur

fût pas accordé. Ainsi en Prusse (1), l'autorité scolaire appelée à donner son avis pour le retrait des livrets de travail, l'autorisation des exceptions, etc., est celle de l'inspecteur (2). Or l'inspecteur est un fonctionnaire déjà lointain, ce n'est pas lui qui connaît l'enfant, qui s'est informé de ses maladies, des raisons de ses absences et de la négligence dont ses devoirs témoignent. Seuls les instituteurs possèdent ces premiers indices des infractions à la loi et les données du problème particulier qui se pose pour chaque individu.

Les États ont craint de faire des instituteurs les espions des familles, et pour leur garder leur dignité d'éducateurs, ont voulu leur épargner une fonction de police (3). Cela est très manifeste dans certaines ordonnances qui prescrivent à l'inspection du travail de garder confidentiellement secrètes les indications qu'elle aura reçues des maîtres.

Les instituteurs sont les premiers à se plaindre de cette discrétion qu'on leur impose. Tout d'abord, leur tâche ne serait un peu délicate que vis-à-vis des parents qui exploitent eux-mêmes leurs enfants — et non vis-à-vis des patrons étrangers. — Mais même

(1) *Soziale Praxis*, XIII^e année, n^o 12.

(2) Ordonnance du 7 décembre 1903. A. article 3.

(3) Cf. lors de la deuxième délibération de la loi (31 janvier 1903), Discours du député Hasse (Reichstagsverhandlungen, p. 7593).

dans le premier cas leur intervention pourrait être d'abord officieuse et bienveillante ; elle serait même sympathique au public quand, pour éviter une sanction pénale, elle commencerait par un avertissement (1).

Mais si la plupart des gouvernements se sont contentés à l'égard des instituteurs d'une mention platonique (2) et de pure forme, quelques autres, — en particulier ceux de Hambourg, de Hesse et de Saxe Altenbourg, — ont compris le bénéfice qu'ils retireraient de leur collaboration et l'ont habilement organisée.

A Hambourg (3), les instituteurs des diverses classes doivent signaler au directeur de l'école ceux de leurs élèves qui semblent illégalement exploités. Celui-ci les interroge en particulier suivant un formulaire dressé par l'administration. S'il acquiert la certitude que la loi est violée par les parents, il doit les entretenir, les raisonner, leur exposer au besoin la loi et ses sanctions, et si cet avertissement ne suffit pas, transmettre le formulaire rempli aux autorités scolaires supérieures qui provoqueront l'action de l'inspection industrielle et de la police.

(1) *Pädagogische Zeitung*, 1903, n° 23.

(2) Telle l'ordonnance de Dusseldorf : « nous espérons que le corps enseignant prendra part à la protection des enfants qui lui sont confiés ».

(3) Ordonnance du 30 octobre 1903.

En Hesse (1), le système est peut-être encore plus parfait, il est complété par une sorte de « casier industriel » de l'enfant. Non seulement les maîtres sont tenus de signaler aux autorités chargées de la surveillance toutes les infractions qu'ils constatent, mais encore ils doivent rédiger une fiche pour chacun de leurs élèves occupés industriellement. Elle indique les noms, prénoms et âge de ces enfants, l'adresse de leur représentant légal, ceux de leur employeur, et tous les renseignements relatifs à leur travail : sa durée, sa nature, les heures auxquelles il a lieu avec les remarques de l'instituteur. Renouvelées tous les semestres, ces fiches sont communiquées à toute réquisition de l'inspection scolaire.

*
* * *

Mais si active que soit la collaboration des maîtres, et si habiles que soient les systèmes organisés par les divers États, la loi restera lettre morte si elle ne s'infuse pas profondément dans les mœurs. Les abus qu'elle prétend combattre sont intimement mêlés à la vie du peuple, il faut que d'elle-même elle les détruise, il faut que le contrôle officiel soit préparé par l'opinion publique (2).

Les instituteurs, — écartés généralement de ce

(1) Ordonnance du 12 décembre 1903.

(2) Agahd, *Das Gesetz von 1903*, p. 34.

contrôle officiel, — se sont rejetés avec ardeur sur cette tâche d'apostolat auprès de l'opinion publique (1). Leurs premiers efforts ont été consacrés à répandre la connaissance de la loi. Ils en ont fait afficher des extraits dans les vestibules des écoles avec une liste des occupations permises, ils ont fait imprimer ces mêmes extraits et ces mêmes listes dans les livres scolaires, malgré le danger qu'il y a peut-être à enseigner aux enfants qu'ils ont des droits et possèdent des armes contre leurs parents. Pour instruire les adultes (2), ils ont organisé des réunions où prirent la parole des conférenciers ambulants envoyés par de grandes associations telles que « l'Union pour l'hygiène du peuple », « l'Association de politique sociale », etc... Ils ont d'ailleurs obtenu l'heureuse collaboration de la presse, du clergé de toutes les confessions, des œuvres de patronage et de préservation de l'enfance, des organisations ouvrières qui ont inscrit au catalogue de leurs bibliothèques le texte de la loi. Enfin des administrations publiques ont puissamment contribué par leurs agences de renseignements à la diffusion de ses principes. Par des almanachs, par des tracts inspirés de ceux que répandit la Société protectrice des animaux (!) la conscience populaire a été peu à peu formée à cette idée que tout ce qui

(1) *Ibid.*, p. 40.

(2) Agahd, *Das Gesetz von 1903*, p. 38.

n'est pas défendu n'est peut-être pas permis pour cela.

Aussi l'idée n'a pas tardé à se faire jour que dans le milieu même des travailleurs les autorités chargées de la surveillance pourraient trouver une aide précieuse (1). Un inspecteur du travail prétend même que, — malgré le concours des médecins, des instituteurs et de la police, — l'inspection du travail ne pourra rien sans la collaboration officiellement organisée d'ouvriers intelligents qui « seuls ont une expérience assez approfondie de la condition morale, économique et sociale de leur milieu, une connaissance assez sûre des familles et des ménages ouvriers ».

Evidemment les unions qui avaient fait campagne en faveur de la loi ont voulu mettre à profit leur victoire. L'ordonnance prussienne consacra même officiellement les efforts de l'Union centrale pour le patronage de la jeunesse. Sous la direction de cette association, les autres œuvres ont organisé pour l'enfant du peuple toute une vie de jeux et de santé, des colonies de vacances, des bains et des lieux de patinage à bon marché, des excursions. A Dresde et à Berlin, elles ont créé des « stations de jardinage », sains dérivatifs à l'occupation industrielle (2).

(1) *Soziale Praxis*, XII^e année, n^o 96.

(2) Cf. Schmidt Monnard. *Fürsorge für die schulpflichtige Jugend*, Jena, 1904.

Les administrations d'assistance publique (1) ont aussi compris que l'interdiction du travail des enfants finirait par leur permettre des économies en arrêtant la dépression des salaires d'adultes et en diminuant les cas de chômage. Aussi sont-elles entrées dans le mouvement provoqué par les instituteurs. En 1902 l'Assistance publique de Berlin adressait à ses employés les instructions suivantes : « Il faut, en particulier, prendre bien garde à ce que les enfants ne soient employés ni trop tôt, ni trop tard aux petits métiers accessoires. Quand la mère prétend ne pouvoir se passer du salaire de l'enfant, il faut le vérifier avec soin et si le fait est exact, hausser convenablement le secours ».

L'impulsion a même gagné les maisons d'éducation charitables, les établissements de sauvetage de l'enfance, qui ont décidé, sous l'influence de M. Aghad, de ne plus occuper leurs enfants à travailler pour les fabriques ou les entrepreneurs, à ne plus leur donner que des besognes permises par la loi, etc...

Enfin, — en vue de créer aux enfants des conditions de travail meilleures, — on a préconisé leur assurance contre les maladies (2). N'importait-il pas d'en proclamer l'obligation pour les petits travailleurs comme pour les travailleurs adultes, ce qui

(1) Agahd, *Gesetz von 1903*, p. 58.

(2) Agahd, *Das Gesetz von 1903*, p. 63.

permettrait aux parents d'épargner leurs enfants malades ? Cette proposition est loin de rencontrer une approbation unanime (1). On craint de reconnaître par là, d'une façon presque officielle, un fait que la loi s'efforce d'enrayer, de donner à l'emploi des enfants une sorte de prime d'autant plus maladroite et odieuse que sa condition serait la maladie de ceux-là mêmes qu'on prétend protéger.

(1) M. Agahd en particulier combat cette idée.

CHAPITRE IX

LOIS ET PROJETS RÉCENTS

—

I

INSUFFISANCE DE LA LOI DE 1903.

Malgré l'ardente campagne des instituteurs et les énergies qu'ils ont su intéresser à la cause des enfants, on ne peut malheureusement pas constater que la loi de 1903 ait eu une efficacité suffisante.

En août 1904, — huit mois après le terme fixé pour son application, — une grande assemblée des instituteurs saxons peut se demander si elle est réellement entrée en vigueur. En mars 1905, un député affirme à la tribune que le texte voté deux ans auparavant est encore quasiment lettre morte (1). « Il faut renoncer à poursuivre les infractions à la loi sur le travail des enfants ; ce qu'il faut, c'est en prévenir

(1) Reichtagsverhandlungen, séance du 6 mars 1905. Discussion du budget de l'Intérieur. Interpellation Merten.

les violations en agissant sur les particuliers. » Voilà la conclusion des rapports de l'inspection du travail qui se déclare impuissante à enrayer l'exploitation de ces petits ouvriers dressés à lui mentir. Le maître même ne peut tirer la vérité de ses élèves, menacés, s'ils la disent, d'être corrigés à la maison.

Quelques rares progrès sont sans doute réalisés de ci de là (1); chez les releveurs de quilles, la situation semble s'être légèrement améliorée. L'absence est moins fréquente et les instituteurs ne les voient plus arriver le lundi échinés par leur travail de la veille.

Mais dans les pays d'industrie à domicile, la situation n'est pas modifiée et l'exploitation des petits garçons de course sévit partout comme autrefois. A Breslau, sur 1,955 distributeurs de déjeuners, 550 seulement cessent le travail quand la loi entre en vigueur. L'obligation des livrets de travail, qui est parmi les plus fréquemment violées, y est enfreinte dans les quatre cinquièmes des cas; c'est une formalité qui d'ailleurs est étrangement interprétée par les parents : ils y voient une mesure d'investigation fiscale destinée à compléter l'indication de leur revenu; leur méfiance en est accrue d'autant (2).

(1) Dans les pays comme la Hesse Darmstadt où l'industrie à domicile est peu développée.

(2) Reichstagsverhandlungen, séance du 5 mars 1905, interpellation Merten.

Mais c'est dans son économie même que la loi de 1903 contient la cause profonde de son insuccès. Le régime de faveur qu'elle consent aux parents la condamne à l'impuissance. Qu'un entrepreneur veuille employer des enfants chez lui, il ne peut ni les embaucher avant l'âge de douze ans, ni les faire travailler plus de trois heures par jour ; qu'il les emploie chez eux, la limitation de la journée disparaît, mais le minimum d'âge est maintenu. Enfin qu'il intéresse les parents à la besogne de l'enfant, même si celui-ci en fait la plus grande partie, cette entrave est levée : l'ouvrage est donné aux parents ; la mère, qui généralement reste à la maison, y met un peu la main, l'enfant le fait en réalité ; mais comme il n'est plus au service d'un étranger et qu'il aide ses parents dans leur tâche, il ne subsiste plus de la loi que l'obligation d'un repos à midi, d'un délai après la classe du soir, et l'interdiction du travail avant celle du matin.

Cette combinaison très simple permet à l'exception de devenir la règle, et il se produit avant la loi de 1903 une émigration du travail des enfants semblable à celle que provoqua la réglementation dans les fabriques. Chassé des fabriques, il se réfugie dans le petit atelier ; chassé des ateliers étrangers, il se cantonne dans l'atelier de famille, dans l'industrie à domicile, la plus pernicieuse de toutes, dernier rempart, et plus ferme que les autres, des pires abus.

II

LA LOI DE 1908 ET LE PROJET DE 1907 SUR L'INDUSTRIE
A DOMICILE.

Le 19 janvier 1906 s'ouvrait à Berlin (1) une exposition du travail à domicile dont le retentissement fut considérable.

L'année suivante deux projets furent déposés au Reichstag qui avaient pour objet commun de réformer la législation ouvrière de l'Allemagne.

L'un d'eux, dressé par les socialistes, n'aboutit pas, l'autre devint la loi de 1908.

La loi de 1908 délimite avec plus de précision les entreprises soumises à la réglementation du Code industriel (2). Ce sont, d'après sa nouvelle rédaction :

1° Les établissements qui occupent régulièrement plus de dix ouvriers ;

2° Les forges, ateliers de construction et de carénage, tuileries, carrières à ciel ouvert, mines, ateliers de l'industrie du tabac, même si ces établissements occupent moins de dix ouvriers ;

3° Les ateliers à moteurs qui étaient jusque-là

(1) Unter den Linden, dans les anciens bâtiments de l'école des Beaux-Arts.

(2) A. 154 nouveau.

l'objet d'une ordonnance impériale et que la loi nouvelle fait rentrer dans le Code, même s'ils occupent moins de dix ouvriers ;

4° Les ateliers auxquels des ordonnances impériales appliqueront tout ou partie de la réglementation considérée.

La loi de 1908 réalise donc deux innovations importantes :

1° La notion de fabrique disparaît avec l'incertitude qu'elle entraînait, elle est remplacée par un critérium plus extérieur peut-être, mais plus précis ;

2° L'immunité des ateliers où le père n'employait que des membres de sa famille, est supprimée.

En outre une réglementation spéciale du travail à domicile est inaugurée par la loi de 1908. Elle concerne le cumul du travail en fabrique avec le travail en chambre (1).

Les jours où les jeunes ouvriers et les ouvrières auront travaillé dans un établissement pendant la durée légalement autorisée, aucune tâche à effectuer au dehors ne doit leur être remise par le patron ou transmise pour le compte de tiers.

Les jours où ils ont été occupés pendant un temps moindre, de tels travaux ne peuvent leur être remis ou transmis que dans la mesure où des ouvriers de capacité moyenne et de leur catégorie pourraient

(1) A. 12.

vraisemblablement les accomplir pendant le reste de la durée du travail légalement autorisé et sans que ce travail puisse avoir lieu les dimanches et jours de fête.

En cas d'infraction, l'autorité de police compétente peut, sur requête ou après avoir entendu le fonctionnaire chargé de la surveillance industrielle, restreindre ou soumettre à certaines conditions par voie de décret et pour chaque entreprise, la remise ou la transmission de travaux de cette nature.

Ces dispositions ont le grave défaut de laisser place à une grande incertitude et la détermination de ce que peut faire en un temps donné un ouvrier de capacité moyenne dépend d'une appréciation toute contingente et variable. En outre, ces mesures ont une portée très restreinte.

Mais la loi de 1908 n'est qu'une partie votée par avance d'une réforme plus complète. Le projet de 1907 contenait une réglementation générale de l'industrie à domicile qui a été séparée du reste pour être l'objet d'une étude plus approfondie. Cette réglementation, après examen dans une commission, est revenue devant le Reichstag dans un projet de 1910, qui n'a pas encore été mis en discussion.

Outre les mesures sur les ateliers à domicile et leur salubrité, dont profiteront les enfants, des dispositions spéciales sont prises dans leur intérêt. Le nouveau projet confère à la police le droit d'imposer

à l'employeur toutes les obligations que nécessiteront la santé ou la moralité des mineurs de dix-huit ans. Parmi les prescriptions à édicter dans ce sens, sont particulièrement prévues : l'élévation des limites d'âge fixées par la loi de 1903 tant pour l'admission au travail des « enfants propres » que des « enfants étrangers », la réglementation de l'emploi des mineurs de seize ans, l'interdiction du travail pendant les heures consacrées par le prêtre chargé du catéchisme à la préparation de la première communion et de la confirmation.

Le travail des enfants serait donc l'objet d'une triple réglementation :

1° Dans les entreprises industrielles qui occupent plus de dix ouvriers, ou qui font usage d'un moteur et dans un certain nombre d'entreprises assimilées, s'applique la réglementation primitive des fabriques, contenue dans le Code industriel ;

2° Le commerce, les petits métiers de la rue, les représentations théâtrales, constituent le domaine propre de la loi de 1903 ;

3° Le travail à domicile est l'objet de cette loi spéciale à venir.

Il y a sans doute une certaine complexité dans le jeu de ces trois lois distinctes et l'inégalité de régime qui en résulterait risquerait fort d'avoir sa conséquence habituelle : de faire affluer le travail des enfants dans les formes d'industries les moins régle-

mentées. Mais outre que cette diversité s'explique par le développement historique de la législation, il est difficile de l'éviter dans une œuvre de protection qui a une aussi vaste extension et dont est seul excepté le travail des enfants à la campagne.

CHAPITRE X

TRAVAIL DES ENFANTS A LA CAMPAGNE

I

CONDITION DES PETITS OUVRIERS AGRICOLES.

Si considérable que soit le nombre des enfants occupés dans les fabriques, l'industrie à domicile et les divers petits métiers de la rue, il n'atteint pas celui des enfants employés à l'agriculture qui fut évalué en 1895 par une statistique professionnelle à 135,125. D'autre part, les instituteurs firent, dans certains pays, pour le travail des champs ce qu'ils avaient fait pour les « métiers » et se livrèrent à une enquête dont les résultats éclairent non seulement sur la quantité des enfants employés, mais sur les conditions de leur travail, surtout dans les grandes provinces agricoles de l'est : la Poméranie et la Posnanie.

En Poméranie, les investigations étaient particulièrement délicates, car le zèle des enquêteurs se

heurtait à la prudence et à la timidité des enquêtés. Les instituteurs poméraniens sont, en effet, dans une étroite dépendance vis-à-vis des grands propriétaires fonciers qui sont comme « leurs patrons ». Aussi hésitent-ils à révéler les abus qu'ils constatent. Cette franchise leur nuirait d'autant plus qu'à l'heure actuelle, en Allemagne, le puissant parti agrarien s'oppose violemment à l'intervention de l'État dans le travail agricole (1). L'un des maîtres d'école répondait en propres termes : « Je risque en remplissant le questionnaire proposé de n'améliorer ni ma situation pécuniaire, ni ma condition dans la commune. »

Néanmoins les résultats qu'on put obtenir sont assez édifiants, bien qu'ils soient évidemment inférieurs à la réalité.

En Poméranie, sur les 10,797 enfants qui fréquentent l'école, 3,969, c'est-à-dire 30 0/0, sont occupés à un emploi agricole, 757 gardent les troupeaux, 137 travaillent au jardinage ou aux tourbières, 70 à la récolte des céréales, 237 à celle du foin, 185 à celle des betteraves, 40 au rabattage du gibier dans les chasses, 40 à la culture du tabac, et la grande majorité, soit 1,790 à la récolte des pommes de terre, l'un des principaux produits du pays.

(1) Reichstagsverhandlungen, séance du 23 mai 1903. M. Wurm, socialiste — Cf. Agard, *Kinderarbeit*, p. 130.

Quant à l'âge des enfants, il va de six à quatorze ans, ainsi qu'il ressort du tableau suivant :

209	des enfants occupés en un endroit	est de 6 à 14 ans
360	—	— 7 à 14 ans
1883	—	— 8 à 14 ans
933	—	— 9 à 14 ans
85	—	— 10 à 14 ans
25	—	— 8 à 13 ans

En Posnanie, la situation est toute pareille (1).

L'école de Pomykovo dans le canton de Lissa compte, en 1897, soixante-cinq élèves, dont trente-deux travaillent chez leurs parents et douze chez des étrangers, les autres sont encore trop petits pour rendre aucun service. Des quarante-quatre enfants qui travaillent, trente-huit dont treize petites filles gardent le bétail, les six autres accomplissent diverses besognes : ils se lèvent à 4 heures du matin, travaillent jusqu'à l'heure de l'école, et après la classe jusqu'à la tombée de la nuit. Les petits bergers reçoivent pour salaire soit leur habillement, soit de 15 à 20 marks par an.

Dans les grands domaines de Gurschno (2) une foule d'enfants travaillent pour un salaire de 25 à 40 pfennigs par jour, ils sont à l'ouvrage de 6 heures à 10 heures du matin, puis vont à l'école et se

(1) *Journal des instituteurs prussiens*, 1897, n° 256.

(2) Agahd, *Kinderarbeit*, p. 131.

remettent à la besogne de 2 heures de l'après-midi jusqu'au soir. A Feuerstein, l'école compte cinquante-cinq élèves, deux seulement ne fournissent aucun travail agricole, les autres sont principalement préposés au soin du bétail, en outre ils doivent battre en grange, ôter le fumier des écuries, aider à la récolte du foin, du seigle et des pommes de terre. Vingt d'entre eux ne sont plus dans leur famille ; un d'eux l'a quittée à sept ans, deux autres à six ans. Comme salaire, les plus petits reçoivent leur nourriture et un vêtement sommaire, les plus grands sont payés en outre 2, 3, ou 4 thalers et l'un d'eux qui a quatorze ans, 8 thalers.

C'est pendant la récolte des pommes de terre que les salaires atteignent en Poméranie leurs chiffres les plus hauts, soit de 15 à 48 pfennigs par jour ; en Saxe c'est pendant celle des betteraves.

« Les écoliers avaient depuis la semaine précédente le congé de l'après-midi (1). Le mercredi et le samedi après-midi, on les faisait chercher en voiture pour les conduire au travail dans des localités distantes de trois heures et les ramener le soir. En pareilles circonstances, les enfants sont partis de 11 h. 1/2 du matin à 9 heures du soir. Une fois ils furent envoyés à Beesensteds pour le compte d'un grand propriétaire, le soir ils furent payés 80 pfen-

(1) *Journal d'Eislöben*, cité par Agahd, *Kinderarbeit*, p. 134

nigs et furent convoqués pour le lendemain dimanche on leur promettait double prix, certains disaient même 2 marks, le repas de midi, le café du soir et un gâteau. Naturellement cette attraction fit son effet et le dimanche, à 3 h. 1/2 du matin, trois cent-six enfants partaient pour Beesensteds. Quand le soir vint, ils reçurent 80 pfennigs, s'ils avaient arraché un rang de betteraves, 1 mark s'ils en avaient arraché deux. Très déçus, ils revinrent à Eisleben où ils n'arrivèrent qu'à 9 h. 1/2. Avant 10 heures aucun n'était encore au lit. Le samedi à l'ouvrage depuis 11 h. 1/2-midi jusqu'à 9 h. 1/2, couchés à 10 heures et après 5 heures de sommeil, levés à 3 heures, partis à 3 h. 1/2, au travail tout le jour et couchés à 10 heures ! Que devaient ces pauvres enfants faire à l'école ? Et l'on se demande en outre comment on ose faire travailler des enfants pendant le service divin ».

Quant à savoir si les parents peuvent se passer de ces minimes salaires, les rapports poméraniens sont très partagés, mais beaucoup font remarquer que ces salaires compensent à peine l'usure des vêtements que cause le travail.

Les particuliers semblent excusés dans cette exploitation de l'enfance par l'exemple des autorités mêmes.

En 1897 (1) le journal du canton de Teltow signalait que dans les champs d'épandage berlinois, l'ad-

(1) *Soziale Praxis*, année 1897-98, nos 1 et 45.

ministration employait des enfants au-dessous de quatorze ans qui travaillaient tout l'après-midi la hotte sur le dos. Là-dessus interpellation au Conseil municipal. Le service incriminé s'excusa sur la libre volonté des parents et sur le consentement de l'autorité scolaire. Tout ce qu'on put obtenir de lui, c'est que ce travail serait interdit au-dessous de onze ans et limité à cinq heures par jour. Encore, ajoute la « *Pratique Sociale* », cette mesure fut-elle inappliquée.

De même l'administration foncière d'Osdorf (1) occupait des enfants de huit à dix ans qu'elle faisait venir d'une localité située à une bonne heure de chemin.

De semblables abus étaient commis encore en 1903 par l'administration prussienne des eaux et forêts. Divers journaux qu'on n'a pu démentir complètement, signalèrent que cette administration, ne pouvant rencontrer un personnel suffisant d'adultes, employait des écoliers auxquels on donnait à cet effet deux semaines de congé. C'est là une main-d'œuvre toujours prête, mais surtout, — insinuait un journal, — singulièrement moins coûteuse (2).

(1) *Soziale Praxis*, année 1897-98, n° 1.

(2) L'administration s'excuse en invoquant les circulaires du 27 novembre 1882 et du 8 janvier 1886, d'après laquelle les écoliers ne doivent pas être punis de prison, mais de corvée à accomplir dans les forêts pendant les vacances. C'est donc une sorte de travaux forcés pour les enfants.

L'exploitation revêt un caractère particulièrement odieux en Bade et en Wurtemberg où se tiennent de véritables marchés d'enfants (1).

« Le 10 mai 1898, dans les environs de la gare de Landeck, une centaine d'enfants de sept à cinq ans, garçons et filles, étaient rassemblés — tous joyeux et de bonne humeur. Beaucoup, quand on leur demandait ce qui se passait, s'écriaient : « nous allons dans le pays Souabe ». Il se tient en effet à Ravensbourg chaque année un marché d'enfants qui devrait bien rester confiné là où il se trouve..... Les enfants sont rassemblés dans les environs d'Inis, reçoivent un conducteur par troupe de cinquante, sont transportés en voitures fermées et cachetées. Un tel enfant, garçon ou fille, rapporte bien chaque automne à ses parents propriétaires de 8 à 20 florins et souvent reçoit pour lui-même un habit de travail et un habit de dimanche. Si l'enfant est un brave garçon ou une honnête fille, il ne va pas dans une famille protestante ou non religieuse, dût-il recevoir un plus fort salaire, mais au pays il recevra une prime qui servira d'exemple aux autres. Le reste — et même souvent aussi le pauvre paysan souabe envoie ses enfants à l'école et s'achète en remplacement, un « matériel étranger ». Le plus grand contingent de ce com-

(1) *Journal du Tyrol*, 1898, cité par Agahd, *Kindenarbeit*, p. 159. Cf. *Soziale Praxis*, année 1895-96, n° 46.

merce honteux vient de la vallée supérieure de l'Inn, du haut Britschgan et de la vallée de la Hanz jusqu'à Saint-Anton. »

Au reste la frontière russe n'a rien à envier à la frontière tyrolienne, à part cette différence que le petit polonais ne laisse pas déprécier sa main d'œuvre et, quand il est las de son métier, « plante là le Prussien ».

II

LE TRAVAIL AGRICOLE ET L'OBLIGATION SCOLAIRE.

Contre les abus du travail agricole se dresse l'obligation scolaire. La lutte est des plus violentes entre le propriétaire foncier qui emploie l'enfant sur son domaine et l'instituteur qui le retient, soucieux avant tout de l'éducation nationale. Cette lutte est constante et ses occasions journalières (1). Les parents dispensent l'enfant de l'école pour l'envoyer aux champs, ou pour lui faire rabattre le gibier dans les

(1) *Soziale Praxis*, année 1895-96, n° 46. La chambre d'agriculture de Hesse, sur la proposition de M. de Kötts, président de l'Union des cultivateurs, réclame que pendant l'été les enfants de dix à quatorze ans soient dispensés de la classe de l'après-midi, ceux de six à dix ans de la classe du matin.— Des prétentions analogues sont formulées par la chambre d'agriculture de Dantzig (1898) et l'Union principale des Syndicats agricoles de Silésie. (Agahd, *Kinderarbeit*, p. 157.)

chasses du seigneur voisin (1). L'instituteur note ces absences, au besoin fait agir l'autorité et applique ses sanctions. Alors les parents se liguent, l'instituteur est boycotté, les grands propriétaires entretiennent cette « guerre au village » et le pauvre maître d'école se voit refuser toute aide dans ses diverses entreprises : excursions scolaires ou chœurs.

Jusqu'à présent, la victoire semble rester au travail agricole dans cette lutte qu'il soutient contre le travail scolaire.

« En été, les enfants sont chassés de leur lit (2); sans prendre de déjeuner, ils conduisent un couple de bétail à la prairie et ils doivent l'y promener à la longe jusqu'à 6 h. 1/2. Alors ils se hâtent de rentrer à la maison, mangent rapidement et vont en courant à l'école, qui est pour beaucoup d'entre eux de 1 à 3 kilomètres de chemin. Une année, pendant l'été, j'inspectai trois jours de suite, et je constatai que dix enfants s'endormaient à chaque instant. L'esprit était plein de bon vouloir, mais la chair était faible. Les maîtres professaient avec entrain et vivacité; la présence de l'inspecteur aurait dû exciter les enfants à se montrer attentifs, l'épuisement de ces petits était tel qu'ils ne pouvaient se tenir éveillés. J'envoyai au gouvernement

(1) Ou même dans celles qu'ils organisent eux-mêmes à l'instar des hobereaux.

(2) Article du *Reichsbot*, 1902, cité par Agahd, *Kinderarbeit*, p. 152.

un rapport détaillé sur cette situation et, dans mon rapport annuel, j'insistai sur ce point que je soulignai à l'encre rouge, je suppliai le gouvernement d'interdire pour les écoliers la garde des troupeaux avant les heures de classes. Mais jamais je ne reçus avis que cette mesure était prise. »

Évidemment, l'œuvre de l'école ne peut être féconde que si elle se réalise assidûment matin et soir. Or, dans les campagnes allemandes, le personnel enseignant n'est pas assez nombreux. Beaucoup de communes n'ont qu'un instituteur pour deux ou plusieurs classes (1). En Prusse, il y a quelques années, les 61,848 classes des écoles normales n'avaient que 49,581 professeurs, au Schleswig-Holstein à 2,739 classes ne correspondaient que 2,653 maîtres. Par suite, dans maintes localités, l'unique instituteur est obligé de consacrer le matin à la petite classe, l'après-midi à la grande, ou vice-versa, forcé, par suite, d'accorder à ses élèves une demi-journée de congé que l'employeur agricole sait mettre à profit.

Singulières écoles que ces écoles de campagne !

« Immédiatement après les vacances de Pâques (2), commence « l'école d'été », c'est-à-dire que l'enseignement n'a plus lieu que le matin et que jusqu'au 1^{er} novembre, l'après-midi qui reste libre peut être

(1) Agahd, *Kinderarbeit*, p. 140.

(2) Relation d'un instituteur saxon citée par Agahd (*Kinderarbeit*, p. 132-133).

consacré aux travaux agricoles. Le premier de ces travaux est le ramassage des pierres en grandes troupes ; sous la surveillance des gérants, toute la jeunesse s'en va par les champs pour rassembler, à la lisière de chacun, les pierres qu'ils contiennent. Un grand nombre des garçons du degré supérieur, qui sont dans leur dernière année d'école, sont embauchés pour tout l'été afin de conduire les chevaux, car l'usage des charrues à quadruple attelage exige un conducteur spécial. En mai, commencent l'arrachage et le trouage des betteraves qui succèdent sans interruption aux congés de la Pentecôte. Survient la fenaison : toute la jeunesse scolaire, garçons et filles, en état de travailler, se rend dans les prés, pour faner, dresser les meules et charger le foin sur des voitures. Quand arrive la moisson, les enfants n'y prennent pas part directement, mais ils doivent porter les repas des travailleurs, garder leurs petits frères, étriller les chevaux, conduire les attelages et aider les parents à entasser les gerbes. Puis, c'est le regain, la récolte des pommes de terre, et dans l'arrière-saison, toutes sortes de travaux domestiques... »

Il est des pays où cette désertion de l'école s'élève à la hauteur d'une véritable institution. La Poméranie en est la terre classique (1). Dans le grand duché

(1) Agahd, *Kinderarbeit*, p. 133 et suiv.

de Mecklembourg, plus de 3,500 enfants au-dessus de onze ans obtiennent pendant l'été une dispense complète de classe. Sur 383 écoles, 38 seulement n'accordent pas cette dispense, mais les 345 autres l'octroient à plus de la moitié de leurs élèves. Dans le Mecklembourg oriental, la proportion des dispenses va en s'accroissant du nord au sud et progresse de 30 à 98 0/0. 1,366 de ces enfants (soit 40 0/0) entre en service, 1,483 (soit 44 0/0) dont 129 filles sont embauchés pour la garde du bétail.

A Marienwerder, pour parer au manque de bras, c'est le président du gouvernement qui accorde aux écoliers quinze jours de congé, — en Saxe-Weimar-Eisenach, c'est le ministre de l'Instruction publique qui dispense de classe, du 1^{er} mai au 31 octobre, les enfants des trois dernières années d'école, et permet de les occuper pendant ces vacances au travail commun dans les champs jusqu'à dix heures par jour.

III

DANGERS PHYSIQUES ET MORAUX DU TRAVAIL AGRICOLE.

De telles conditions causent grand un préjudice à l'instruction des classes rurales, et les enfants oublient l'été ce qu'ils ont appris l'hiver. Mais l'opportunité de cette instruction peut être contestée et

cette raison risque de paraître insuffisante. Aussi certains voient-ils dans l'école moins un châtiment qu'un asile de protection contre de graves dangers tant physiques que moraux.

Sans doute, le travail des champs a lieu en plein air, et soit l'aspect des petits campagnards, soit les résultats des conseils de révision prouvent combien la condition du petit ouvrier rural est supérieure à celle du petit ouvrier des villes. Toutefois le surmenage corporel (1) entraîné par certaines besognes, l'insuffisance du sommeil pendant telle ou telle saison, et l'épuisement des longues marches, peuvent nuire au développement du jeune organisme (2): les petits arracheurs de betteraves souffrent de vives douleurs dans la colonne vertébrale, les petits pâtres d'incontinence d'urine et d'un enrouement perpétuel.

Mais c'est surtout le bien moral des enfants que compromettent les travaux agricoles. Une année, à la maison de correction de Plözensée, sur 329 enfants, garçons et filles, 59 avaient été occupés à garder le bétail.

« Quand on connaît les habitudes de notre popu-

(1) Cf. Lieutenant général de Pellet-Narbonne. « Skizze der Ausprache », (dans les publications de l'*Union contre l'exploitation de l'enfance*, p. 3). — Schoenwaldt. (*Praxis der Landshule*, IV^e année, cahier 10.)

(2) D'après l'enquête Poménarienne, 1,382 enfants sur 2,996, c'est-à-dire presque la moitié, ont leur santé compromise par le travail agricole (Agahd, *Kinderarbeit*, p. 154).

lation rurale, et qu'on a vu quels dangers de corruption courent les enfants qui travaillent avec les adultes, il semble de la dernière importance que le contrepoids de l'école soit renforcé. »

Ces dangers, c'est la promiscuité de la ferme, c'est le mélange des sexes dans les champs de betteraves, où les enfants travaillent à demi vêtus (1), c'est le spectacle de la reproduction des animaux, ce sont les déplorables exemples que les enfants ont continuellement sous les yeux (2).

(1) Cf. Communications de « l'Union pour la protection de l'enfance », 1899, n° 5 : « Les enfants doivent être séparés des adultes et les garçons des filles pendant la récolte des betteraves. Cette séparation doit être effectuée non seulement pendant la durée du travail, mais pendant les trajets aller et retour entre la maison et le lieu du travail. »

(2) En 1897 la journée des instituteurs de Breslau évalue à 66 0/0 la proportion des petits ouvriers agricoles en danger moral. Cf. *Soziale Praxis*, année 1897-98, n° 36.

CHAPITRE XI

LA RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL AGRICOLE ET L'OPPOSITION AGRARIENNE

—

I

LES RÉGLEMENTATIONS LOCALES.

De même que, pour le travail à domicile et les petits métiers de la rue, l'intervention du législateur fut précédée par celle de la police, de même à l'heure actuelle l'action des autorités locales supplée dans certains pays au silence de la loi.

Dès 1878, le gouvernement de Gumbinnen entreprit de réglementer l'emploi des enfants à la garde des troupeaux et édicta un certain nombre de conditions (1) :

1° L'enfant doit avoir atteint onze ans et n'avoir

(1) Ordonnance du 23 mars 1878 citée par la revue *Praxis der Landsschule*, année 1896, cahier 10, p. 589. *Soziale Praxis*, année 1895-96, n° 31. Cf. Stettin, le métier de petit pâtre n'est permis qu'aux enfants des cours supérieurs.

pas dépassé treize ans au 1^{er} mai. L'objet de cette règle est de limiter à deux saisons l'emploi de l'enfant comme petit pâtre ;

2° L'enfant ne peut être admis à ce travail que sur le territoire de sa paroisse et moyennant la délivrance d'une carte pour laquelle est exigé un certificat d'indigence des parents ;

3° L'enfant doit fournir en outre une attestation qu'il a régulièrement suivi l'école pendant l'hiver et qu'il sait lire, possède ses quatre règles, sa table de multiplication et les éléments de l'orthographe ;

4° Chaque semaine, l'enfant doit consacrer à son instruction une journée entière ou deux demi-journées.

L'insuffisance de ces dispositions et particulièrement de cette dernière prouve ainsi la timidité de cette intervention déjà lointaine. Des ordonnances locales plus récentes contiennent une réglementation plus étendue.

Dans certains cantons du Schlesvig Holstein le patron doit réserver pour le sommeil des petits pâtres engagés par lui un local séparé de ceux qui sont assignés au personnel adulte, il ne doit pas les mêler à ses domestiques, mais les traiter comme des membres de sa famille, il doit prendre des « soins paternels » pour leur bien physique et moral, les surveiller aussi bien pendant leurs heures de liberté que pendant leurs heures de travail, et autant qu'il sera possible tenir la

main à ce qu'ils participent aux offices divins et aux exercices scolaires (1).

A Anhalt, d'autres dispositions présentent une égale opportunité. Les enfants au-dessous de huit ans ne doivent pas être occupés tout le jour, mais seulement pendant la moitié ou les deux tiers de la journée de travail (2).

Dès que le nombre des enfants dépasse vingt-cinq, ils doivent être séparés suivant leur âge et leur sexe.

La durée du travail est fixée de 6 heures du matin à 6 heures du soir. Quand, pour rentrer chez eux, les enfants doivent encore parcourir un trajet à pied, ils doivent cesser leur travail de façon à être de retour pour 8 heures au plus tard. Quand leur transport a lieu en voiture, l'employeur doit veiller à ce que ces voitures ne soient pas trop pleines afin d'éviter que les enfants ne soient projetés dehors. Pendant les grosses chaleurs, il doit leur assurer une quantité suffisante de boisson.

Malgré leurs intentions et leurs résultats bienfaisants, ces dispositions toujours précaires ne font guère qu'atténuer dans certains endroits l'effet du mal sans en supprimer la cause. La mesure radicale qui supprimerait cette cause et qui serait l'intervention législative de l'État soulève chez les patrons

(1) Agahd, *Kindesarbeit*, p. 157.

(2) *Ibid.*, p. 158.

agaires plus de violence et d'acharnement que n'en souleva jamais la perspective de mesures semblables chez les patrons industriels.

II

L'OPPOSITION AGRARIENNE.

L'opposition agrarienne se manifesta d'abord au Landtag prussien dans la séance du 11 février 1899. L'agriculture souffrait alors d'une crise de main d'œuvre et pour parer au manque d'ouvriers, les agrariens demandaient à pouvoir recourir plus librement et dans une plus large mesure au travail des enfants. Telle qu'elle ressort de leurs discours, la thèse agrarienne se résume ainsi :

Les allégations des journaux et revues sociales sur les mauvais traitements qu'endurent les petits ouvriers agricoles et sur les dangers moraux qu'ils courent à n'être pas surveillés, sont des affirmations gratuites. Ne vaut-il pas mieux occuper chaque jour quelques heures à un travail sain en lui-même et contrôlé que de les laisser vagabonder par les champs et faire toutes sortes de mauvais tours ?

En outre, il est temps d'enrayer la désertion des travailleurs ruraux sous peine de voir s'accroître irrémédiablement la crise présente ; or le meilleur

moyen d'inspirer aux enfants l'amour de la terre est de les y employer de bonne heure, dès avant douze ans (1).

« L'éducation fait tout. Par l'éducation, l'homme devient ce qu'il sera, il faut que les enfants de la campagne grandissent avec l'idée qu'il est nécessaire de travailler au sol et que c'est une occupation de grand prix de garder le bétail, de traire les vaches, qu'il est plus noble de rester fidèle à l'état de ses parents que d'émigrer vers la ville ou la fabrique » (*Très bien à droite*). Or cette œuvre d'éducation est entravée par l'école. Sans doute l'école a la mission de former la conscience du peuple, mais elle doit tenir compte aussi des nécessités de l'agriculture et l'on ne peut guère dire qu'elle l'a fait jusqu'ici suffisamment.

« Nous avons dans le Sleswig-Holstein (2) une vieille loi scolaire de 1814 qui prolonge l'obligation scolaire jusqu'à seize ans pour les garçons, jusqu'à quinze pour les filles. Mais dans les districts ruraux et pendant les mois d'été le plus de liberté possible doit être laissé aux enfants. Or c'est une plainte générale de tous les agriculteurs de la région. Les conseils régionaux accordent les dispenses nécessaires, mais ils se heurtent aux autorités scolaires

(1) Discours de M. Gamp et de M. Mendel.

(2) Discours de M. Gamp.

qui appuyées par le ministre de l'Instruction publique soulèvent toutes sortes de difficultés. »

Mais ce n'est pas seulement par le temps qu'elle absorbe et l'assiduité qu'elle exige que l'école nuit aux intérêts agricoles, c'est encore par l'esprit qu'elle répand et l'exemple que donnent les instituteurs. C'est le ministre de l'Agriculture lui-même qui porte cette accusation (1). « Dans tout le Hanovre, vous trouverez à peine un maître qui fasse partie d'un syndicat agricole. A présent, l'instituteur ne veut plus s'intéresser aux questions qu'on y traite, et attache plus d'importance au côté scientifique de sa profession (*très bien à droite*) et voit moins que par le passé les devoirs qu'il a dans la vie pratique. Tandis qu'autrefois le maître d'école n'avait aucune honte à vivre sous le même toit que le bétail, à la façon des laboureurs Westphaliens et même des grands propriétaires fonciers, l'instituteur d'aujourd'hui demande à sa circonscription de lui donner un nouveau rôle. A cet éloignement que l'instituteur manifeste des intérêts agricoles correspondent et se joignent les opinions qu'il professe : sous son influence les enfants perdent cette notion que si le bon Dieu les a fait naître à la campagne, c'est qu'ils y trouveront leur vie. (*Très bien à droite et au centre.*) En ce qui concerne les travaux manuels, là où autrefois une femme

(1) M. de Hammerstein.

de la localité enseignait aux petites filles à tricoter des bas, ou à faire des ouvrages dont elles auraient besoin à la campagne, à présent une « maitresse de travaux manuels » leur apprend à faire de la dentelle ou de la broderie et les porte à considérer qu'il est au-dessous de leur condition de rester à la campagne et de prendre part aux travaux agricoles. » Dans ces conditions mieux vaut éloigner autant que possible l'enfant de l'école et le renvoyer « garder les oies » (1). A quoi bon lui faire perdre son temps à ne rien apprendre sur les bancs de l'école ? aussi les agrariens demandent que l'obligation scolaire cesse à la campagne dès l'âge de treize ans. Quand nos travailleurs des champs savent lire, compter et qu'ils ont en outre quelques notions de catéchisme et d'histoire naturelle, ils ont bien assez appris (2).

A ce réquisitoire contre l'école répondent la gauche et une partie du centre. Le député Hirsch reproche vivement à la droite ses tendances rétrogrades, il considère que l'éducation des classes rurales est exigée par le suffrage universel et que « l'exercice du droit de vote nécessite une instruction poussée un peu plus loin que la science de traire les vaches et houer la betterave ». En outre négliger d'instruire les populations agraires, c'est les

(1) Discours de M. Graw.

(2) *Ibid.*

désarmer dans l'avenir contre l'influence du socialisme.

Le Dr Kugler, directeur au ministère de l'Instruction publique, défend les instituteurs et les programmes scolaires. Ceux-ci ne sont pas trop chargés, et comment pourraient-ils l'être ? Les conditions faites à l'enseignement les forcent bien à se réduire au strict minimum. Quant au reproche fait à l'instituteur de ne pas pousser assez ses élèves à la vie pratique, que voudrait-on qu'il fit ? Faudrait-il qu'il allât se promener dans les champs avec son école ? S'il doit conseiller aux enfants de ne pas aller vers la ville sous prétexte qu'ils n'y gagneront pas plus, il manquera à son premier devoir qui est de dire à ses élèves la vérité et donnera un enseignement que contredira la propre expérience des enfants. « On ne peut pas croire qu'à notre époque de transports faciles, l'école puisse élever les enfants avec des œillères. Si l'on raconte à l'enfant combien il est terrible de franchir la borne de son village, le premier voyage détruira cette erreur. La vraie cause de l'émigration vers les villes, c'est que l'agriculture n'offre pas à l'ouvrier un salaire rémunérateur. Qu'il faille enrayer le mouvement cela est bien certain ; mais qui y a plus collaboré que les bibliothèques scolaires pour lesquelles le ministre a fait composer une série d'ouvrages dans cet esprit ? »

Quoi qu'il en soit, la victoire resta aux agrariens,

non pas que la mesure proposée par eux ait été votée — le gouvernement fit comprendre l'impossibilité qu'il y a de promulguer un règlement unique pour des pays où les besoins peuvent être très différents — mais le Dr Kugler perdit sa place et les demi-journées reprirent de plus belle ; dans presque toutes les contrées agricoles elles devinrent la règle.

Quelques années après, la lutte s'engagea devant le Reichstag. Le projet qui devint la loi du 30 mars 1903, excluait l'agriculture de la protection qu'il inaugurait dans les fabriques. Le député Wurm protesta aussitôt contre ce privilège et un amendement fut proposé par les socialistes pour le supprimer. La discussion recommença.

Entre temps avaient paru les ouvrages de M. Agahd et l'opinion s'était émue des faits révélateurs qu'ils contenaient sur le travail des enfants dans l'agriculture. Les agrariens contestèrent vigoureusement l'exactitude des faits et l'un d'eux prit violemment à partie l'auteur.

D'autre part la droite avait beau jeu à s'élever contre la réglementation du travail, elle venait de faire preuve de sollicitude sociale en votant la réglementation du travail hors des fabriques.

D'ailleurs ce n'était pas non plus ses intérêts qu'elle défendait. La grande propriété, — prétendait-elle, — fait peu appel à la main d'œuvre enfantine.

Ceux qui souffriront de la réglementation, ce

sont les petits cultivateurs, ceux qui ne possèdent qu'une ou deux têtes de bétail et qui sont bien heureux de les envoyer paître sous la conduite de leur garçon ou de leur fille (1). L'interdiction de le faire les gênera d'autant plus qu'au lieu de laisser indivis les pâturages communaux, ce qui aurait permis d'organiser le pacage en commun et d'épargner les enfants, on a, dans la plupart des cas, procédé au lotissement, ce qui force le petit cultivateur à envoyer ses bêtes très loin de la maison.

Quant au gouvernement, il s'en tint aux dispositions du projet. M. de Posadowsky expliqua que le travail agricole a toujours été considéré comme une besogne saine, qu'il a lieu en plein air et que ses abus, — s'il y en a, — sont limités à quelques mois de l'année.

Enfin le petit pâtre n'avait-il pas reçu des poètes un rôle charmant et romantique ?...

La loi de 1903 votée conformément au projet ne s'étend pas au travail agricole, et à chaque discussion du budget les socialistes renouvellent leurs attaques. Mais ils semblent encore loin de triompher. D'une part les agrariens jouissent d'une influence difficile à vaincre, d'autre part, la réglementation du travail des enfants dans l'agriculture ne suscite pas

(1) Séance du 24 avril 1902, discours du comte de Bernstorff. *Reichstags verhandlungen*, p. 5028, A. Cf. au landtag prussien le 11 février 1899, discours de M. Gamp.

le même intérêt que dans l'industrie (1). L'exploitation industrielle des enfants était une conséquence du machinisme, étroitement liée au développement du prolétariat urbain ; ses causes économiques étaient donc particulières à l'état social de notre époque ; l'intervention législative apparaissait donc comme la réparation nécessaire d'un mal du siècle. Au contraire, le travail des enfants de l'agriculture a existé de tous temps, il a un passé de liberté qu'il paraît, à beaucoup, inutile d'abolir (2).

(1) En 1898, au congrès de Zurich on vit tel ou tel partisan convaincu de la réglementation du travail des enfants demander que l'agriculture en soit exemptée (tel M. Christ, curé de Bele).

(2) A ces considérations on peut encore joindre celle-ci que l'émigration de la main d'œuvre vers les villes est une des principales causes de l'exploitation des enfants à la campagne. Cette exploitation se présente avec les caractères d'une véritable nécessité économique et par suite le législateur aurait quelque scrupule peut-être, assurément quelque peine à l'enrayer. (Cf., opinion du Dr Heinacher, de Gaudenz, citée par Agahd, *Kinderarbeit*, p. 155.)

CONCLUSION

La législation allemande sur le travail de l'enfance présente actuellement bien des imperfections et bien des diversités qui paralysent son action ; mais il semble qu'elle tende d'un effort constant vers une unité que chaque réforme rend plus prochaine. Cette unité aurait pour base les règles jadis spéciales aux fabriques. Sa réalisation, entravée par les faits qui ne s'y prêtent guère du premier coup, s'effectue avec une lenteur souvent déplorée au cours de cette étude ; mais le principe a été déjà formulé et répandu dans l'opinion, les règles considérées exercent une sorte d'attraction sur toute l'autorité professionnelle. Elles ont gagné petit à petit des établissements toujours plus nombreux qui furent assimilés aux fabriques, puis, par l'intermédiaire d'une ordonnance impériale, les ateliers à moteurs. Elles semblent appelées à devenir tôt ou tard les cadres normaux d'une protection plus efficace et plus générale.

Même si cet avenir semble encore hypothétique et lointain, le présent peut déjà suggérer d'utiles

comparaisons avec des législations moins avancées, telles que la nôtre.

Notre loi de 1892 sur le travail des enfants et des femmes dans les établissements industriels est loin d'égaliser les dispositions correspondantes du Code allemand de 1891. Sans doute, en principe, l'âge d'admission est fixé à treize ans dans les deux pays ; mais tandis que, dans la majorité des États allemands, cette limite est reculée jusqu'à quatorze ans par l'achèvement de l'obligation scolaire, chez nous, cette limite peut être avancée jusqu'à douze ans, si l'enfant présente son certificat d'études et une attestation médicale facilement obtenue.

Introduit trop jeune à l'usine, le petit ouvrier y est soumis immédiatement à une journée de travail trop longue, tandis que la loi allemande ménage une heureuse progression de la fatigue et de l'entraînement par la création d'une classe d'enfants de treize à quatorze ans, dont le travail ne peut dépasser six heures. La loi française, au contraire, fixe un maximum uniforme pour les ouvriers de douze à dix-huit ans. Sans compter les dérogations permises par la loi, un enfant de douze ans peut être astreint à dix heures d'usine par jour. Le corps médical entier condamne vivement, jusqu'à la traiter de « criminelle », cette tolérance législative.

Les principes généraux de notre législation ouvrière sur le travail des enfants dans l'industrie sont donc

beaucoup moins rigoureux que ceux de la législation correspondante en Allemagne. Quant aux établissements soumis à la réglementation, on peut observer que notre loi française de 1892 eut dès l'origine une plus grande extension que le Code allemand de 1891, puisqu'elle s'appliqua dès le principe aux ateliers. La loi allemande fut longue à conquérir ce domaine. Mais à présent, et depuis la loi de 1903, c'est la législation française qui semble en retard, ne contenant rien de comparable à cette loi. A part la loi de 1874 sur les professions ambulantes, notre législateur s'est incliné avec un respect quelque peu superstitieux devant la puissance paternelle et n'a pas été jusqu'à réglementer l'emploi des enfants par leurs propres parents (1).

Sans doute la loi allemande est encore bien timide sur ce point, mais le premier pas a été fait alors que rien a été tenté en France. Les abus, — s'ils ne sont pas tout à fait aussi criants qu'en Allemagne, — sont néanmoins très suffisants pour justifier l'intervention virtuelle de l'État. A l'heure actuelle cette question préoccupe tous les cercles français d'études sociales et en particulier « l'Association pour la protection légale des travailleurs. »

(1) Toutefois dans les ateliers où le père n'emploie que des membres de sa famille, s'il est fait usage d'un moteur mécanique, l'inspection du travail a le droit de prescrire toutes les mesures de sécurité et de salubrité à prendre.

Ce sont ces généreux efforts qui nous ont suggéré l'idée de ce travail, et nous serions heureux d'avoir pu les seconder dans une mesure si minime qu'elle soit.

BIBLIOGRAPHIE

I. — HISTOIRE DU CODE INDUSTRIEL DE 1891

Gunther Anton. — *Geschichte der preussischen Fabrikgesetzgebung bis zu ihrer Aufnahme durch die Reichsgewerbeordnung* (Leipzig, 1891).

Stieda. — *Deutschland's sozialstatistische Erhebungen in 1876.* (Jahrbuch für Gesetzgebung, Verwaltung und Volkswirtschaft, Neue Folge, Band I).

Gensel. — *Das Gesetz betreffend die Abänderung der Gewerbeordnung* (Jahrbuch für Gesetzgebung Verwaltung und Volkswirtschaft, N. F., Band II).

Herkner. — A) *Zur Kritik und Reform der deutschen Arbeiterschutzgesetzgebung* (Archiv. für soziale Gesetzgebung).— B) *Die Arbeiterfrage* (ibid. 1897).

Conférence de Berlin. — *Rapport et protocole final* (Leipzig, 1890).

II. — CODE INDUSTRIEL DE 1891.

Joël. — *Die Gewerbeordnung des deutschen Reiches.*

Robert von Landmann. — *Zur Theorie und Pratik des Arbeiterschutzes* (Zeitschrift für die gesamte Staatswissenschaft, Band. XLIX).

Hitze. — A) *Gærreslexicon, article Arbeiterfrage.*— B) Rapport au Congrès de Paris (*Bulletin de l'Office international du travail*).

Bellom. — *Étude sur la loi allemande relative à l'industrie d'après les modifications votées par le Reichstag le 8 mai 1891* (*Bulletin de la Société de législation comparée*, 1892).

Sarraute. — *Limitation légale de la durée du travail en Allemagne* (Larose, 1899).

Dehn. — *Die neue Arbeiterschutzgesetzgebung* (1892).

Ansiaux. — *Le travail de nuit des ouvrières* (Ministère du travail de Belgique, Bruxelles, 1898).

III. — PRODROMES DE LA LOI DE 1903

Agahd. — *Kinderarbeit und Gesetz gegen die Ausnutzung kinderlicher Arbeitskraft in Deutschland* (G. Fischer, Iéna, 1902).

Congrès de Zurich. — Compte-rendu officiel.

Daurnay. — *Enquêtes allemandes sur le travail des enfants hors de la fabrique* (*Questions pratiques*, 1901, p. 105).

Meerwark. — *Enquêtes sur l'industrie à domicile en Allemagne* (G. Fischer, Iéna).

Oldenberg. — *Der Arbeiterschutz in den Schank- und Gastwirtschaften* (même éditeur, 1902).

Publications et tracts de la Société contre l'exploitation de l'enfance (Berlin).

Stillich. — *Die Spielwarenindustrie des meiniger Oberlandes* (G. Fischer, Iéna, 1902).

IV. — LOI DE 1903

Agahd und V. Schulze. — *Gesetz betreffend Kinderarbeit in gewerblichen Betrieben vom März 1903* (G. Fischer, Iéna, 1903).

Bauch. — *Reichsgesetz betreffend die Kinderarbeit in gewerblichen Betrieben* (Potsdam, A. Stein, 1906).

Bauer. — *Das deutsche und das englische Kinderschutzgesetz* (zweites Heft des Archivs für soziale Gesetzgebung und Statistik, Band XIX, juin 1904).

Findeisen. — *Das Gesetz betreffend Kinderarbeit in gewerblichen Betrieben* (Leipzig. Dunker und Humblot).

- Fischer.** — *Bericht über die Feststellungen betreff die gewerblich beschäftigte Volksschüler* (Breslau, 1904).
- Henriette Furth.** — *Weitere Beiträge zu Kinderarbeit und Kinderschutz* (Leipzig, Félix Dietrich, 1905).
- Jastrow.** — *Das Gesetz vom März 1903* (Berlin, Zillesen).
- Moyssset.** — *La protection des enfants occupés hors de l'industrie. Loi allemande* (Publication de l'Association nationale française pour la protection des travailleurs).
- Neukamp.** — *Gesetz betreff. Kinderarbeit in gewerblichen Betrieben.*
- Rohmer.** — *Das Kinderschutzgesetz.*
- Rohrscheidt.** — *Reichsgesetz betreff. Kinderarbeit in gewerblichen Betrieben vom März 1903* (Berlin, Franz Vahlen, 1903).
- Rouff.** — *La question du travail à domicile en Allemagne.*
- Smitz.** — *Die Fürsorgeerziehung Minderjähriger.*
- Spangenberg.** — *Reichsgesetz betrieß. Kinderarbeit in gewerblichen Betrieben.*
- Zwick.** — *Das Kinderschutzgesetz.*

Arbeiterfreund.

Braun's Archiv für soziale Gesetzgebung.

Soziale Praxis.

Holzendorff's Rechtslexicon.

Conrad's Handwörterbuch.

Reichstagsverhandlungen.

Vierteljahreshefte zur Statistik des deutschen Reichs.

Amtliche Mitteilungen der Fabriksaufsichtsbeamten.

Reichsgesetzblatt.

Gesetzsammlung.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
INTRODUCTION.....	4
CHAPITRE Ier.— Histoire de la législation prussienne jusqu'en 1871	5
I. — L'enquête de 1824	5
II. — Les efforts de M. d'Altenstein et la résistance du ministre du Commerce	11
III.— Le règlement de 1839.	15
IV.— La loi de 1853.	18
CHAPITRE II. — Histoire de la législation allemande jusqu'en 1891	24
I. — L'enquête de 1874.	24
II. — Le Code industriel de 1878.	30
III. — Les débats parlementaires de 1878 à 1891. — La conférence de Berlin.	32
CHAPITRE III. — Réglementation du travail des en- fants dans les fabriques, d'après le Code de 1891	37
I. — L'âge d'admission	38
II. — L'âge d'admission au travail complet	41
III. — La journée de travail.	42
IV. — Le travail de nuit et les repos	43
V. — Les dérogations. — Les pouvoirs du Conseil fédéral	46
VI. — Formalités imposées aux patrons	49
VII.— L'exécution de la loi	51

CHAPITRE IV. — Des établissements soumis au régime des fabriques en 1891.....	56
I. — Les fabriques	58
II. — Les entreprises assimilées aux fabriques.....	60
III. — Les ateliers.....	60
CHAPITRE V. — Émigration hors des fabriques du travail des enfants	64
CHAPITRE VI. — Travail des enfants en chambre et dans les petits métiers de la rue ..	73
I. — Des conditions où s'exerce le travail des enfants.	73
II. — Les conséquences physiques, intellectuelles et mo- rales de l'exploitation des enfants	78
III. — Le salaire des enfants et l'importance économique de leur travail	83
CHAPITRE VII. — Prodiges de la loi de 1903.....	92
I. — Les ordonnances de police	92
II. — La campagne en faveur de la loi.....	100
CHAPITRE VIII. — Loi de 1903	108
I. — Principes généraux	108
II. — Protection des enfants hors de la famille	113
III. — Protection des enfants dans la famille.	120
IV. — L'application de la loi.....	126
CHAPITRE IX. — Lois et projets récents.....	135
I. — Insuffisance de la loi de 1903..	135
II. — La loi de 1908 et le projet de 1907 sur l'industrie à domicile	138
CHAPITRE X. — Travail des enfants à la campagne ..	143
I. — Condition des petits ouvriers agricoles	143
II. — Le travail agricole et l'obligation scolaire.....	150
III. — Dangers physiques et moraux du travail agricole.	154

CHAPITRE XI. — La réglementation du travail agricole et l'opposition agrarienne ...	457
I. — Les réglementations locales	457
II. — L'opposition agrarienne.....	460
CONCLUSION.....	469

Grande Imprimerie de Blois, 2, rue Haute . — 5437
